

Université de Montréal

La presse française et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE : des refus à l'acceptation  
(1961-1973)

par  
Renaud Morin-Gagnon

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences  
en histoire

Janvier 2015

© Renaud Morin-Gagnon, 2015

Université de Montréal  
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé :

La presse française et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE : des refus à l'acceptation  
(1961-1973)

présenté par  
Renaud Morin-Gagnon

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Carl Bouchard

.....  
président-rapporteur

Samir Saul

.....  
directeur de recherche

David Meren

.....  
membre du jury

## Résumé

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est affaiblie et divisée. Les horreurs de la guerre amènent les Européens à repenser leur cohabitation et l'idée d'une Europe, unie par des liens économiques et politiques forts, germe dans l'esprit des Européens. Ils créent alors la CECA en 1951 puis, sept ans plus tard, la Communauté économique européenne. Puisque cette dernière aura du succès, certains pays européens, dont la Grande-Bretagne, demandent à la rejoindre. La France d'alors, sous la présidence de Charles de Gaulle, s'oppose à cette demande d'adhésion à deux reprises, en 1963 et en 1967. Il faut attendre l'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée pour que Londres intègre la CEE. L'élargissement de la Communauté est un évènement important; il a un impact direct sur le rôle de la France en Europe et dans le monde. Il a également une incidence certaine sur le rôle de l'Europe dans le monde bipolaire de l'époque, ainsi que sur ses relations avec l'allié américain.

La presse des pays concernés suivra ces évènements avec intérêt, telle la presse quotidienne française, qui commente abondamment les décisions prises par son gouvernement. Le présent mémoire, qui étudie certains journaux d'importance à la lumière des ouvrages d'érudition et des sources primaires, analyse thématiquement la position de journaux français de diverses tendances politiques sur la politique française au cours des trois demandes.

Mots-clés : Communauté économique européenne (CEE); élargissement; Grande-Bretagne; V<sup>e</sup> République; presse

## Abstract

Following the Second World War, Europe was divided and weak. The horrors of war forced Europeans to rethink how to co-exist and the idea of a united Europe with strong economical and political ties grew among them. The ECSC was created in 1951 and then, seven years later, the European Economic Community. When the latter succeeded, some European countries, like Great Britain, asked to join. France, and its president Charles de Gaulle, objected to the British application on two occasions, in 1963 and in 1967. London had to wait for the arrival of a new French president, Georges Pompidou, to be officially accepted in the EEC. The enlargement of the Community was an important event because it had an impact on France's role in Europe and in the world. It also influenced Europe's role in the then bipolar world and on its relations with the United States.

The national press of the countries involved covered the events surrounding the enlargement with interest. The French daily press commented on them at length. Using both historical studies and primary sources, this thesis thematically analyzes the views of French newspaper of different political horizons on French policy surrounding the three British applications.

Keywords: European Economic Community (EEC), widening, Great Britain, Fifth Republic, press

## Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des abréviations.....	v
Remerciements.....	vi
<b>1. Introduction .....</b>	<b>1</b>
1.1 Énoncé de la question .....	1
1.2 État de la question.....	2
1.2.1 Présidence de Charles de Gaulle.....	2
1.2.2 Présidence de Georges Pompidou.....	5
1.2.3 Bilan.....	6
1.3 Idées-force.....	7
1.4 Problématique et hypothèse .....	9
1.5 Importance du sujet.....	11
1.6 Méthodologie et sources .....	12
1.7 Présentation des journaux .....	13
1.7.1 Le Monde.....	13
1.7.2 Le Figaro.....	15
1.7.3 L'Humanité.....	16
1.7.4 Le Populaire.....	18
1.8 La place des journaux en France et à l'Élysée.....	19
<b>2. De Gaulle dit non ! (1961-1963) .....</b>	<b>21</b>
2.1 Mise en contexte de la première demande.....	21
2.1.1 Mise en contexte historique.....	21
2.1.2 La vision de la France du président.....	22
2.1.3 Mise en situation de la demande.....	24
2.2 La France en opposition à l'adhésion.....	26
2.2.1 De la demande d'adhésion aux entretiens de Champs.....	27
2.2.2 De Champs à la veille de la Conférence de presse .....	30
2.3 La France isolée par le veto .....	33
2.3.1 Les journaux de gauche .....	35
2.3.2 Le Monde et Le Figaro suite au veto .....	38
2.4 La France, la CEE et un monde bipolaire.....	41
2.4.1 La force de frappe .....	41
2.4.2 L'hégémonie américaine.....	44
2.4.3 Couple franco-allemand.....	46
2.5 Conclusion .....	48

<b>3. Après Macmillan, le duel Wilson – de Gaulle (1967).....</b>	<b>50</b>
3.1 Mise en contexte de la seconde demande .....	50
3.1.1 Mise en contexte historique .....	50
3.1.2 La mésentente cordiale .....	51
3.2 Une France en opposition, aux négociations .....	52
3.2.1 Le point de vue du gouvernement.....	52
3.2.2 L'ouverture des négociations .....	53
3.2.3 La participation de collaborateurs.....	56
3.3 La France dans une Europe indépendante .....	58
3.3.1 Le plan gaulliste.....	58
3.3.2 Le Figaro et Le Monde à la défense de Londres.....	59
3.3.3 Une gauche moins unanime .....	62
3.4 Politique personnelle de la France .....	64
3.4.1 Le Monde.....	64
3.4.2 Le Figaro.....	67
3.4.3 Le Populaire.....	68
3.5 Conclusion partielle .....	70
<b>4. Pompidou à l'Élysée (1969-1973).....</b>	<b>71</b>
4.1 Mise contexte de la dernière demande.....	71
4.1.1 L'Europe et la France en changements.....	71
4.1.2 Du changement à l'Élysée, mais également au 10 Downing Street .....	73
4.2 Pompidou et la Conférence de La Haye .....	75
4.2.1 Des collaborateurs incertains de la politique française.....	76
4.2.2 Un optimisme éclatant .....	77
4.2.3 Une déception complète des débuts pompidoliens .....	79
4.3 Une France nouvelle dans ce monde divisé.....	80
4.3.1 Changements en politiques extérieures.....	80
4.3.2 La place de l'Europe dans le monde .....	82
4.3.3 Les relations avec Washington .....	84
4.4 La France et une Europe nouvelle en construction.....	86
4.4.1 Des négociations ardues pour un objectif prometteur.....	86
4.4.2 Une nouvelle foi européenne à l'Élysée .....	88
4.5 Conclusion partielle .....	90
<b>5. Conclusion.....</b>	<b>91</b>
5.1 L'opinion de la presse.....	91
5.2 Pouvoir d'influence de la presse .....	93
5.3 Opposition partisane au gouvernement ?.....	94
5.4 Ouverture .....	96
<b>Bibliographie.....</b>	<b>97</b>

## Liste des abréviations

- ❖ AELE : Association européenne de libre-échange
- ❖ AMAE : Archives du ministère des Affaires étrangères
- ❖ CEE : Communauté économique européenne
- ❖ DECE : Direction des affaires économiques et financières, service de coopération économique
- ❖ ONU : Organisation des Nations unies
- ❖ OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
- ❖ PAC : Politique agricole commune
- ❖ RFA : République fédérale d'Allemagne
- ❖ UEO : Union de l'Europe occidentale
- ❖ URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
- ❖ ZLE : Zone de libre-échange

## Remerciements

J'aimerais d'abord remercier mon directeur de maîtrise, Samir Saul, de m'avoir accepté sous sa tutelle et d'avoir donné de son temps pour m'assister dans mon projet. Sans son aide et ses précieux conseils, ce mémoire n'aurait guère pu être réalisé. Il m'a permis d'avoir une préparation adéquate au travail titanesque qui se présentait devant moi, mais également de relever les obstacles rencontrés en cours de route. Sa présence et son travail ont été essentiels à la réussite de ce parcours. Merci également à mes professeurs, pour leurs conseils et leur formation, lesquels m'ont permis de m'accomplir intellectuellement comme étudiant et d'avoir le bagage nécessaire aux études supérieures.

J'aimerais également remercier ma famille et mes amis, qui ont su croire en moi et m'encourager dans mon projet. À mes parents, pour l'aide et le soutien qu'ils m'ont apportés au cours de ces années d'études universitaires, mais également, car ils m'ont toujours encouragé à poursuivre mes ambitions et m'appliquer dans mes projets. À mes amis, pour vos encouragements, vos conseils, votre compréhension. Mais aussi de m'avoir donné une vie sociale lors de ces mois de travail. Un merci particulier à Édouard, Rhea, Francis et Julien pour vos corrections et vos conseils. À la direction des Mines Aurizon, laquelle m'a permis une sécurité financière au moyen de bourses et d'emplois d'été, alors que je n'avais pas la formation requise. À mes collègues du bureau de Val-d'Or, pour avoir cru en moi, autant sur le terrain que dans mes recherches, et m'avoir encouragé à continuer. Grâce à ces étés gratifiants, j'ai pu me concentrer entièrement, l'esprit reposé, sur mes recherches, l'année universitaire revenue.



# 1. Introduction

## 1.1 Énoncé de la question

Ce mémoire porte sur les débuts de la Communauté économique européenne – également nommée CEE, Marché commun ou Communautés européennes –, créée en 1957 par la signature du Traité de Rome, et plus particulièrement sur la période allant de 1961 à 1973 qui concorde avec les trois demandes d'adhésion que la Grande-Bretagne a faites en 1961, 1967 et 1970. Les deux premières demandes se soldent par des vetos français, alors que la troisième mène au premier élargissement de la Communauté. Ces événements se déroulent dans un monde bipolaire séparé idéologiquement par la Guerre froide, où le clan occidental opte pour une logique de libéralisme économique à l'échelle mondiale. La CEE tente de prioriser l'Europe de l'Ouest afin qu'elle puisse se reconstruire économiquement et politiquement, ce qui lui redonnerait son indépendance de l'allié américain.

Cette Communauté est formée par les six pays de l'Europe occidentale membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), une pionnière dans la construction européenne. Il s'agit de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas ainsi que du Luxembourg – que l'on nomme les Six. La CEE est donc issue des négociations entre les Six dans les années 1950, celles mêmes que la Grande-Bretagne quitte puisque ce genre d'Europe n'est pas dans son intérêt. Se retrouvant alors à l'écart de cette Europe en construction, la Grande-Bretagne tente de créer la Zone de libre-échange (ZLE) qui regrouperait les Six, mais elle échoue. Elle constitue alors l'Association européenne de libre-échange (AELE) – qu'on appelle les Sept – en 1960 afin de diminuer l'importance de la CEE, mais en vain. Comme le Marché commun semble mieux réussir, elle tente alors d'y adhérer en 1961.

De par sa réalité européenne et communautaire, la CEE est donc un sujet de relations internationales politiques, mais également économiques puisqu'il s'agit d'une communauté créant un cadre économique que les pays membres doivent respecter. L'aspect politique vient des négociations et des décisions qui sont entreprises par l'appareil politique des États, celui

même qui applique les réglementations économiques du cadre communautaire. Ces réalités politiques et économiques s'appliquent aussi aux demandes d'adhésion britanniques.

## 1.2 État de la question

Les demandes britanniques d'adhésion à la Communauté économique européenne ont fait couler beaucoup d'encre chez les spécialistes, des années 1960 à nos jours. Effectivement, d'un côté de la Manche comme de l'autre, on tente de cerner les causes des vetos du président de Gaulle, tout comme celles de l'acceptation de la troisième demande par Pompidou. Une myriade de textes existe sur le sujet, allant d'ouvrages généraux ou secondaires qui en traitent en quelques lignes à des monographies complètes. Une division logique de ce corpus est difficile puisque cette historiographie est très diverse. D'une part, il regroupe trois événements bien différents sous une seule problématique. D'autre part, les spécialistes de la France n'ont pas les mêmes intérêts et les mêmes sources que ceux de la Grande-Bretagne. Nous avons donc opté pour une double division temporelle, où nous verrons comment les publications contemporaines, puis celles des historiens, ont traité la période gaullienne et celle de Pompidou.

### 1.2.1 Présidence de Charles de Gaulle

Lors des mandats de Charles de Gaulle, les deux premières demandes britanniques se soldèrent par des vetos. Certains ouvrages, tels ceux de Miriam Camps<sup>1</sup> et de Nora Beloff<sup>2</sup>, sont incontournables sur le sujet. Les auteures n'ont pas eu accès aux archives diplomatiques et, par conséquent, fondent leur argumentaire sur des interviews de plusieurs acteurs politiques, sur leurs expériences personnelles, ainsi que sur des sources secondaires publiées. Camps défend l'idée que la Grande-Bretagne n'a qu'elle-même à blâmer pour le refus de de Gaulle en 1963. Effectivement, ses politiques antérieures à la demande l'ont éloignée de l'Europe et sa vision de celle-ci n'était pas compatible avec celle qu'en avait la Communauté. Elle traite en détail dans son texte, d'un point de vue national britannique, des négociations à

---

<sup>1</sup> Miriam Camps, *Britain and the european community 1955-1963*, Princeton, Princeton University Press, 1964.

<sup>2</sup> Nora Beloff, *The General says no : Britain's exclusion from Europe*, Harmondsworth, Penguin Books, 1963.

Bruxelles et des réactions qu'elles ont suscitées en Grande-Bretagne. Cependant, l'ouvrage n'a pas de bibliographie et ne présente pas beaucoup d'information sur les réactions françaises qu'a suscitées cette demande, malgré le fait que ne soit pas son but premier.

Beloff, quant à elle, défend plutôt l'idée que le veto du président est dû à la fois à la personnalité du président français et à des réalités anglaises. La correspondante de l'*Observer*, tout comme sa collègue, survole les négociations qui eurent lieu à Bruxelles et examine la double réciprocité qu'elles ont eue avec la société britannique. Effectivement, les négociations ont eu des répercussions dans la société britannique, alors que le débat sociétal en Grande-Bretagne sur la place qu'elle doit occuper en Europe a eu des répercussions sur les négociations. Pourtant, contrairement à Camps, elle porte une attention particulière au rôle et à la personnalité du président de Gaulle dans ces événements. La société française et les autres acteurs politiques français restent toutefois oubliés dans cet ouvrage qui se concentre sur la réalité britannique.

Des travaux sur le sujet ont paru dans les années 1990, bien après les événements et l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. En premier lieu, une nouvelle optique ressort de certains textes, selon laquelle de Gaulle aurait refusé l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE parce que celle-ci allait à l'encontre de son plan pour l'Europe, soit une « Europe européenne » de l'Atlantique à l'Oural, dominée par la France. Cette vision est éloignée de celle, plus contemporaine, où seulement la personnalité du président était analysée. Des auteurs comme Hubert M.G.J. Gladwyn<sup>3</sup>, Yves-Henri Nouailhat<sup>4</sup> et Françoise de la Serre<sup>5</sup> défendent cette thèse nouvelle d'un président français pragmatique avec un projet pour l'Europe. Dans son ouvrage, l'ambassadeur Gladwyn se penche sur la relation entre les circonstances et les décisions de de Gaulle, c'est-à-dire, comment les réalités économiques et politiques ont influencé les politiques du président français, celui-ci voulant une « Europe européenne » sans les Américains. Il est intéressant de voir qu'un Britannique examine la réalité française des événements, alors que la majorité des auteurs restent dans l'étude de leurs

---

<sup>3</sup> Hubert MGJ Gladwyn, *De Gaulle's Europe; or, Why the General says no*, Londres, Secker & Warburg, 1969.

<sup>4</sup> Yves-Henri Nouailhat, « De Gaulle, la Grande-Bretagne et la construction européenne (1958-1969) », dans *De Gaulle et l'Europe*, Paris, Plon, 1992, p. 47-53.

<sup>5</sup> Françoise de La Serre, « De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes », dans Institut Charles de Gaulle (dir.), *De Gaulle en son siècle: Tome 5 - L'Europe*, Paris, Plon, 1992, p. 192-202.

pays. Néanmoins, l'auteur néglige le rôle des forces profondes qui ont pu influencer de Gaulle et ne traite que des influences externes.

L'historien Nouailhat évoque, lui aussi, les négociations diplomatiques qui ont eu lieu à la suite des demandes britanniques. Il soutient l'idée que de Gaulle n'avait pas d'animosité, *a priori*, à l'égard des Britanniques et qu'il a refusé leur adhésion du fait que leurs conceptions de l'Europe et leurs politiques extérieures avec Washington n'étaient pas compatibles avec celles de la Communauté. C'est le même constat chez Françoise de la Serre qui, elle aussi, défend l'idée que de Gaulle n'était pas opposé à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, mais que le contexte international et les relations euro-américaines l'ont finalement poussé aux vetos des demandes britanniques. Cependant, malgré l'étude des raisons externes et personnelles du président, les points de vue du gouvernement, de l'opposition ou du public français sont négligés. L'analyse tourne donc autour du président seulement.

Dans un autre ordre d'idées, bien que la majorité des travaux consultés sur les demandes britanniques semblent se centrer principalement sur la France et la Grande-Bretagne, le problème n'est pas seulement franco-britannique. L'ouvrage de N. Piers Ludlow<sup>6</sup> le démontre bien puisqu'il soutient la thèse que les négociations de Bruxelles ont joué le rôle principal dans la première demande britannique, et non pas les relations franco-britanniques, comme la majorité le pense. Ludlow prend donc une approche communautaire au problème, contrairement à ses collègues qui optent principalement pour l'approche nationale, et veut comprendre comment la première demande britannique a posé un problème à la Communauté dans son ensemble. Il donne une importance considérable aux autres États membres de la CEE, même s'il a décidé de mettre de côté les opinions publiques et parlementaires nationales. En conséquence, quoiqu'il parle peu de la France, ce texte est toutefois très intéressant car il offre une nouvelle vision des événements.

---

<sup>6</sup> N. Piers Ludlow, *Dealing with Britain : the six and the first UK application to the EEC*, Cambridge, UK; New York, NY, Cambridge University Press, 1997.

### 1.2.2 Présidence de Georges Pompidou

Les ouvrages qui touchent à la présidence de Georges Pompidou traitent de la troisième et dernière demande britannique, celle qui mena à l'élargissement de la Communauté. Tout d'abord, il y a l'ouvrage clé contemporain, publié en 1973, d'Uwe Webster Kitzinger<sup>7</sup>. L'auteur le conçoit comme étant la base d'une histoire à ériger de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Puisqu'il est contemporain aux événements, il utilise des interviews avec des acteurs importants, des rapports de presse, des expériences personnelles et des discours politiques pour articuler son texte, qu'il divise en deux parties. La première se penche en détail sur les négociations entre la Grande-Bretagne et la Communauté qui ont finalement abouti à l'adhésion britannique, alors que la seconde partie aborde les réactions qu'elles ont suscitées chez certains groupes britanniques, tels les partis politiques, l'Église, les médias et la population. L'ouvrage regorge d'informations pertinentes et intéressantes, malgré le fait qu'il ne touche pas beaucoup à la situation française, outre sa participation dans les négociations. Cependant, comme il n'a pas accès aux archives, il n'émet qu'une hypothèse : la France a été forcée par ses partenaires de la CEE, et ce, même si l'attitude des dirigeants français devenait positive au sujet de l'adhésion britannique. Il laisse donc les futurs historiens répondre à cette question avec l'aide des archives diplomatiques.

Nous retrouvons ensuite un ouvrage publié dans les années 1990, lequel défend, au contraire, l'idée que Pompidou aurait accepté la Grande-Bretagne volontairement, puisque cela concordait avec sa vision et ses plans pour l'Europe. Il s'agit du mémoire que Jean-Sébastien Jacquetin<sup>8</sup> a réalisé au département de Sciences politiques de l'Université de Montréal en 1996. L'auteur défend la thèse que Pompidou ne se serait pas fait forcer la main, mais qu'il était déjà enclin à accepter la Grande-Bretagne car elle avait une vision des réalités européennes semblable à la sienne. Ce texte est d'ailleurs très intéressant du fait qu'il explore les réalités internes et externes qui ont poussé Pompidou vers l'adhésion. Il s'agit ici d'une approche plutôt nouvelle dans la mesure où les autres textes à l'étude n'explorent pas la politique interne pour y trouver certains facteurs qui ont pu influencer la politique française et

---

<sup>7</sup> Uwe Webster Kitzinger, *Diplomatie et persuasion*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1974.

<sup>8</sup> Jean-Sébastien Jacquetin, *Georges Pompidou et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté Européenne : les déterminants d'une nouvelle politique étrangère*, Mémoire de M.A. (Science politique), Université de Montréal, 1996.

se contentent des facteurs diplomatiques, économiques et de politique internationale. Il explore tout d'abord la question de la politique intérieure où Pompidou, pour s'assurer une base électorale plus grande, a joué la carte européenne afin de se rallier la partie centriste du gouvernement, puisque l'électorat gaulliste ne semblait pas lui suffire comme assise à sa présidence. Il explore par la suite la question économique où la coopération franco-britannique, dans le domaine industriel et pour l'instauration de l'Union économique et monétaire, était primordiale pour Pompidou. Il traite ensuite de l'importance de la Grande-Bretagne pour une Europe qui se veut indépendante et apte à se défendre. Et il termine son mémoire avec la convergence des visions institutionnelles et politiques des deux pays qui ne veulent ni la supranationalité européenne, ni l'Ostpolitik de la RFA. Pour ce qui est de ses sources, Jacquetin se base sur des travaux d'érudition, des biographies d'hommes politiques importants, des journaux et des discours publiés.

### **1.2.3 Bilan**

On constate que l'historiographie du sujet est hétérogène. Mais qu'est-il possible d'en retirer ? D'une part, la majorité des ouvrages ont la même lacune. Ils ne regardent pas les causes internes possibles et se limitent qu'aux tractations politiques ou la personnalité du président français. D'autre part, il y a peu d'ouvrages qui s'intéressent aux réactions de la société face aux événements, et ceux-ci portent leur regard sur la société britannique. Une lacune existe donc dans l'étude de l'opinion de la presse française sur nos événements.

Également, à quelques exceptions près, une optique très nationale est aussi favorisée par la majorité des auteurs, c'est-à-dire que les auteurs britanniques écrivent sur la situation britannique et les auteurs français sur la France. Il y a évidemment certains auteurs, tel Ludlow, qui optent pour une vision internationale dans l'étude des événements. Cette optique nationale est aussi doublée d'un point de vue franco-britannique des événements. La France et la Grande-Bretagne sont omniprésentes, alors que la République fédérale et les autres pays membres de la Communauté sont quasi absents.

Finalement, plusieurs éléments pourraient expliquer l'évolution dans l'historiographie. L'ouverture des archives au public ainsi que l'arrivée de nouveaux chercheurs n'ayant pas

vécu les événements amènent les historiens à voir les événements d'un œil nouveau. La personnalité du président, qui occupe une place de premier plan chez les contemporains, prend alors un rôle de second plan quant aux relations diplomatiques et aux idées de De Gaulle. L'Anglophobie supposée du président ne peut plus expliquer seule les décisions françaises. Également, l'évolution du point de vue national vers celui communautaire chez certains chercheurs vient possiblement d'une évolution naturelle de l'esprit communautaire dans la population et des connaissances historiques sur le sujet. Il est donc normal que de nouvelles problématiques, amenées par de nouvelles visions des événements, soient travaillées par la nouvelle génération de chercheurs.

### 1.3 Idées-force

Pour faire ce travail, de bonnes connaissances des rouages des relations internationales et de l'histoire de l'intégration européenne sont requises. Il est important de comprendre l'importance du jeu complexe des négociations, de certains acteurs clés et de leurs interactions, ainsi que l'histoire récente de la construction et la reconstruction européennes. Ils permettent une compréhension des subtilités de la problématique à l'étude. D'ailleurs, une bonne connaissance du modèle communautaire du Marché commun, de son aspect nouveau et unique, permet également de bien comprendre toute la complexité de ces négociations sur l'élargissement de la communauté, et pourquoi la décision française quant au sort de la Grande-Bretagne dans la CEE est si importante.

Par ailleurs, étudier ce questionnement permet une meilleure prise sur la dynamique européenne des années 1958-1973 puisqu'il transpose bien les courants importants de l'époque, tant pour la France que pour l'Europe. Il y a d'abord le courant gaulliste, lié à l'idée plus qu'au personnage, qui est très présent à l'époque. Il souhaite une Europe forte, mais surtout indépendante des superpuissances de la Guerre froide. Détruite par la Seconde Guerre mondiale et maintenant séparée par un rideau de fer idéologique, l'Europe tente donc de se relever et redevenir une puissance importante. Elle veut retrouver sa place dans les affaires mondiales et certains, comme de Gaulle, souhaitent qu'elle devienne une troisième voie dans ce monde bipolaire. Il y a également le courant du libéralisme économique, un incontournable

pour les dirigeants de l'époque, lequel figure également dans notre problématique. Ce courant idéologique important débouche dans un modèle libre-échangiste pour l'Europe, que suit le Marché commun, ainsi que d'autres organismes économiques tels la ZLE ou l'AELE. La France, après plusieurs décennies de protectionnisme économique, adhère progressivement à ce modèle.

De plus, l'étude de ce sujet est pertinente puisqu'elle permet d'approfondir les interactions entre États européens. Effectivement, bien qu'elle instaure un cadre communautaire, la CEE n'élimine pas les rivalités nationales en Europe, où les États nationaux ont leurs buts et tentent de tirer leur épingle du jeu lors des négociations. La pensée communautaire, bien intériorisée par les fonctionnaires du Marché commun, n'est pas ancrée dans les capitales européennes qui pensent en termes nationaux. Les institutions de Bruxelles, qui servent alors la plupart du temps d'arbitres entre ces forces contradictoires, peinent à s'imposer et continuer la construction européenne dans la voie communautaire. L'archétype même de cette réalité, Charles de Gaulle, pour qui la France passe avant tout, est d'ailleurs au centre de notre sujet. L'Hexagone n'est pas la seule à prioriser la nation : chacun des pays membres tente de défendre ses intérêts propres avant ceux de la Communauté, mais aucun ne le fait d'une façon aussi éclatante et affirmée que le président français.

D'ailleurs, une scission est possible au niveau de deux groupes importants sur la question politique communautaire, les « européistes » et les « nationalistes ». Les premiers sont des individus, ou groupes d'individus, ayant foi dans la construction européenne et voulant une organisation et prise de décision plus communautaire, et donc supranationale. On y retrouve des personnalités politiques importantes, tel Jean Monnet, mais également des fonctionnaires de la CEE, des industriels, des personnalités publiques ainsi que des citoyens. Les opposants, qui regroupent également des gens de toutes les sphères de la société, croient au contraire que les États doivent garder la priorité dans la construction européenne. Les peuples doivent pouvoir continuer à décider pour leur pays et limiter les pouvoirs d'une entité supranationale européenne. C'est le clan de l'Europe des États, dont fait partie de Gaulle.



Qui plus est, bien qu'elle impose un rapprochement des pays européens pour des raisons économiques et sécuritaires contre l'ennemi soviétique, la Guerre froide gêne l'élargissement de la Communauté européenne. En effet, la méfiance de de Gaulle envers les États-Unis et son désir omniprésent d'indépendance quant aux superpuissances compliquent l'élargissement de la Communauté, puisqu'il voit la Grande-Bretagne comme le prolongement européen des États-Unis. Le président français souhaite à la fois une Europe indépendante et le maintien de l'allié américain, associé aux Britanniques, hors de la CEE. C'est pourquoi de Gaulle est méfiant lorsque Londres demande de rejoindre la Communauté.

#### 1.4 Problématique et hypothèse

Pourquoi la France dit-elle non à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE en 1963 et 1967, alors qu'elle l'accepte en 1973 ? La presse française comprend-elle ces décisions ? Nous voulons, dans ce mémoire, comprendre si le gouvernement avait le support de la presse quotidienne parisienne, et donc voir si celle-ci soutenait les politiques gouvernementales liées aux candidatures britanniques. D'ailleurs, y a-t-il une continuité de leurs opinions au fil des demandes ?

Les réponses à ces questions peuvent cependant varier d'un chercheur à l'autre. Effectivement, les sources utilisées et la façon de les interpréter peuvent amener différents chercheurs sur une tout autre piste. Le choix des journaux influence beaucoup le résultat de la recherche puisque chaque journal peut avoir un point de vue propre sur un événement donné. L'approche et la méthodologie utilisées peuvent également faire diverger les interprétations des événements, puisque les chercheurs n'abordent pas la problématique nécessairement du même angle et n'utilisent pas les mêmes outils. Un chercheur qui n'analyse que la une d'un journal n'aura probablement pas le même résultat que celui qui analyse les éditoriaux. Cela vaut également pour les autres sources primaires et secondaires, et c'est pourquoi plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer les raisons qui ont amené de Gaulle à refuser à deux reprises la Grande-Bretagne et Pompidou à l'accepter au sein du Marché commun. Certains mettent l'accent sur les réticences ou inclinations personnelles des individus alors que d'autres le placent sur les enjeux stratégiques ou communautaires.

C'est pourquoi ce sujet a toujours un intérêt historique, car aucun auteur n'a étudié le point de vue de la presse française sur l'ensemble de ces événements de la politique gaulliste et pompidolienne. Plusieurs publications traitent du premier veto, certaines traitent de l'acceptation et peu traitent du second veto ou des trois demandes en même temps. Mais aucune ne tente d'explorer les relations entre la presse et le politique lors des trois demandes, et elles se concentrent plutôt sur une problématique différente. Certains ouvrages qui étudient les journaux ont été publiés, mais seulement sur des problèmes connexes en lien avec la politique extérieure ou la politique européenne en général. C'est d'ailleurs le cas du mémoire de Patrick Bianki<sup>9</sup>, qui étudie la perception de trois journaux (*Le Monde*, *Le Figaro* et *L'Humanité*) sur la politique européenne du président de Gaulle de 1958 à 1964. Cependant, il traite peu de la question de l'adhésion britannique et ses limites temporelles ne recouvrent que la première demande. Un manque dans la connaissance historique de la CEE et de son premier élargissement reste donc à être comblé par un travail d'analyse de la presse quotidienne parisienne.

La complexité des relations entre l'appareil politique d'un État et la multitude de groupes aux intérêts propres et divergents amène une relation entre le gouvernement et la presse quotidienne française qui ne sera pas uniforme. L'hypothèse est que la majorité des journaux seront favorables à la politique gouvernementale sur l'adhésion britannique et qu'ils garderont leur ligne directrice au fil des trois demandes.

Il y a une divergence d'opinions entre les groupes politiques et partis français. Un journal communiste ou socialiste serait beaucoup plus enclin à critiquer la politique européenne menée par les gouvernements gaullistes, puisqu'elle ne correspond pas à leur idée de l'Europe. Au contraire, un journal centriste pourrait avoir des propos nuancés envers le gouvernement de de Gaulle, un héros national qui a sauvé la France de crises multiples avec l'instauration de la V<sup>e</sup> République. Encore plus flagrant serait l'alignement total d'un journal gaulliste sur la politique du gouvernement français. Ici également, l'alignement politique d'un

---

<sup>9</sup> Patrick Bianki, *La politique européenne du président de Gaulle dans la première moitié de sa présidence : perception de trois journaux français 1958-1964*, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2006.

journal ou d'un journaliste aura certainement un impact sur les articles qu'on y trouve. C'est également le cas pour les journalistes « européistes » ou « nationalistes », « gaulliste » ou « atlantiste », dont les idéaux peuvent influencer le contenu des articles.

### 1.5 Importance du sujet

L'étude ouvre de nouvelles perspectives puisqu'elle traite du commencement de la construction européenne et de son élargissement. De plus, elle est élaborée avec une approche peu utilisée par les autres auteurs, à savoir l'utilisation de la presse quotidienne. Donc, elle aborde les difficultés que connaît l'un des piliers de l'Union européenne à ses débuts, lorsque les Six essaient de se consolider. L'étude de ce sujet permet également d'étudier de façon approfondie la complexité qu'apporte un possible élargissement du Marché commun, question toujours d'actualité puisque certains pays essaient encore d'entrer dans l'Union européenne. Elle développe également les logiques nationales que défendent les États dans le contexte communautaire, et permet donc une meilleure compréhension des rivalités européennes qui mettent à mal l'élargissement.

De plus, le projet présente un intérêt pour l'histoire européenne puisqu'il permet d'expliquer pourquoi la CEE doit attendre trois demandes avant de finalement intégrer de nouveaux membres, et ce, en étudiant les dynamiques qui s'opèrent dans cette Europe en changement qui tente l'expérience de l'intégration économique. Il est intéressant de voir non seulement la réaction des Cinq et de la France à une Grande-Bretagne soudainement encline à entrer dans la CEE, mais également celle de la société française face à ces réactions. En effet, on se rappellera que Londres ne veut que lui nuire à la fin des années 1950, où il se retire des négociations de la CEE pour créer le projet de ZLE et l'AELE, afin de concurrencer et diluer l'impact des Six et, du même coup, éviter son isolement en Europe. Ce mémoire permet donc d'améliorer les connaissances sur l'expérience communautaire, les forces en jeu dans les relations diplomatiques européennes ainsi que les relations entre le pouvoir et la presse française.

## 1.6 Méthodologie et sources

Lors de la recherche, un dépouillement des journaux français pour certaines dates importantes a été effectué. Des mois clés ont été ciblés afin de couvrir quelques événements majeurs permettant de mesurer l'opinion des journaux. Des auteurs clés ont également été ciblés pour la subjectivité de leurs propos, leur fonction d'éditorialiste ou collaborateur ainsi que la continuité de leur participation. Nous avons donc ignoré les articles écrits par des correspondants à l'étranger ou des agences de presse, tout comme ceux qui étaient purement factuels. La prise de position d'un éditorialiste ou collaborateur, qui la plupart du temps suit la ligne du journal, est l'objet recherché pour notre analyse. Elle permet une appréciation de l'opinion du journal sur les événements.

Tout d'abord, il y a la première demande d'adhésion britannique, couverte au cours des mois de juillet-août 1961. En juin 1962 eut lieu l'entretien de Champs et en décembre 1962 celui de Rambouillet. Les mois de janvier-février 1963 sont ceux du veto du général de Gaulle et de la fin des négociations de Bruxelles. Pour la seconde demande, les mois de mai et de juin 1967 ont été dépouillés. La date du deuxième veto ainsi, que les mois le précédant, soit octobre-novembre-décembre 1967, sont également à l'étude afin de voir s'il y a changement d'opinion de la part des quotidiens. Finalement, il y a la dernière demande britannique en juin-juillet 1970 et la Conférence de La Haye qui la précède en décembre 1969. Le dépouillement se termine avec les mois de mai-juin 1971 et l'accord de Luxembourg sur les conditions d'admission de la Grande-Bretagne, d'octobre 1971 pour l'approbation de l'adhésion par la Chambre des Communes britannique et de janvier 1972 pour la fin des négociations et la signature du traité d'adhésion.

Un plan large de l'opinion de la presse française des années 1961 à 1973 sur l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun est donc possible avec ces dates précises puisque tous les mois entre juillet 1961 et janvier 1973 ne sont pas pertinents à la problématique. Il sera ainsi possible de voir si les journaux changent de point de vue sur la politique française de l'élargissement de la Communauté au fil des événements. Il y aura ensuite une comparaison de l'opinion de la presse avec la littérature secondaire et les sources primaires afin de remettre ces articles en contexte. La presse savait-elle vraiment ce qui se passait et le gouvernement français avait-il son appui ? Les sources sont des archives

diplomatiques françaises traitant des événements à l'étude, alors que les études regroupent des ouvrages contemporains, écrits à chaud par des historiens ou des témoins des événements sans le recul du temps, et des publications spécialisées rédigées après les événements qui, avec un certain retrait, fournissent de nouvelles informations sur les événements.

## 1.7 Présentation des journaux

Les journaux dépouillés pour ce mémoire sont quatre quotidiens parisiens : *Le Monde*, *Le Figaro*, *L'Humanité* et *Le Populaire*. Chaque journal a son auditoire et représente une idéologie ou des valeurs différentes. En ce qui a trait aux rapports France-CEE, les journaux les traitent sous l'angle politique, selon leurs patrons et les tendances de leurs lecteurs.<sup>10</sup> Par exemple, *L'Humanité* et *Le Populaire* entrent dans un groupe de journaux, composé entre autres de la presse de gauche, qui se trouvent en constante opposition avec le régime, peu importe le sujet. Il y a d'autres groupes, moins catégoriques, qui sont majoritairement en opposition ou en soutien au régime selon l'auteur, le temps et le sujet, et ce, sans parti pris et soubassement idéologique. Le journal *Le Monde* se trouve dans le premier groupe alors que *Le Figaro* est dans le second.<sup>11</sup>

### 1.7.1 Le Monde

Tout d'abord, nous employons le journal *Le Monde* qui fut créé en décembre 1944 dans la continuité physique du *Temps*, s'installant dans ses locaux et utilisant sa typographie, son format et sa présentation. Cependant, il se distingue intellectuellement de celui-ci car il veut donner des informations claires, vraies, rapides et complètes.<sup>12</sup> Le journal est donc un cas particulier puisqu'il n'a pas de ligne directrice précise. Chaque collaborateur, attaché ou non à la maison, peut présenter ses opinions, sans avoir une direction précise imposée par le journal, qui vise l'objectivité, hormis dans ses éditoriaux. L'idée est de donner une information

---

<sup>10</sup> Maurice Ferro, « La presse, la radio et la télévision », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 254.

<sup>11</sup> Jean-Marie Charon, « 1958-1968, divorce avec la presse? », dans *De Gaulle et les médias*, Paris, Plon, 1994, p. 166-167.

<sup>12</sup> Emmanuel Derieux, *La presse quotidienne française*, Paris, Librairie Armand Colin, 1974, p. 99-100.

objective au lecteur, afin qu'il puisse nourrir ses archives personnelles et se faire sa propre opinion sur le sujet. On ne veut donc pas donner d'orientation déterminée qui pourrait apparaître dans les lignes ou la présentation des textes. Bien qu'il ait la réputation d'être le porte-parole du Quai d'Orsay, *Le Monde* est un journal indépendant.<sup>13</sup> André Fontaine, un des collaborateurs, le dépeint comme un journal indépendant et non un organe de parti, voire de parti pris. Les collaborateurs sont choisis en fonction de leurs compétences et leur honnêteté intellectuelle, plutôt que sur la base de leur idéologie, ce qui permet le pluralisme. La coexistence de plusieurs opinions n'est possible que s'il y a un partage de la même éthique de l'information.<sup>14</sup>

Le journal a un tirage variant entre 239 000 copies en 1962 et 467 800 en 1971, avec une audience estimée à 1 290 000 lecteurs en 1972. Il a d'ailleurs le lectorat le plus jeune de la presse quotidienne française avec 25 % de ses lecteurs ayant moins de 25 ans et 75 % moins de 50 ans. La lecture du *Monde* s'adresse aux classes aisées et éduquées, 50 % de ses lecteurs ayant fait des études supérieures. Ils sont des cadres (25 % des lecteurs), des enseignants, des fonctionnaires, des membres des professions libérales ainsi que leurs enfants, puisque 40 % des lecteurs sont des étudiants. Il s'agit également du lectorat le plus national des quotidiens avec seulement un peu moins de la moitié des lecteurs résidant dans la région parisienne.<sup>15</sup> Il s'agit donc d'un journal au lectorat jeune, de milieu aisé et résidant partout en France.

Bon nombre de leurs auteurs ont été utilisés dans ce mémoire. Le principal, Pierre Drouin, est le chef du service économique du *Monde*. Il a écrit la majorité des articles traitant des problèmes européens et communautaires. André Fontaine est l'autre auteur important et il se spécialise dans les problèmes politiques, alors que Drouin traite des problèmes économiques. Ils sont tous deux de fervents européistes favorable à l'adhésion britannique.<sup>16</sup> Hubert Beuve-Méry publie également des éditoriaux, sous l'anonymat ou le pseudonyme « Sirius ». Il est le fondateur et le directeur du journal, qu'il a fondé avec l'aide du gouvernement français du général de Gaulle. Cela ne l'empêche pas d'exprimer une critique

---

<sup>13</sup> Ferro, « La presse, la radio et la télévision », p. 265-266 et 269-270.

<sup>14</sup> André Fontaine, « Le Monde et l'Europe », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 281.

<sup>15</sup> Derieux, *La presse quotidienne française*, p. 105-107.

<sup>16</sup> Ferro, « La presse, la radio et la télévision », p. 269-270.

de la politique gaullienne dans ses écrits. Deux chroniqueurs ont aussi été utilisés pour ce mémoire. Il s'agit d'Alfred Grosser, un historien et politicologue spécialiste des relations franco-allemandes, et Pierre Uri, un économiste français qui a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du traité de Rome. Ils sont tous deux, comme Beuve-Méry, de fervents européistes et leurs écrits défendent les intérêts de la Communauté.

### **1.7.2 Le Figaro**

*Le Figaro*, fondé en 1826, ne devient un quotidien qu'en 1866. À la base il était un journal littéraire, mais il s'intéressera rapidement à la politique.<sup>17</sup> En ce qui a trait à la construction européenne, il est un journal européiste intégrationniste et suit cette ligne directrice, malgré certains articles contraires écrits par des collaborateurs, tels Raymond Aron. Ils veulent l'unité européenne dans un système intégré en harmonie avec l'Alliance atlantique. Comme *Le Monde*, il offre toutefois des articles objectifs aux lecteurs afin de les informer en bonne et due forme. Y sont retranscrits les traités avec une explication claire et objective. La ligne directrice se trouve dans les éditoriaux, lesquels entrecoupent ces articles informatifs et sont signés par Roger Massip pour les problèmes politiques et Jean Lecerf pour les réalités économiques. Cependant, les sujets de ce dernier sont plus difficiles et arides pour le lecteur et il doit donc les retravailler pour qu'ils soient plus intelligibles. Au final, avec les articles objectifs entrecoupés d'éditoriaux, le journal veut amener le lecteur à pencher progressivement vers une idée précise de l'Europe.<sup>18</sup> D'ailleurs, il s'agit sans doute du premier journal à avoir pris position pour l'union des pays européens. Avec l'arrivée de de Gaulle, le journal précise son idée vers un système supranational propulsé par le développement des institutions communautaires, l'opposant ainsi aux idées gaullistes d'Europe des Patries. Le journal, malgré sa ligne progouvernementale sur la politique intérieure, sera en opposition avec la politique européenne générale du gouvernement, ce qui est d'ailleurs l'inverse des positions du *Monde*. L'arrivée de Pompidou au pouvoir assouplit les prises de position du journal puisque le

---

<sup>17</sup> Emmanuel Derieux, *La presse quotidienne française, op. cit.*, p. 54-55.

<sup>18</sup> Ferro, « La presse, la radio et la télévision », p. 261-265.

nouveau président est beaucoup moins intransigeant, mais l'Union européenne intégrée reste pour *Le Figaro* un absolu car la coopération intergouvernementale ne suffit pas.<sup>19</sup>

Le journal, avec son audience d'environ 1 240 000 lecteurs en 1972, connaît des tirages atteignant 472 900 copies en 1962 et 521 000 en 1971, le classant dans les quotidiens parisiens les plus vendus avec *Le Monde*, *France-Soir* et *Le Parisien libéré*. Au contraire du *Monde*, son audience est plus âgée, 45 % de ses lecteurs ayant plus de 50 ans et seulement 29 % ayant moins de 34 ans, et plus parisien avec 70 % de ses lecteurs vivant dans la capitale. Cependant, tout comme le *Monde*, ses lecteurs viennent des classes aisées avec 52 % de cadres ou petits patrons comme lecteurs.<sup>20</sup> Il s'agit donc d'une audience très différente de celle du *Monde*, malgré qu'il s'adresse aux mêmes classes sociales.

La figure de proue du journal, pour les questions de politiques européennes, est Roger Massip. Il a signé la majeure partie des articles utilisés de ce journal, et ses vues européistes y sont claires. L'Europe communautaire est une priorité et l'adhésion intelligente de la Grande-Bretagne est un but à atteindre. Son confrère Jean Lecerf défend les mêmes vues, mais pour les problèmes économiques. Les articles du chroniqueur André François-Poncet sont également étudiés. Ancien diplomate et parlementaire français, il s'implique dans la vie européenne et fonde la Maison de l'Europe de Paris en 1956. Une Europe communautaire forte lui tient à cœur et il la défend dans ses écrits.

### **1.7.3 L'Humanité**

En ce qui a trait à *L'Humanité*, il s'agit d'un journal qui fut originalement créé comme un journal socialiste en 1904, mais qui deviendra un journal communiste en 1921, puis l'organe central du Parti communiste français en 1923.<sup>21</sup> Il diffère fortement des journaux cités plus haut, qui revendiquent une objectivité totale ou partielle dans leurs articles, car il est un journal d'opinion, comme *Le Populaire*, et suit la ligne politique du parti dans ses articles. Sa

---

<sup>19</sup> Roger Massip, « Le Figaro et l'Europe », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 285-286.

<sup>20</sup> Derieux, *La presse quotidienne française*, p. 66-67.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 84-86.



ligne directrice sur l'Europe ne fait pas exception à la règle puisque, tout comme le parti, le journal est hostile à « l'Europe des trusts, à l'Europe du grand capital, à l'Europe impérialiste », connu couramment comme l'Europe des Six (CEE), et de ses possibles élargissements qui n'incluraient pas l'entièreté de l'Europe, et donc l'Europe de l'Est. Malgré le fait qu'il reçoive ses informations de l'AFP, comme les autres journaux, *L'Humanité* a la particularité, par sa façon de présenter l'information, d'affirmer le contraire de ce que disent les autres journaux. Pour Maurice Ferro, on ne peut chercher la vérité sur les Communautés dans ses lignes.<sup>22</sup> Cependant, cela ne change en rien sa pertinence pour la problématique, puisque son point de vue représente tout de même celui d'une partie de la population. La spécificité de ses positions est également intéressante puisque, tout en s'opposant catégoriquement aux positions gaullistes, le journal rejette aussi les Communautés et leur élargissement hors de l'Europe de l'Est. Cela veut dire que *L'Humanité* partage l'opinion du gouvernement sur l'adhésion britannique. Comment cette situation contradictoire se reflètera-t-elle dans les articles ?

Comme on peut se l'imaginer, l'audience du journal, forte de 607 000 lecteurs en 1972, est principalement issue des classes populaires. Il s'agit de lecteurs plutôt jeunes, où 43 % ont moins de 34 ans et 32 % seulement ont plus de 50 ans, et vivant en majorité dans la région parisienne (55,5 %). Ils sont pour la plupart peu éduqués : 43 % n'ont que des études primaires et 23 % des études technico-commerciales. Pour les tirages, ils vont de 194 950 copies en 1962 à 150 000 en 1972.<sup>23</sup> Il s'agit donc d'un journal parisien moins lu que les deux précédents, mais ayant tout de même une bonne audience.

Les articles sur la politique extérieure sont signés par Yves Moreau et Serge Leyrac. Le premier, communiste de conviction depuis les années 1930, est le chef de la rubrique internationale et du service de la politique étrangère de *L'Humanité*. Le second, également un communiste convaincu, est au service de la politique étrangère et sous la direction d'Yves Moreau. Les deux hommes défendent avec ardeur les valeurs communistes et les positions du Parti communiste français défendues par le journal.

---

<sup>22</sup> Ferro, « La presse, la radio et la télévision », p. 254.

<sup>23</sup> Derieux, *La presse quotidienne française*, p. 91-92.

#### 1.7.4 Le Populaire

Finalement, il y a *Le Populaire*, un journal socialiste beaucoup moins étudié et ayant un tirage plus modeste que les autres journaux. Il aura ses tirages records à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec environ 270 000 copies, mais ce nombre redescend rapidement sous la barre des 100 000 en 1948 puis sous les 40 000 pour la période qui nous intéresse.<sup>24</sup> Nous pouvons donc voir que, bien qu'il soit un journal d'opinion important, un des 20 quotidiens parisiens existant après la guerre, il a un auditoire restreint. En décembre 1969, le quotidien se transforme en bulletin multigraphié et finit par cesser toute parution en mars 1971.<sup>25</sup>

Forts de leur traditionnelle vocation internationaliste, les socialistes français sont très attachés à la construction européenne ainsi qu'à l'alliance atlantique, bien que toutefois la conjoncture internationale des années à l'étude adoucisse leur atlantisme. Comme les autres groupes de gauche, ils craignent l'Europe des Trusts. C'est pourquoi ils optent pour une Europe supranationale, à l'opposé de l'Europe des Patries que prône le gouvernement français. Ils s'opposent à la politique européenne des gaullistes puisqu'elle isole la France au sein de l'OTAN, mais également de la CEE. On lui reproche sa méthode trop brusque et ses intentions de vouloir faire une « Europe à l'anglaise sans les Anglais ». La relation plus intime entre Paris et Bonn est également critiquée puisqu'elle entraîne une méfiance chez les partenaires européens. *Le Populaire* craint aussi que le renouveau du pays provoque par la même occasionne un renouveau du militarisme allemand.<sup>26</sup> Ce journal d'opinion, malgré son auditoire restreint, est très critique de la politique européenne du gouvernement.

Un de leurs journalistes importants est Gérard Jacquet, un homme politique engagé aux niveaux national et européen, qui a été député et ministre socialiste sous la Quatrième République. Il sera rédacteur en chef du journal et secondé par Claude Fuzier, un journaliste et homme politique français, qui lui succèdera. Il est lui aussi un socialiste engagé à la Section

---

<sup>24</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, *Histoire générale de la presse française. Tome V: De 1958 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 257.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 262.

<sup>26</sup> Marie-Elisabeth de Bussy, « Les partis politiques et les Communautés européennes sous la cinquième République », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 132-134.

française de l'Internationale ouvrière. Leurs articles se retrouvent parmi ceux des autres collaborateurs, tels Pierre Thibault, Henri Dusart ou Michel Germain-Thenon. Ils suivent tous la ligne directrice du journal dans leurs articles.

## 1.8 La place des journaux en France et à l'Élysée

L'époque étudiée connaît une période de renouveau technologique important, et particulièrement en ce qui a trait aux médias. Avec la popularité de la radio et l'arrivée des téléviseurs dans les foyers, il y a une démocratisation de l'audiovisuel et une consécration de son poids face à celui des médias écrits dans le système médiatique. Les journaux populaires, comme *France-Soir*, connaissent un fort déclin dans les ventes et les tirages, même si les quotidiens sérieux, comme *Le Monde* ou *Le Figaro*, se portent mieux. La presse cède sa place à l'audiovisuel.

À l'Élysée, Charles de Gaulle a bien compris ce changement. Pragmatique dans son approche envers les médias, il accorde une place essentielle à la radio, et de plus en plus à la télévision, puisqu'elles offrent un contact plus direct avec la Nation. Son message peut y être véhiculé sans médiateurs ni déformations et créer un lien plus direct, voire plus personnel, avec la population. Il reste toutefois un homme attaché à la presse écrite, en dépit du fait qu'il soit souvent déçu de ne pas y voir plus de compréhension de sa part.<sup>27</sup> Un exemple de cet attachement aux journaux se voit dans ses conférences de presse, où ce sont leurs journalistes qui lui posent les questions. Ces conférences sont un moment important dans lesquelles il dévoile les tendances de la politique française pour les mois à venir. C'est d'ailleurs dans ces conférences très théâtrales qu'il lance en coups d'éclat les deux vetos à l'adhésion britannique. À leur commencement, elles étaient très protocolaires et les journalistes recevaient à l'avance les bonnes questions qu'on leur suggérait de poser au Général, afin qu'il puisse donner la tournure qu'il souhaitait prendre pour dire tout ce qu'il avait à dire. En raison de l'agacement des journalistes, l'Élysée a ensuite cessé cette méthode, laissant ainsi les journalistes poser les questions qu'ils souhaitaient. De Gaulle s'attendait d'eux qu'ils retranscrivent le contenu de la conférence de presse dans les journaux, mais également qu'ils aillent plus loin et poussent vers

---

<sup>27</sup> Charon, « 1958-1968, divorce avec la presse? », p. 162-163.

une analyse de la politique française. Mais il se trouvait toujours déçu de voir qu'ils restaient dans l'immédiat et se contentaient de critiquer sans apporter d'analyse constructive.<sup>28</sup>

En homme d'État moderne, il est partisan de la presse d'information non partisane à l'anglo-saxonne. C'est pourquoi il n'a pas voulu créer d'organe de presse gaulliste, comme *L'Humanité* peut l'être pour le parti communiste, et qu'il a toujours refusé d'écrire dans *Le Monde*, et ce même s'il a aidé à sa création. Il refuse donc de fausser les règles entre presse et pouvoir politique, et réoriente plutôt la communication du pouvoir vers l'audiovisuel. Homme de son temps, il se contente d'en dévorer un grand nombre chaque semaine, quitte à les traiter de torchons s'ils lui sont hostiles.<sup>29</sup>

Son rapport avec la presse est bien représenté dans cette discussion qu'il eut avec Alain Peyrefitte, son ministre à l'Information, le 16 janvier 1963 :

Peyrefitte, je vous supplie de ne pas traiter les journalistes avec trop de considération. Quand une difficulté surgit, il faut absolument que cette faune prenne le parti de l'étranger, contre le parti de la nation dont ils se prétendent pourtant les porte-parole. Impossible d'imaginer une pareille bassesse – et en même temps une pareille inconscience de la bassesse. Vos journalistes ont en commun avec la bourgeoisie française d'avoir perdu tout sentiment de fierté nationale. Pour pouvoir continuer à dîner en ville, la bourgeoisie accepterait n'importe quel abaissement de la nation. ... Bien entendu, le populo ne partage pas du tout ce sentiment. Le populo a des réflexes sains. Le populo sent où est l'intérêt du pays. ... Cela m'est complètement égal que vos journalistes soient contre moi. Ça m'ennuierait même qu'ils ne le soient pas. J'en serais navré, vous m'entendez ! Le jour où *Le Figaro* et *L'Immonde* me soutiendraient, je considérerais que c'est une catastrophe nationale !<sup>30</sup>

Nous voyons donc que la presse, tout en ayant perdu un poids considérable face à l'audiovisuel et bien qu'elle entretienne des rapports compliqués avec le pouvoir, joue toujours un rôle important dans le rapport entre les médias et le pouvoir.

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 162-165.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 168.

<sup>30</sup> Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome I: La France redevient la France*, Paris, Éditions de Fallois / Fayard, 1994, p. 387-388.

## 2. De Gaulle dit non ! (1961-1963)

### 2.1 Mise en contexte de la première demande

Avant d'amorcer l'analyse des éditoriaux français s'intéressant à la première demande d'adhésion britannique à la CEE, il importe de contextualiser ce processus. Pour ce faire, nous présenterons un court historique de la Communauté, nous examinerons certaines des conceptions du président de la République et nous situerons les enjeux de la demande.

#### 2.1.1 *Mise en contexte historique*

À la fin de la décennie 1950, les Six entament des négociations afin de créer une nouvelle communauté qui a pour but de regrouper l'Europe économiquement, mais également financièrement et politiquement. La Grande-Bretagne est invitée à participer à ces pourparlers, mais choisit de rester à l'écart du projet, car l'Europe qui se dessine ne concorde pas avec ses intérêts. Le Traité de Rome, qui constitue la Communauté économique européenne, est donc ratifié par les Six le 25 mars 1957, sans les Britanniques. Se retrouvant isolé dans cette Europe en construction, Londres tente d'abord de créer la Zone de libre-échange européenne (ZLE). Les Six, la France comme chef de fil, refuseront d'y adhérer et la Grande-Bretagne doit alors se contenter d'une Association européenne de libre-échange (AELE).

Après plusieurs mois de réflexion, la Grande-Bretagne cherche à rejoindre la Communauté, qui étonne par son succès. Londres reconnaît maintenant les avantages qu'une adhésion à la CEE lui procurerait. Le statut de puissance moyenne du Royaume-Uni; la dépendance nouvelle du pays envers les Américains pour les armes nucléaires; la diminution de la demande économique dans le Commonwealth et l'augmentation de celle dans la CEE; les troubles économiques britanniques liés à la balance des paiements et la croissance économique de la Communauté; l'isolement politique de Londres : voilà les principales raisons qui ont poussé le premier ministre britannique Harold Macmillan à faire officiellement

une demande d'adhésion le 31 juillet 1961.<sup>31</sup> Il sera suivi par l'Irlande, le Danemark et la Norvège qui feront également une demande d'adhésion à la CEE. Cette initiative marque le début de la période de la première demande d'adhésion britannique, qui prend fin le 29 janvier 1963 avec l'ajournement des négociations, et non à la suite du veto du Général le 14 du même mois. Deux rencontres importantes ont lieu entre-temps : d'abord celle de Champs, les 1-2 juin 1962, puis celle de Rambouillet, les 15-16 décembre de la même année. Elles seront notamment centrées autour des questions portant sur l'avenir de l'Europe et de la requête d'admission britannique.

### **2.1.2 La vision de la France du président**

Afin de réellement saisir l'importance des événements étudiés, il importe d'examiner la vision du président des relations internationales et de la position que la France y occupe. Elles auront un impact considérable sur la première demande d'adhésion britannique puisque ces idées sont en arrière-plan tout au long des négociations et que la politique française est intimement liée à Charles de Gaulle, ses idées et sa vision. Il est donc difficile de comprendre les décisions françaises sans connaître les idées du président français.

La conception du monde du président de Gaulle est fortement ancrée dans un déterminisme du temps et de l'espace, où le passé influence le présent et où la géographie d'un État a un effet certain dans ses relations internationales. C'est le cas des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, lesquels sont plus enclins à regarder au large puisqu'ils sont des pays maritimes. Par ailleurs, l'État joue un rôle de premier plan dans cette vision des relations internationales, où les personnages centraux sont les nations, qui luttent pour la défense de leurs intérêts vitaux. Par conséquent, l'idéologie fait davantage acte de façade servant à couvrir les besoins fondamentaux réels d'une nation, et c'est pourquoi il n'hésite pas à

---

<sup>31</sup> Lee H. Burke, « Britain and the EEC », *World Affairs*, vol. 130, n° 3, 1 octobre 1967, p. 170-171.

dialoguer tant avec Moscou que Washington. Il ne tient compte que des réalités nationales, ce qui explique son opposition à la supranationalité, à l'intégration et aux blocs idéologiques.<sup>32</sup>

Pour ce qui est de sa conception de la France, elle est intimement liée à l'idée de « grandeur » : la France doit ainsi jouer un rôle de premier plan dans les relations internationales et faire partie des grandes puissances pour être elle-même.<sup>33</sup> Il faut donc toujours viser haut, même sous peine d'un danger mortel, car la France ne peut être qu'au premier rang. Pour y arriver, la politique étrangère adopte deux objectifs précis : 1) l'indépendance nationale fondée sur un État fort, ce qu'incarne constitutionnellement la V<sup>e</sup> République, et 2) le changement du statu quo international par la transition d'un monde bipolaire vers un monde multipolaire. Le premier objectif se fonde sur un appareil militaire adapté, qui possède une force de frappe nationale et axé sur la coopération militaire, plutôt que l'intégration des effectifs. Pour le second objectif, il s'agit de mettre l'accent sur l'indépendance d'action, en fonction de ses propres intérêts. Cela explique le rejet de la supranationalité et l'intégration par la France.<sup>34</sup> Cette indépendance est primordiale puisqu'elle offre une liberté d'action qui lui permet non seulement de mieux défendre ses intérêts, mais aussi de tirer avantage de certaines conjonctures qui se présenteraient sur la scène internationale afin de redorer le blason français.<sup>35</sup>

L'idée d'indépendance vaut également pour la coopération militaire, puisque la France doit se défendre elle-même et par ses propres moyens. Il est donc hors de question d'accepter une force militaire intégrée, puisque Paris perdrait sa marge de manœuvre.<sup>36</sup> Malgré une faiblesse apparente par rapport aux deux superpuissances, à couteaux tirés et dans un état perpétuel de suspicion, la France peut tout de même tirer son épingle du jeu. Pour ce faire, elle doit avoir les mains libres des superpuissances et des systèmes supranationaux. La France y

---

<sup>32</sup> Maurice Vaïsse, *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p. 22-26.

<sup>33</sup> Edward A. Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou : the politics of grandeur*, Ithaca / Londres, Cornell University Press, 1974, p. 27-28.

<sup>34</sup> Vaïsse, *La grandeur*, p. 34-36.

<sup>35</sup> Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou*, p. 46-47.

<sup>36</sup> Hubert MGJ Gladwyn, *De Gaulle's Europe; or, Why the General says no*, op. cit., p. 60.

gagne d'ailleurs l'appui des pays émergents qui ne peuvent pas défier la politique des blocs, lui donnant ainsi un rôle de premier plan dans le système mondial. Outre celui-ci, elle en retire également la satisfaction de sa population et de sa clientèle internationale.<sup>37</sup>

Quel est le rôle de l'Europe dans sa conception de la France ? Pour Lord Gladwyn, tout comme pour Pierre Hassner, de Gaulle n'avait pas de « Plan » pour l'Europe. Sa politique européenne est souple et en continuel mouvement, ce qui lui permet d'en retirer le maximum pour son but premier, la grandeur de la France. Il peut ainsi gagner du prestige et satisfaire ses intérêts nationaux, en manœuvrant avec indépendance, selon les impératifs du moment.<sup>38</sup> Néanmoins, il a une vision de l'Europe très similaire à celle de la France : l'Europe européenne, indépendante des superpuissances. À l'opposé se retrouve ce que propose le président Kennedy : un *partnership* atlantique qui transformerait le monde atlantique tripolaire (Washington, Londres et les Six) vers un monde bipolaire (Washington et Communauté européenne élargie).<sup>39</sup> Washington souhaite donc l'adhésion de la Grande-Bretagne dans une Europe élargie, politiquement forte, économiquement viable et fortement liée à l'alliance atlantique. Il veut ainsi préserver les exportations américaines d'un éventuel protectionnisme de l'Europe et assurer une communauté de vues entre les deux parties. Cependant, le domaine de la défense n'est pas élargi à ce bipolarisme atlantique.<sup>40</sup>

### **2.1.3 Mise en situation de la demande**

Qu'en est-il de la première demande d'adhésion britannique ? Tout d'abord, les conceptions de Londres et Paris étaient fortement divergentes sur le rôle et l'avenir de l'Europe. Selon certains auteurs, de Gaulle ne s'opposait pas fondamentalement à l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais cette dernière devait faire preuve de « volonté européenne » et accepter le Traité de Rome ainsi que son acquis communautaire. Par volonté européenne, de

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 137-138.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 131-134.

<sup>39</sup> Christian Franck, « Évolution des relations inter-atlantiques: Europe - États-Unis », *Études internationales*, vol. 7, n° 4, 1976, p. 574-575.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 577-578.



Gaule entend le ralliement de la Grande-Bretagne aux thèses françaises sur l'organisation de l'Europe et de ses relations avec les États-Unis. Par conséquent, accepter l'« Europe européenne », indépendante de Washington, de de Gaulle plutôt que l'Union atlantique comme elle le souhaitait.<sup>41</sup> Mais ne pas s'y opposer *de facto*, ne veut pas dire qu'il était favorable à l'adhésion. L'opinion de de Gaulle sur le rôle de la Grande-Bretagne en Europe varie peu, et ses craintes sont claires et fermes dès le début. Le Marché commun est un cadre économique, mais surtout un cadre politique en devenir pour l'Europe et sert principalement à garder l'Allemagne sous son contrôle. Ce plan n'exclut pas Londres, mais les Britanniques doivent y participer à part entière et ne pas demander des exceptions à tout, et c'est pourquoi la France opte pour une défense constituée du respect scrupuleux du Traité de Rome.<sup>42</sup>

Mais la Grande-Bretagne, dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale, a sous-estimé l'importance du renouveau européen et surestimé celle de réalités autres, tels le Commonwealth ou le partenariat spécial avec Washington. Cela explique pourquoi elle a choisi le large plutôt que le continent, préféré l'AELE au Marché commun, voire Washington en priorité sur Paris et Bonn. Elle voudra ensuite toujours trop tard ce qu'elle aurait pu avoir si elle ne s'était pas retirée du processus de négociations entamé à la fin des années 1950. Londres perd son rôle d'initiateur et devra continuellement répondre à un phénomène qu'il ne contrôle pas.<sup>43</sup> Cette divergence de vues, créer plusieurs impasses dans les négociations puisque deux idées de l'Europe s'affrontent dans la demande d'adhésion britannique. D'un côté comme de l'autre, les hommes politiques peinent à comprendre la position de l'adversaire et refusent d'effectuer les compromis nécessaires.

---

<sup>41</sup> Yves-Henri Nouailhat, « De Gaulle, la Grande-Bretagne et la construction européenne (1958-1969) », dans *De Gaulle et l'Europe*, Paris, Plon, 1992, p. 48-49.

<sup>42</sup> Maurice Vaïsse, « De Gaulle and the British "application" to join the Common Market », dans *Britain's Failure to enter the European Community (1961-63): The Enlargement Negotiations and Crises in European, Atlantic and Commonwealth Relations*, Portland / London, Frank Cass, 1997, p. 51 - 52.

<sup>43</sup> Miriam Camps, *Britain and the european community 1955-1963*, *op. cit.*, p. 507-508.

## 2.2 La France en opposition à l'adhésion

L'analyse des quotidiens français, pour y voir l'opinion qu'ils avaient de la politique française de l'élargissement de la Communauté, sera thématique. Le premier thème analysé est celui de l'opposition de la France à l'adhésion britannique. Au fil des années, plusieurs arguments ont été présentés par de Gaulle pour justifier son objection à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Tout d'abord, il refuse à ce que les Britanniques puissent entrer dans la Communauté munis d'exceptions à la Politique agricole commune (PAC) ou accompagnés de leur cortège du Commonwealth. Il y a également l'altérité apparente des Anglais qui ne sont pas comme les continentaux. Ils sont un peuple maritime, tourné vers le monde, mais surtout trop aligné sur Washington au goût des Français. Suit l'argument selon lequel l'adhésion de la Grande-Bretagne va à l'encontre des intérêts de la France, qui aimerait mieux que le Marché commun reste tel qu'il est. Finalement, il y a les prédictions à tendance catastrophique du Général, qui arrivent une fois les autres justificatifs écoulés. Il est question de plusieurs arguments connexes. Par exemple, l'adhésion bouleverserait irréversiblement le Marché commun ou alors elle détruirait la PAC puisque l'agriculture britannique ne pourra s'y conformer, et risquerait de faire éclater la Communauté. Il est parfois aussi question de recommencer tout ce qui a déjà été laborieusement réalisé dans le passé si Londres venait qu'à rejoindre la Communauté.<sup>44</sup>

Les négociations sont très difficiles en raison des malentendus entre la Grande-Bretagne et les Six, lesquels facilitent grandement l'opposition de la France à l'adhésion. D'une part, Londres s'attend à des négociations de sept pays en commun et non à une discussion entre elle et les Six négociant comme une seule entité. Elle ne comprend pas non plus la complexité des procédures communautaires, qui oblige les Six à une certaine rigidité. Elle s'attend donc à ce que le Traité de Rome puisse être modifié et qu'elle puisse participer aux discussions de la PAC. D'autre part, les Six ne comprennent pas les liens réels entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth, ni le fardeau du gouvernement qui devait convaincre la population de ses actions à chaque étape du processus. Mais surtout, comment devait négocier Londres sur quatre fronts à la fois – à l'interne, avec l'AELE, avec le Commonwealth

---

<sup>44</sup> Maurice Vaïsse, « De Gaulle et l'élargissement du Marché commun, 1961-1963 », dans *Widening, Deepening and Acceleration: The European Economic Community, 1957-1963*, Baden-Baden / Bruxelles, Nomos Verlag / Bruylant, 1999, p. 200-201.

et avec les Six – tout en devant promettre à chacun des choses différentes.<sup>45</sup> Ces malentendus ont permis à la France de défendre scrupuleusement le Traité de Rome et de s’opposer à la Grande-Bretagne pour des raisons techniques plutôt que politiques.

### **2.2.1 De la demande d’adhésion aux entretiens de Champs**

Très peu d’éditoriaux pertinents traitent de la politique française sur l’adhésion dans les jours suivant la demande anglaise. Les articles se contentent généralement d’expliquer que Londres veut rejoindre le continent. Ils sont plus nombreux suite à la rencontre de Champs en juin 1962. La politique française sur l’admission est plus claire qu’elle ne l’était en août 1961 et il s’agit du premier véritable tête-à-tête d’importance des figures de proue, françaises et anglaises, au sujet de l’adhésion.

Lors du premier entretien, le 2 juin au soir, Macmillan affirme au président de la République que la Grande-Bretagne est prête à accepter le tarif extérieur commun, une politique commerciale commune, voire la PAC. Elle doit modifier profondément son système, mais rien n’est insurmontable. Pour les aspects politiques, c’est le même constat, puisque progressivement le gouvernement britannique considère l’Europe comme la voie de l’avenir. De Gaulle lui répond d’emblée qu’il ne s’oppose pas à l’adhésion, mais que l’entrée de la Grande-Bretagne changera fortement le Marché commun. Sa réalité n’est pas la même que celle des continentaux qui essaient de retrouver leur indépendance face à Washington, alors que la Grande-Bretagne est insulaire et tournée vers le large. Selon le président, l’Europe a besoin des Britanniques, mais il doute qu’ils puissent avoir une politique commune. Malgré qu’ils aient les mêmes buts, ils ne s’entendent pas sur la façon d’y arriver. Le lendemain matin, il expliquera à son interlocuteur que, pour lui, la Grande-Bretagne apporterait une grande contribution à l’Europe, mais qu’elle doit faire son choix entre elle ou l’Amérique. Il finalise la rencontre le 3 juin avec un compte rendu dans lequel il rappelle que Londres n’est pas aussi déterminée que Paris à voir naître une Europe indépendante, mais alliée de Washington. Il termine cependant sur une note positive, puisqu’il affirme qu’économiquement

---

<sup>45</sup> Camps, *Britain and the european community*, p. 367-372.

rien n'est insurmontable, mais que « la France constate que l'Angleterre est en train de venir à l'Europe, elle n'y est pas encore venue ». <sup>46</sup>

Non seulement la Grande-Bretagne n'a pas la même culture politique et économique que les Six, mais elle a un lien spécial avec Washington en plus d'entretenir de nombreux intérêts outremer, ce qui rend difficile une harmonisation avec le continent.<sup>47</sup> De Gaulle est toutefois impressionné par la volonté de Macmillan et le caractère essentiellement politique de sa démarche.<sup>48</sup> Il en discutera d'ailleurs avec Alain Peyrefitte, alors Ministre de l'information, à la suite du Conseil du 6 juin 1962. Il croit que Macmillan est sincère dans sa démarche et dans sa volonté de faire les efforts pour y arriver, cependant, le fait reste : si la Grande-Bretagne rejoint la CEE, ce sera une toute nouvelle Communauté. Cela est d'autant plus convainquant qu'il prévoit que d'autres pays suivront son initiative, et ce qui fonctionne difficilement à six ne fonctionnera plus à dix. L'essentiel doit rester la création de « l'Europe européenne », ainsi que sa défense par ses propres moyens. Londres n'est pas prête à se fixer ce but, tout comme Bonn et Rome d'ailleurs.<sup>49</sup> Il est alors possible de comprendre que, malgré l'impression positive que Macmillan a laissée lors des entretiens, de Gaulle ne démord pas de son idée d'« Europe européenne », laquelle ne concorde pas avec la réalité anglaise de l'époque.

Comment les journalistes ont-ils traité de cette rencontre ? À la veille de l'entretien, Roger Massip du *Figaro* explique à ses lecteurs que Macmillan ira à Champs accompagné de tout le cérémonial qui se doit pour une rencontre comme celle-ci. Optimiste, il ajoute que « Le général de Gaulle n'aura sans doute pas de mal à convaincre son interlocuteur que la France n'a nullement l'intention de “mettre des bâtons dans les roues” pour faire obstacle à l'admission britannique. » Il explique ensuite que la Grande-Bretagne doit accepter certains sacrifices, à l'instar des Six, et que ceux-ci doivent consentir à la situation particulière des

---

<sup>46</sup> AMAE, Cabinet du ministre, Dossier 373. « Entretiens Macmillan-de Gaulle, 2-3 juin 1962, Champs ».

<sup>47</sup> Vaïsse, « De Gaulle and the British “application” to join the Common Market », p. 56-57.

<sup>48</sup> Françoise de La Serre, « De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes », *op. cit.*, p. 193-194.

<sup>49</sup> Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome I: La France redevient la France*, *op. cit.*, p. 300-303.

Britanniques pour les aider. La rencontre pourra donc clarifier la situation sur la divergence de vues dans l'union politique puisque Londres ne veut pas une troisième voie, mais bien une Europe très proche de Washington.<sup>50</sup> Cet article est très positif puisque, bien qu'il y ait des difficultés et des divergences d'opinions, l'auteur croit aux bonnes volontés des deux parties. Il en publie un second qui abonde dans le même sens le lendemain, où il décrit des discussions qui eurent lieu en toute cordialité, mais aussi probablement en toute franchise. Les attaques de la presse britannique ne reflètent pas la réalité, malgré qu'elles soient justifiées par les bases politiques gaullistes pro-allemandes et contre les Anglo-Saxons. D'ailleurs, le bref communiqué de l'Élysée démontre bien la bonne foi de la France et, par conséquent, le malentendu est pour lui complètement dissipé.<sup>51</sup> Le même phénomène est présent dans l'article au titre révélateur d'André Fontaine, journaliste du *Monde*. De Gaulle y est présenté comme voulant détendre la situation et disposé à accepter l'entrée anglaise. L'entretien, qui ne règle rien, apaise tout de même les tensions et aide aux négociations.<sup>52</sup> Les journaux de centre droit sont complètement en accord avec le gouvernement français qui, à leurs yeux, est plein de bonne volonté. Il est normal que de Gaulle demande aux Britanniques de faire des sacrifices, puisque les Six doivent tous en faire. Les demandes françaises n'ont alors rien de superflu, au contraire, puisqu'elles permettent une Communauté consolidée et unifiée.

Cependant, Pierre Thibault, du *Populaire*, ne partage pas cet optimisme. Bien que Macmillan réaffirme son choix pour l'Europe, le journaliste croit qu'il ne suffit pas de proclamer quelque chose pour que les difficultés disparaissent. Les négociations vont continuer de longs mois et leur difficulté ne s'amenuisera pas. Il y a une forte opposition du Commonwealth et d'épineux sujets restent à venir : Unité politique de l'Europe, l'agriculture britannique et les importations agricoles du Commonwealth. Thibault craint un marchandage entre les deux hommes politiques qui, au final, ne ferait que nuire à l'Europe, car cela affaiblirait la CEE vers une zone de libre-échange.<sup>53</sup> Il est étrange de lire autant cet optimisme

---

<sup>50</sup> Roger Massip, « Marché commun et Union européenne au centre de "l'explication" franco-britannique », *Le Figaro*, 2-3 juin 1962, p.3.

<sup>51</sup> Roger Massip, « De Gaulle-Macmillan : Les plus gros malentendus ont été dissipés », *Le Figaro*, 4 juin 1962, p.3.

<sup>52</sup> André Fontaine, « Le général de Gaulle et M. Macmillan se sont mutuellement rassurés : Pas d'hostilité de la France à la candidature anglaise à la CEE, sincérité de la conversion de la Grande-Bretagne à l'Europe », *Le Monde*, 5 juin 1962, p.1.

<sup>53</sup> Pierre Thibault, « La Grande-Bretagne et l'Europe », *Le Populaire*, 5 juin 1962, p.1-2.

jubilant que cette crainte que de Gaulle laisse entrer la Grande-Bretagne trop facilement dans le Marché commun, lorsqu'on sait ce qui a réellement été dit à Champs. Par conséquent, cette approbation de la politique gouvernementale tient probablement au manque d'information des journalistes, puisque de Gaulle a confirmé à Macmillan que la Grande-Bretagne avait beaucoup de chemin à faire pour rejoindre l'Europe.

Les trois journaux s'entendent sur une chose : ils sont pour l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais pas à tout prix. Cette position partagée entre la gauche et la droite provient d'une idée de l'Europe que se partagent ces journaux. Son cœur est une Communauté forte qui ouvre ses portes aux autres pays européens, tant qu'ils sont prêts à faire les sacrifices nécessaires au bon fonctionnement communautaire. L'attitude du gouvernement tend d'ailleurs vers une demande de sacrifice aux Britanniques, afin qu'ils soient au niveau des Six.

### **2.2.2 De Champs à la veille de la Conférence de presse**

Suite aux entretiens de Champs, des négociations tendues et difficiles continuent entre les Britanniques et les Six. Les mois de décembre 1962 et de janvier 1963 sont particulièrement difficiles puisqu'ils englobent les entretiens de Rambouillet et les accords de Nassau<sup>54</sup>, sans compter les impasses dans les négociations, une hausse des tensions, le veto et la fin de celles-ci. La France reste ferme sur la question de l'adhésion puisqu'elle veut consolider la construction communautaire, et la PAC en particulier, avant que l'arrivée des Britanniques ne bouleverse tout leur travail. Non seulement devront-ils accepter le Traité de Rome, mais aussi l'acquis communautaire.<sup>55</sup> Malgré les bonnes intentions de Macmillan à Champs, la France n'est pas certaine qu'il est résolu à en tirer les conséquences avec

---

<sup>54</sup> À la suite de l'abandon des missiles *Skybolts* par les Américains, qu'ils avaient promis au Royaume-Uni, Macmillan et Kennedy se rencontrent à Nassau en décembre 1962 afin de négocier un accord de remplacement. Un accord est signé selon lequel les Américains livreront des missiles *Polaris* aux sous-marins britanniques et qu'en échange, le Royaume-Uni accepte d'utiliser leurs armes atomiques qu'en accord avec Washington et l'OTAN. Londres renonce donc à une force de dissuasion nationale. Cette offre sera également proposée à Paris, puisque Macmillan l'avait demandé à Kennedy, qui refusera.

<sup>55</sup> Françoise de La Serre, « La France et l'élargissement des Communautés européennes : la candidature britannique », dans Joël Rideau (dir.), *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 745-746.

Washington. D'ailleurs, Londres garde également la ligne dure pour leurs demandes, amenant la France à faire de même dans ses réponses.<sup>56</sup>

Au milieu des tensions et des impasses, comment est rapportée la politique française par la presse ? Tout d'abord, dans *Le Populaire* du 20 décembre, Gérard Jacquet résume les positions du Comité pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet, qui souhaite une fin rapide et heureuse des négociations. Il continue avec l'idée que l'Europe restera incomplète tant qu'elle se limitera au continent. Mais les représentants de la Communauté « ne sont-ils pas, eux aussi, gênés par une certaine mauvaise volonté française ? Le général de Gaulle ne désire pas réellement l'entrée de la Grande-Bretagne (...) et ses représentants, au cours des négociations, ne manifestent guère le désir d'atténuer les divergences ». Jacquet garde tout de même l'espoir que le respect des principes de la Communauté donnera une place aux Anglais.<sup>57</sup> Thibault abonde également en ce sens puisque les Britanniques ont accepté le fond du Traité et ne font que demander des dérogations. De Gaulle craint que la CEE se dénature si les Britanniques la rejoignent, ce à quoi il répond : « Bien sûr et pourquoi pas ? ». Les Six représentent-ils vraiment l'ensemble homogène si différent de l'Angleterre dépeint par la France ?<sup>58</sup>

La politique française y est fortement critiquée puisqu'elle empêche la Grande-Bretagne d'occuper la place qui, aux yeux des socialistes, lui revient en Europe. Le journal souhaite l'adhésion britannique dans le respect du Traité alors que la politique du gouvernement va dans une direction opposée. Les objectifs gaullistes sont maintenant mieux connus, ce qui explique que le journal, qui autrefois avait peur d'une adhésion trop facile, s'oppose à une position française trop dure.

Cependant, nous retrouvons dans *Le Monde* des positions bien différentes sur le sujet, où André Fontaine dirige le blâme vers Paris et Londres, qui s'accusent mutuellement. De Gaulle n'est plus la principale raison de l'impasse, puisque Macmillan refuse de faire les sacrifices nécessaires pour rejoindre la Communauté, même si la France ne lui rend pas la

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 748-749.

<sup>57</sup> Gérard Jacquet, « La Grande-Bretagne et l'Europe », *Le Populaire*, 20 décembre 1962, p.1.

<sup>58</sup> Pierre Thibault, « Le dossier européen : admettre de nouveaux membres dénaturerait-il la Communauté ? », *Le Populaire*, 16 janvier 1963, p.1-2.

tâche facile. Pour Fontaine, Londres doit choisir une fois pour toutes, c'est l'Europe ou le large. S'il choisit l'Europe, la France doit l'aider, car lui laisser tourner le dos au continent n'est bon pour personne.<sup>59</sup> Drouin, abonde dans le même sens. Les négociations tournent au dialogue franco-britannique, puisque les négociateurs français et de la Commission de la CEE sont les plus fermes. Pour les Français, « la Grande-Bretagne ne peut “épouser l'Europe” en la défigurant », donc il faut défendre le Traité de Rome et la PAC contre les assauts britanniques, même si cela isole Paris et lui donne le statut de « vilain ».<sup>60</sup> *Le Figaro* partage cet avis et Raymond Aron publie un article qui résume bien sa position. Si la Grande-Bretagne décide réellement d'entrer dans la Communauté, personne, même pas de Gaulle, ne peut l'en empêcher. Mais elle ne peut entrer sans faire de sacrifice : l'Angleterre européenne doit naître. Les impasses de Bruxelles et des *Skybolt* sont dues à son refus de choisir entre le continent ou l'Amérique. Les illusions de la force de dissuasion indépendante des Américains et d'une entrée dans le Marché commun sans rompre certains liens doivent maintenant être éclaircies pour Londres.<sup>61</sup>

Le message est clair, le blâme de l'impasse revient, avant le 14 janvier, en grande partie à la Grande-Bretagne qui n'arrive pas à faire un choix pour son avenir. Personne ne trouve son compte dans une adhésion partielle de la Grande-Bretagne. La priorité reste une Communauté forte et unie et l'incapacité britannique à choisir une voie pour son avenir donne des munitions à ses opposants. Une Grande-Bretagne convaincue et prête à faire les sacrifices nécessaires pourrait rejoindre les Six sans trop d'opposition. Ces journalistes approuvent par conséquent, partiellement ou en totalité, la politique gouvernementale qui défend les intérêts communautaires.

Donc, nous pouvons voir qu'il y a non seulement une progression du point de vue de la presse avec l'avancée des négociations, mais également une divergence selon le journal. En ce qui a trait à l'opposition française à l'adhésion, *Le Populaire* est toujours plus pessimiste et s'oppose ouvertement aux politiques gouvernementales, alors que *Le Figaro* et *Le Monde* sont plus nuancés, allant jusqu'à s'aligner complètement sur celle-ci. Leur objectif, une Europe

---

<sup>59</sup> André Fontaine, « Les cents jours de l'Europe », *Le Monde*, 12 janvier 1963, p.1-2.

<sup>60</sup> Pierre Drouin, « Axées sur l'agriculture, les négociations de Bruxelles vont de plus en plus tourner au dialogue franco-anglais », *Le Monde*, 13-14 janvier 1963, p.7.

<sup>61</sup> Raymond Aron, « L'injustice de l'histoire », *Le Figaro*, 22-23 décembre 1962, p.1 et 22.



forte qui comprend l'Angleterre, est le même. Nous verrons que cette tendance d'alignement de la presse sur les vues gouvernementales changera lorsque les négociations progresseront et que les tensions augmenteront à Bruxelles.

### 2.3 La France isolée par le veto

Bien que l'opposition de la France soit un thème important de la première demande, celui qui a fait couler le plus d'encre est celui de l'isolement de la France par rapport à ses alliés de la Communauté et de l'alliance atlantique. Ce thème se situe dans un laps temporel très court, allant du veto du 14 janvier 1963 jusqu'au début du mois de février de la même année. Une myriade d'articles apparaîtra à la suite du veto gaulliste qui, par son style particulier et ce qu'il représente, en fera réagir plus d'un.

La France se retrouve isolée de ses partenaires européens essentiellement puisqu'elle impose sa vision de l'Europe aux Cinq qui n'en veulent pas. Refuser unilatéralement la Grande-Bretagne alors que les autres sont favorables à son entrée va d'ailleurs à l'encontre de la façon de faire de la Communauté, où les décisions se prennent en concertation.<sup>62</sup> L'Europe indépendante de Washington et munie d'une défense européenne commune, comme le souhaite de Gaulle, ne cadre pas avec l'Europe unie ouverte à Washington et fortement liée à l'OTAN qu'espèrent les Cinq. Ils refusent d'ailleurs la prétention du président français de se faire le porte-parole de l'Europe, puisqu'il ne s'agit, selon eux, que d'une manœuvre pour accroître le prestige de la France.<sup>63</sup> Non seulement il a une idée de l'Europe distincte de celle de ses alliés, mais il a un style particulier et fracassant qui lui est tout aussi unique. Il n'aime pas les négociations longues et coûteuses, il préfère plutôt les gestes unilatéraux qui surprennent et obstruent. C'est évident pour la politique de la chaise vide à l'ONU, l'OTAN, la CEE ou l'UEO, mais également dans ses nombreuses conférences de presse où il annonce ses vetos et met les partenaires devant le fait accompli. Certains de ses collaborateurs trouvent d'ailleurs sa technique trop crue, trop sanglante.<sup>64</sup>

---

<sup>62</sup> Camps, *Britain and the european community*, p. 503-504.

<sup>63</sup> Vaïsse, *La grandeur*, p. 544.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 295-296.

Discutant avec Alain Peyrefitte suite au Conseil du 16 janvier 1963, de Gaulle s'explique sur le sujet :

Ne pas vouloir paraître responsable, c'est fuir ses responsabilités. Les Américains savaient très bien que j'allais refuser leur proposition des Bahamas. ... De même, les Anglais feignent de croire que je n'ai pas vraiment voulu dire que ça suffisait comme ça, et que la négociation peut durer longtemps encore. Tout ça, ce sont des faux-semblants de gens qui ont peur de la vérité. Pourquoi aurions-nous peur de la vérité ? De toute façon, c'est vrai que d'accepter la proposition des Polaris, c'est nous mettre la corde au cou; c'est vrai que de laisser en ce moment-ci entrer l'Angleterre dans le Marché commun, c'est mettre fin au Marché commun. Alors, pourquoi ne pas le dire ? Bien sûr que nous sommes responsables de l'échec dans les deux cas. C'est incontestable. Pourquoi le cacherais-je ? Nous sommes les seuls à avoir une volonté politique. Donc nous sommes les seuls responsables.<sup>65</sup>

Le discours que fait Couve de Murville lors de la séance finale de la réunion de Bruxelles le 29 janvier abonde dans le même sens. Bien qu'on accuse la France d'avoir pris la responsabilité de rompre les négociations, il affirme plutôt qu'elle a choisi celle de constater qu'elles tournent en rond depuis octobre et qu'il est préférable de regarder les faits en face. « Et ces faits sont que, dans l'état actuel des choses, la Grande-Bretagne n'est pas encore en état d'accepter les disciplines du Traité et notamment celles de la politique agricole. »<sup>66</sup>

Certains spécialistes se refusent à croire que le président français soit le seul responsable de cet échec de la première demande britannique. Le passé et les actions présentes de la Grande-Bretagne l'auraient également mené à l'échec, puisqu'elle a mal géré les négociations. Elle aurait demandé trop d'exceptions, manquée de faire les concessions nécessaires au bon moment et mal mené les négociations de Bruxelles. D'autant plus, qu'en décembre 1962 Macmillan se retrouvait avec un choix à faire entre Paris et Washington, et il choisit le second.<sup>67</sup> Il sera intéressant ici de voir à qui les journalistes feront porter le blâme de l'échec.

---

<sup>65</sup> Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome I*, p. 354-355.

<sup>66</sup> AMAE, DECE, Dossier 1412, p.269-270.

<sup>67</sup> John W. Young, *Britain and European unity, 1945-1999*, Londres, Macmillan Press, 2000, p. 79-81.

### 2.3.1 Les journaux de gauche

Les journaux de gauche à l'étude réagirent vivement à la conférence du 14 janvier. Dès le lendemain, il est possible de lire dans *Le Populaire*, sous la plume de Jean-Pierre Peret, que de Gaulle parle « comme le président d'un régime qui n'existe pas chez nous ». De plus, il refuse l'adhésion britannique en « feignant de ne pas comprendre l'importance que revêtira son entrée dans le Marché commun – pour la Grande-Bretagne elle-même et pour l'Europe tout entière. »<sup>68</sup> Le surlendemain, trois de leurs journalistes partagent leur déception sur la Une. Henri Dusart y affirme « Ainsi voilà la France complètement isolée au sein de l'Europe occidentale ! Voilà où conduit la politique de grandeur chère au “guide suprême” ! Voilà ainsi la preuve que, malgré ce qu'il en dit, de Gaulle n'a jamais été et ne sera jamais un Européen ». <sup>69</sup> Claude Fuzier se dit déçu que de Gaulle ait fermé la porte à deux objectifs qu'avaient donnés les rédacteurs du Traité de Rome : l'élargissement et la supranationalité. Il paralyse ainsi la construction européenne au point d'avoir l'impression d'être devant « une maison lézardée, sinon démolie. » Ainsi, de Gaulle condamne « la Grande-Bretagne à n'avoir droit à accéder au paradis européen que la corde au cou ». <sup>70</sup> Quant à lui, Jacquet affirme que malgré tout, la construction européenne s'en trouve compromise et « nous pouvons constater une nouvelle fois les résultats désastreux de cette politique de fausse grandeur, qui conduit lentement sans doute, mais inéluctablement, à l'isolement de la France ». <sup>71</sup> Rapidement, ils accusent le président de la République d'isoler la France avec une politique extérieure qui va à l'encontre des intérêts de l'Europe. Au-delà de l'isolement, cette politique met en danger l'avenir de l'Europe communautaire si cher aux socialistes.

À la suite du veto, les négociations continuent et les alliés de la France tentent de régler l'impasse. Dans la sphère journalistique de gauche, la déception continue et le constat de l'isolement de la France persiste. Au *Populaire*, Jacquet se dit déçu que les actions de l'Élysée aient amené un flot de critiques sans précédent sur la France, et ce, même de ses vieux alliés déçus. La France de la grandeur se trouve isolée internationalement. <sup>72</sup> Claude Fuzier continue sur la même lancée et critique l'intransigeance de la France, qui semble

---

<sup>68</sup> Jean-Pierre Peret, « Un double “non” du chef de l'État », *Le Populaire*, 15 janvier 1963, p.1.

<sup>69</sup> Henri Dusart, « La France isolée », *Le Populaire*, 16 janvier 1963, p.1.

<sup>70</sup> Claude Fuzier, « L'Europe bloquée », *Le Populaire*, 16 janvier 1963, p.1.

<sup>71</sup> Gérard Jacquet, « De Gaulle et l'Angleterre », *Le Populaire*, 16 janvier 1963, p.1.

<sup>72</sup> Gérard Jacquet, « Les conséquences d'une conférence de presse », *Le Populaire*, 18 janvier 1963, p.1.

vouloir maintenant refuser indéfiniment la Grande-Bretagne. « De l'Europe bloquée on risque de passer à la destruction pure et simple de l'Europe. » La France se trouve isolée et cela ferait possiblement l'affaire du président de la République puisqu'il conçoit l'Europe « comme une Europe française, c'est-à-dire gaulliste, puisque le Général confond systématiquement sa personne au pays ». Ne voulant pas faire entrer le cheval de Troie de Washington, « le général se décide à utiliser l'arme suprême de la méthode gaulliste : la menace de rupture, quelles qu'en puissent être les conséquences pour la collectivité française et européenne ». <sup>73</sup> Encore une fois, il s'agit de propos contre la politique personnelle du Général, puisqu'elle ne représente pas l'intérêt de la France. Celui-ci réside dans une Europe solidaire et unie, ce que le veto menace de détruire.

Une fois les négociations officiellement ajournées, ils ne peuvent que constater les dégâts d'une France fortement isolée à leurs yeux. Fuzier qualifie la rupture de Bruxelles comme un des plus graves échecs diplomatiques de la France. « La politique gaulliste a isolé notre pays au sein de la Communauté de façon si totale que même l'Allemagne fédérale ne l'a pas suivie, malgré les embrassades de propagande du pacte franco-allemand. Le coup est rude, et pour la "grandeur" gaulliste et, malheureusement aussi, pour la France et pour l'unité européenne. » L'Europe aura donc besoin d'un effort de « replâtrage ». Cette politique française est dangereuse pour la France puisque les Cinq peuvent bloquer les avancements sur la PAC, si cher à Paris. <sup>74</sup> Dusart ne peut que constater que la politique française, travaillant au détriment de ses partenaires, a porté un coup sérieux à l'esprit communautaire. « Quoiqu'il en soit la Communauté européenne va passer maintenant par une période de méfiance, d'aigreur et de rancœur. » <sup>75</sup> Il continue avec un second article qui critique le gouvernement, car il ne se soucie guère des répercussions et félicite la façon dont Couve de Murville a mené les négociations. « Cette satisfaction – ou plutôt autosatisfaction – du gouvernement français est

---

<sup>73</sup> Claude Fuzier, « La volonté de rupture », *Le Populaire*, 18 janvier 1963, p.1.

<sup>74</sup> Claude Fuzier, « L'isolement », *Le Populaire*, 30 janvier 1963, p.1.

<sup>75</sup> Henri Dusart, « Le pouvoir gaulliste a provoqué délibérément la rupture des négociations de Bruxelles », *Le Populaire*, 30 janvier 1963, p.1.

loin d'être partagée dans le reste du monde libre où l'on "apprécie" (...) de façon diamétralement opposée la "politique européenne affirmée par la France." »<sup>76</sup>

Jacquet surenchérit le lendemain. « "Enfin seul", peut se dire aujourd'hui le général de Gaulle avec une satisfaction morose. Notre solitude est en effet totale. » Les amis de la France la regardent maintenant avec une hostilité effarée. Il trouve paradoxal que de Gaulle se déclare le fervent défenseur du Traité alors qu'il s'oppose avec tant d'ardeur à l'intégration. Les Cinq, qui, il n'y a pas si longtemps, n'étaient pas convaincus des sentiments européens britanniques, tiennent maintenant obstinément aux négociations. En s'opposant si fermement à la Grande-Bretagne pour l'éloigner de l'Europe, la politique française aura l'effet inverse et isolera la France au sein des Six. L'esprit européen est durement touché.<sup>77</sup> Ce sentiment de trahison éprouvé envers le gouvernement vient du choix dangereux qu'il a fait. Refuser la Grande-Bretagne dans le Marché commun est une chose, mais le faire unilatéralement et sans consulter ses partenaires est impardonnable. Par ses actions, le président met en danger l'édifice communautaire que les Six ont mis plusieurs années à construire. Pour ce journal, l'Europe communautaire est prioritaire et le gouvernement devrait agir en conséquence. Il faut la construire, plutôt que la détruire.

Leurs confrères à *L'Humanité* sont moins interpellés par ce thème et construisent leurs critiques virulentes du gouvernement sur des questions connexes, tel le lien Paris-Bonn. La crise de Bruxelles amène cependant Yves Moreau à constater que, peu importe l'alliance, il y a toujours de la discorde dans le monde capitaliste. De Gaulle refuse la Grande-Bretagne puisque l'industrie française ne peut concurrencer sa rivale d'outre-Manche, mais également, parce qu'il base sa politique sur le couple Paris-Bonn. Cependant ce choix a fortement isolé la France, puisque les partenaires savent maintenant quelles sont les priorités françaises et refusent le diktat du couple franco-allemand. Il va d'ailleurs à l'encontre des intérêts réels, économiques et autres, de la France qui se trouvent non dans un bloc fermé, mais dans une

---

<sup>76</sup> Henri Dusart, "Le Comité Directeur : De Gaulle conduit la France à un isolement stérile et dangereux", *Le Populaire*, 31 janvier 1963, p.1-2.

<sup>77</sup> Gérard Jacquet, « Enfin seul... », *Le Populaire*, 31 janvier 1963, p.1.

coopération sans discrimination avec tous les pays européens, dont ceux de l'Est.<sup>78</sup> Il le réitère le lendemain, suite à la rupture, affirmant que la France se trouve plus isolée que jamais, même de ses voisins proches, au point où elle doit courtiser l'Espagne de Franco. Pour se sortir de cette situation fâcheuse, Paris doit activement défendre le désarmement et la coopération sans discrimination avec l'Est.<sup>79</sup>

Cette opposition à la CEE trouve racine dans les thèses soviétiques selon lesquelles la Communauté est vouée à l'échec par les contradictions du monde capitaliste. Ces journalistes s'opposent donc à l'entrée de la Grande-Bretagne puisqu'elle confirmerait la viabilité de la CEE et diminuerait les contradictions entre la CEE et l'AELE.<sup>80</sup> Mais s'opposer à l'entrée ne veut pas dire accepter la politique de grandeur. Les journalistes de *L'Humanité* s'opposent ainsi à la politique française sur l'élargissement, bien qu'elle soit conforme à ses attentes et objectifs. Cette opposition est partisane, car le journal se prononce systématiquement contre les politiques du gouvernement. Elle est également subjective, puisque le gouvernement du Général priorise une Europe contraire aux objectifs des communistes. Ceux-ci souhaitent une Grande Europe qui coopère avec tous les pays européens sans discrimination socio-économique, à l'opposé de la Petite Europe des Six préconisée par Paris.

### **2.3.2 Le Monde et Le Figaro suite au veto**

Les deux autres journaux à l'étude ont aussi écrit longuement sur l'isolement nouveau de la France, bien qu'ils soient moins virulents dans leurs propos. Dans *Le Monde*, Drouin explique que malgré qu'il soit froid et enclin à prévoir l'échec des négociations, de Gaulle défend intégralement le Traité de Rome et est appuyé par la Commission dans sa démarche. Cependant, il a joué gros puisque Paris est encore demandeur sur la PAC et Londres peut conséquemment lui être plus dangereux à l'extérieur de l'Europe.<sup>81</sup> André Fontaine est, quant à lui, heureux de voir que Londres a choisi de poursuivre les négociations malgré la position

---

<sup>78</sup> Yves Moreau, « La France isolée », *L'Humanité*, 29 janvier 1963, p.3.

<sup>79</sup> Yves Moreau, « La grande perdante », *L'Humanité*, 30 janvier 1963, p.1.

<sup>80</sup> Marie-Elisabeth de Bussy, « Les partis politiques et les Communautés européennes sous la cinquième République », *op. cit.*, p. 149-151.

<sup>81</sup> Pierre Drouin, « Les trois thèmes de la politique française et les trois "points de passage" vers le traité de Rome », *Le Monde*, 16 janvier 1963, p.1 et 3.

française puisque, après tout, les Cinq sont favorables à l'adhésion.<sup>82</sup> C'est le même constat au *Figaro*, où Massip ne peut que constater la situation tendue à Bruxelles. Un compromis a été proposé, mais la France ne l'a pas encore accepté. Selon lui, si elle le refuse, elle se retrouvera isolée face à ses alliés, en plus de se mettre dans une position impossible sur la coopération franco-allemande. « Nous ne voulons pas croire que le général de Gaulle acceptera de prendre des risques de cette dimension. »<sup>83</sup> Il continue sur cette lancée le lendemain, où il voit que la France ne veut toujours pas poursuivre les négociations, mais acceptera un sursis : « un répit est donc accordé aux gouvernements. Puisse-t-il, à Paris, être consacré à un nouvel examen des conséquences graves pour la solidarité de l'Occident qu'aurait inévitablement une rupture qu'il n'est pas suffisant d'avoir provisoirement ajournée ». <sup>84</sup> André François-Poncet publie un article dans lequel il présente les résultats de la politique française. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun présente des risques, mais son refus en comporte de plus grands encore : des risques de tensions avec Londres et Washington, la fin de la cohésion des Six et de l'OTAN ainsi que, et non le moindre, l'isolement de la France. Il est donc judicieux pour la France de prendre le sursis pour penser à l'avenir de la Communauté. Cette crise qui se prépare à Bruxelles n'est bonne que pour Khrouchtchev, car la meilleure arme de dissuasion occidentale est sa cohésion.<sup>85</sup>

Depuis le début de la demande, Paris se considère comme le défenseur du Traité de Rome. Il travaillait ainsi, en donnant la vie dure à Londres, à s'assurer que la Grande-Bretagne soit prête à entrer dans le Marché commun et faire les sacrifices requis. Les journaux acceptaient donc la ligne dure de Paris, car elle n'empêchait pas l'adhésion britannique et renforçait la Communauté. L'espoir de ces journalistes que de Gaulle prendra la bonne décision et continuera les négociations, puisque la France peut toujours avec comme priorité la Communauté, vient de la politique antérieure du gouvernement.

---

<sup>82</sup> André Fontaine, « Les cinq partenaires de la France au sein du Marché commun entendent poursuivre les négociations de Bruxelles », *Le Monde*, 17 janvier 1963, p.1.

<sup>83</sup> Roger Massip, « La dernière chance », *Le Figaro*, 18 janvier 1963, p.1.

<sup>84</sup> Roger Massip, « Sursis », *Le Figaro*, 19-20 janvier 1963, p.1.

<sup>85</sup> André François-Poncet, « Le médiateur », *Le Figaro*, 21 janvier 1963, p.1 et 16.

Cet optimisme prend brutalement fin avec l'ajournement *sine die* des négociations de Bruxelles. Dès le 30 janvier, Massip annonce dans *Le Figaro* l'échec des négociations où la délégation française « prisonnière d'instructions impératives, resta inébranlable ». La France prend l'entière responsabilité du blâme par ses actions. « D'autant plus qu'en cette affaire nous disposions d'un excellent dossier technique (...) et qu'il n'était absolument pas nécessaire de placer le problème sur le plan de la politique générale en invoquant tout d'un coup l'insularité de la Grande-Bretagne et son inaptitude foncière à entrer dans une communauté européenne. »<sup>86</sup> Dans *Le Monde*, Pierre Drouin explique qu'un froid s'installe entre les partenaires de la Communauté. Et cela, depuis que « le général de Gaulle, qui a une conception décidément très particulière de la Communauté, a décidé seul, sans consulter ses partenaires du Marché commun, de fermer au moins provisoirement la porte aux Anglais ». Pour la première fois de son histoire, il est question de représailles dans la CEE. Il est trop tôt pour voir l'étendue réelle des dégâts, mais il craint que, pour le Traité franco-allemand, « faute de ratification par le Bundestag, la France ne soit réduite, selon l'expression de l'un de ses hauts fonctionnaires, à l'Europe de l'hexagone ».<sup>87</sup> Jean Lecerf, du *Figaro*, sera également en opposition complète avec la façon dont les négociations ont pris fin, bien qu'il ne le soit pas sur le refus comme tel. « Que l'on dise non pour des raisons politiques, c'est concevable. Mais rien n'obligeait à le dire avec une brutalité que rien, dans l'attitude de nos négociateurs jusqu'ici n'avait laissé prévoir. Rien n'obligeait à blesser profondément non seulement les Britanniques, mais nos partenaires. »<sup>88</sup> Un de ses collègues, André François-Poncet, suit cette idée dans son article où il remet en doute non seulement la décision, mais tout autant la façon de l'appliquer. « Avec toute l'objectivité et l'honnêteté dont je suis capable, je cherche ce que la France a pu gagner à faire échec à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, contre le gré de ses cinq partenaires; et je dois avouer que je ne le trouve pas. »<sup>89</sup>

Le gouvernement français a dépassé les limites en refusant unilatéralement la Grande-Bretagne. Pour les journalistes, cette action va à l'encontre de l'esprit et de la façon de faire communautaire, et met en danger la construction de l'Europe. De Gaulle, en imposant ses vues

---

<sup>86</sup> Roger Massip, « La France seule », *Le Figaro*, 30 janvier 1963, p.1 et 18.

<sup>87</sup> Pierre Drouin, « Recoudre, et d'abord entre les Six... », *Le Monde*, 31 janvier 1963, p.1 et 4.

<sup>88</sup> Jean Lecerf, « La France a-t-elle gagné ou perdu ? », *Le Figaro*, 31 janvier 1963, p.1.

<sup>89</sup> André-François Poncet, « Où est le gain de l'affaire ? », *Le Figaro*, 1er février 1963, p.1 et 20.



sur ses partenaires qui n'en voulaient pas, a isolé la France parmi ses alliés. Les risques sont grands puisque la France a beaucoup de demandes encore en négociation, et le fonctionnement communautaire pourrait se voir paralysé par les effets du veto. En particulier, dans le cas où la Grande-Bretagne aurait bientôt abandonné les négociations, car la France avait un excellent dossier technique et Londres ne voulait pas faire les sacrifices nécessaires. Par conséquent, cette politique risquée du gouvernement se révèle tout aussi futile.

L'opposition de la presse à la manière dont la France a mis fin aux négociations est unanime. Autant dans les journaux de gauche particulièrement virulents contre le « chef suprême », que ceux plus au centre dans lequel on trouve un certain optimisme avant la fin des négociations, l'objectif de la France, et surtout les moyens pour y arriver sont fortement critiqués. Le gouvernement est accusé de ne pas comprendre les intérêts de son pays et d'avoir brutalement et maladroitement isolé la France de ses alliés. Il met ainsi en danger l'avenir de la Communauté, de la PAC et du couple franco-allemand. Le soutien des journaux à la politique française a ainsi disparu.

## **2.4 La France, la CEE et un monde bipolaire**

Le thème de la Guerre froide regroupe plusieurs sujets importants de la première demande, tels les questions militaires, les relations avec Washington et le couple franco-allemand. Ils sont omniprésents dans les discours politiques, dans les journaux, mais également dans les entretiens entre chefs d'État.

### **2.4.1 La force de frappe**

Premièrement, la question de la force de frappe est essentielle à la France, non seulement pour sa diplomatie, mais encore pour sa grandeur. Elle représente l'indépendance de la France, laquelle a la capacité de défendre elle-même son peuple par ses propres

moyens.<sup>90</sup> Au même titre, il est impératif pour de Gaulle que l'Europe ait un système de défense européen en plus du système américain. Sans lui, l'Europe affaiblie n'aurait ni la capacité, ni la volonté de se défendre.<sup>91</sup> Par ailleurs, il craint fortement une intrusion américaine dans la politique nucléaire française et se méfie donc des marchandages, comme l'offre de Nassau. D'ailleurs, la Grande-Bretagne est liée par contrat aux États-Unis et ne peut conséquemment pas révéler certains secrets et les offres de coopération nucléaire ne peuvent se limiter qu'à une force multilatérale intégrée, que de Gaulle n'acceptera jamais. Les propositions de Macmillan ne servaient donc, aux yeux du président, qu'à assouplir les positions françaises sur l'adhésion britannique.<sup>92</sup> Son idée de la défense de l'Europe peut se résumer ainsi :

La défense est toujours à la base de la politique. Quand on ne veut pas "se" défendre, ou bien on est conquis par certains, ou bien on est protégé par d'autres. De toute manière, on perd sa personnalité politique, on n'a pas de politique. Si nous préférons cet état de choses, il est tout à fait inutile de prétendre que nous "faisons" l'Europe. Car, au contraire, nous l'empêchons de se faire.<sup>93</sup>

En résumé, pour construire politiquement l'Europe, on doit le faire également militairement pour lui assurer une réelle indépendance. D'ailleurs, pour lui, c'est une évidence que « l'Amérique peut perdre la bataille d'Europe sans disparaître. L'Europe ne le peut pas. »<sup>94</sup>

Il s'agit donc d'une question de survie pour les Européens. Pour Londres, la dissuasion nucléaire avait également une grande importance, bien qu'on la perçoive dans une force intégrée, au contraire de Paris qui la voyait uniquement comme une arme nationale.<sup>95</sup> Pour de Gaulle, un pays ne peut être une puissance que s'il a l'arme atomique, mais surtout s'il a le

---

<sup>90</sup> Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou*, p. 96-97.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 116-117.

<sup>92</sup> Vaïsse, *La grandeur*, p. 214-215.

<sup>93</sup> Charles de Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets: Janvier 1961-Décembre 1963*, Paris, Plon, 1986, p. 107.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> William Wallace, « Defence: the Defence of Sovereignty, or the Defence of Germany? », dans *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot; UK / Brookfield; USA, Gower Publishing Company, 1986, p. 230.

pouvoir de décision total de son utilisation.<sup>96</sup> Il est, par conséquent, primordial pour lui que la dissuasion soit nationale et indépendante.

Cette idée de survie ne concorde pas avec celle que se fait Yves Moreau de *L'Humanité*, des questions nucléaires. Dans son article, il constate la divergence de vues entre Londres et Paris sur la question nucléaire. Chacun a un objectif propre, et cela tend à accentuer les contradictions non seulement économiques et politiques du Marché commun. Ils veulent tous deux être le représentant de l'Europe occidentale, soit comme allié privilégié de Washington soit par l'axe Paris-Bonn. Il conclut sur son opposition à la politique française :

Ces convoitises impérialistes, qui se heurtent et qui vont s'exprimer à Rambouillet ne tiennent aucun compte des véritables intérêts nationaux de la France et de l'Angleterre. Après la crise cubaine et au lendemain du discours de Khrouchtchev au Soviet suprême, une politique nationale digne de ce nom s'assignerait, en effet, comme première tâche d'exploiter et d'élargir au maximum les perspectives de détente internationales, de faire prévaloir le désarmement et la coexistence pacifique.<sup>97</sup>

Il continue ce train d'idées suite aux accords de Nassau qui, à ses yeux, servent à réaffirmer le *leadership* exclusif américain en Europe. Mais, pour lui, il faut se méfier de ce type d'accord lourd en conséquence, surtout quand les visées nucléaires gaullistes sont écrasantes. Il prêche, encore une fois, le désarmement.<sup>98</sup> Malgré son opposition aux idées nucléaires américaines, partagée par de Gaulle, il s'oppose également à celles françaises qui ne correspondent pas aux intérêts de la population.

Dans un même ordre d'idées, Claude Fuzier du *Populaire* écrit un texte qui ironise sur la conférence de presse du Général. Celui-ci, autrefois hostile aux traités de Paris et de Rome, s'offre maintenant le luxe d'en être le protecteur intransigeant face aux demandes britanniques. Fuzier se moque également de la politique nucléaire française : « Peuples du monde, engagez-vous dans la course atomique. De Gaulle vous y autorise ». <sup>99</sup> Tout comme son confrère de *L'Humanité*, il prêche plutôt le désarmement que la force de frappe nationale.

---

<sup>96</sup> Guy de Carmoy, « Defence and Unity of Western Europe since 1958 », dans *Troubled neighbours; franco-british relations in the twentieth century*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1971, p. 348.

<sup>97</sup> Yves Moreau, « Moins heureux que l'aveugle et le paralytique », *L'Humanité*, 15 décembre 1962, p.3.

<sup>98</sup> Yves Moreau, « Un cadeau de Noël empoisonné », *L'Humanité*, 24 décembre 1962, p.3.

<sup>99</sup> Claude Fuzier, « Le général a dit... », *Le Populaire*, 15 janvier 1963, p.1.

La politique française n'est donc pas conforme aux intérêts de la population, puisqu'elle promeut la guerre plutôt que la paix. Il faut ainsi coopérer avec les autres pays européens de préférence à une politique nucléaire nationale pour les opposer.

#### **2.4.2 L'hégémonie américaine**

Les relations entre Washington et l'Europe seront un sujet central de la demande britannique puisque, pour certains, c'est la raison principale pour laquelle de Gaulle a refusé l'entrée des Anglais. Mais il faut savoir qu'il ne s'oppose pas à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis comme tels, mais plutôt à l'hégémonie mondiale et européenne des Anglo-Saxons.<sup>100</sup> Par ailleurs, de Gaulle respecte la Grande-Bretagne, qui a été pendant un moment la seule à personnifier l'Europe lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais elle se tourne trop facilement vers le grand large et sa relation spéciale avec Washington en fait le cheval de Troie de la puissance américaine.<sup>101</sup> De Gaulle le rappellera à son interlocuteur lors des rencontres de Rambouillet, en décembre 1962 : la Grande-Bretagne est trop liée aux Américains pour être réellement européenne. Londres n'a pas fait assez de chemin vers une Europe indépendante, selon lui, mais elle est toutefois en voie de devenir européenne.<sup>102</sup> D'ailleurs, la proposition de *Partnership* à l'américaine pour l'Europe, la crise de Cuba et l'annulation du projet *Skybolt* conforte l'idée du président selon laquelle l'Europe en général est trop dépendante de Washington.<sup>103</sup>

Dans un article sur l'hégémonie, André François-Poncet du *Figaro* prend une position diamétralement opposée à la politique gouvernementale sur la question des relations entre l'Europe et Washington. Pour lui, Paris ne peut pas refuser les Anglais sur l'argument de l'hégémonie, puisque cela n'existe pas dans la Communauté. Le Luxembourg a autant de poids que la France. De fait, une Europe sans la Grande-Bretagne restera toujours une petite Europe, un fragment d'elle-même. Pour ce qui est des relations entre l'Europe et les

---

<sup>100</sup> Reginald Hibbert, « Britain in search of a role, 1957-73; a role in Europe, European integration and Britain: a witness account », dans *From Reconstruction to Integration : Britain and Europe since 1945*, Leicester / London / New York, Leicester University Press, 1993, p. 117.

<sup>101</sup> Vaïsse, *La grandeur*, p. 192.

<sup>102</sup> AMAE, Cabinet du ministre, Dossier 374. « Entretiens entre De Gaulle et Macmillan, 15-16 décembre, Rambouillet ».

<sup>103</sup> de La Serre, « De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes », p. 195-196.

Américains, elles sont tout aussi essentielles. Ces derniers sont les protecteurs de l'Europe, et la Communauté doit donc être fondamentalement atlantique, coopérant ainsi avec Washington.<sup>104</sup> Son collègue Roger Massip abonde dans le même sens dans son article du 14 janvier 1963, où il critique fortement l'attitude des négociateurs français, qui justifie les soupçons selon lesquelles la France bloque l'entrée pour des raisons politiques et non techniques. Mais pour que l'Europe soit une troisième puissance, comme le souhaite de Gaulle, il faut que tous aient les mêmes vues que lui, ce qui n'est pas le cas puisque même Bonn choisirait probablement Washington sur Paris. Il faut donc accepter la Grande-Bretagne dans le Marché commun, si elle consent sincèrement aux conditions, et créer un regroupement qui soit continental, atlantique et indépendant, mais coopérant fortement avec les Américains.<sup>105</sup>

Pour ces journalistes, la finalité est claire. La Communauté doit coopérer avec Washington, ce qui s'oppose à la vision gaulliste de l'Europe, alliée mais complètement indépendante des Américains. De Gaulle discutera de l'indépendance de l'Europe avec Alain Peyrefitte le 23 janvier 1963. « Ou l'Europe existera par elle-même – allié aux Américains, certes, tant que les Russes la menaceront –, mais politiquement, économiquement, militairement, culturellement indépendante, et disposant de moyens à elle; ou l'Europe n'existera pas et ne sera qu'un agglomérat de protectorats américains. »<sup>106</sup> Donc, ces journalistes ne s'opposent pas à la notion d'alliance entre l'Europe et Washington, puisqu'elle est essentielle contre la menace soviétique, mais bien sur la relation à avoir entre alliés : une coopération étroite contre une indépendance complète. La Grande-Bretagne joue un rôle dans ce débat. Elle est essentielle à l'Europe atlantiste, mais un danger pour l'« Europe européenne » du Général, car elle est trop liée aux Américains. Lorsqu'ils discutent du rôle des Américains en Europe, il est donc question accessoirement de la place de Londres dans la Communauté.

---

<sup>104</sup> André-François Poncet, « L'hégémonie : Une notion périmée », *Le Figaro*, 07 juin 1962, p.1 et 24.

<sup>105</sup> Roger Massip, « L'Europe unie ne peut être qu'atlantique », *Le Figaro*, 14 janvier 1963, p.1 et 3.

<sup>106</sup> Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome I*, p. 364.

### 2.4.3 Couple franco-allemand

La relation particulière entre Paris et Bonn, qui joue un rôle important dans la première demande d'adhésion britannique, doit maintenant être examinée. Pour de Gaulle, l'Europe doit être européenne et idéalement incorporer toutes les nations du continent, de l'Angleterre à l'URSS. Mais elle doit être indépendante des États-Unis, car elle doit servir de guide pour les pays en développement.<sup>107</sup> Et, dans cette Europe, le droit au *leadership* doit être reconnu à la France, avec comme partenaire privilégié l'Allemagne de l'Ouest.<sup>108</sup> Cette idée de grandeur de l'Europe rejoint celle de la France, puisque c'est la France, dans la vision du Général, qui lui permettrait ce statut. Le prestige que lui confèrent son rôle mondial et son indépendance des blocs rejaillit sur l'Europe.<sup>109</sup> Mais la France ne peut guère y arriver seule et c'est la raison pour laquelle elle a besoin d'un allié dans la Communauté. Cela explique l'importance de l'axe Paris-Bonn dans la politique étrangère française, que de Gaulle précise dans une discussion le 27 juin 1962 avec Peyrefitte, avant la visite du chancelier :

Les Français et les Allemands doivent devenir des frères. La fraternité des deux peuples, ça doit devenir quelque chose d'élémentaire. Le populo en est encore à voir dans les Allemands l'ennemi héréditaire. ... Notre plus grand ennemi héréditaire, ce n'était pas l'Allemagne, c'était l'Angleterre. Depuis la Guerre de Cent Ans jusqu'à Fachoda, elle n'a guère cessé de lutter contre nous. Et depuis, elle a bien du mal à ne pas opposer ses intérêts aux nôtres. ... Elle fait systématiquement bloc avec l'Amérique. Elle veut nous empêcher de mener à bien le Marché commun. Il est vrai qu'elle a été notre alliée pendant les deux guerres, mais elle n'est pas portée naturellement à nous vouloir du bien. Pour l'Allemagne, au contraire, il est clair que nos intérêts se rencontrent et se rencontreront de plus en plus. Elle a besoin de nous, autant que nous avons besoin d'elle.<sup>110</sup>

---

<sup>107</sup> Edmond Jouve, « Le Général de Gaulle et l'Europe », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 57-60.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>109</sup> Jean-Marc Boegner, « Les principes de la politique européenne du général de Gaulle », dans Institut Charles de Gaulle (dir.), *De Gaulle en son siècle: Tome 5 - L'Europe*, Paris, Plon, 1992, p. 66-67.

<sup>110</sup> Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome I*, p. 153-154.

Ce discours est prononcé quelques semaines après les entretiens de Champs et plusieurs mois avant la signature du Traité de l'Élysée<sup>111</sup> et le veto. Nous pouvons donc voir l'importance de ce couple franco-allemand pour le gouvernement.

Les journalistes auront toutefois des points de vue divergents sur ce sujet. À *L'Humanité*, l'opposition à cette relation particulière avec l'ancien ennemi est vive. Le 22 janvier, Moreau s'attaque violemment à ce traité conclu avec « le seul État européen qui formule ouvertement des revendications territoriales. Avec l'Allemagne militariste où les postes clés, dans tous les domaines, sont occupés par d'anciens nazis. » Le but de la France devrait plutôt être le désarmement et la coopération pacifique avec toutes les nations.<sup>112</sup> Il surenchérit le lendemain avec un texte réitérant son point de vue d'opposition sur la France et l'Allemagne revancharde qui a des valeurs militaires qui enchaîneront la France.<sup>113</sup> Il s'oppose donc à la primauté française de Bonn sur Londres, puisque la France devrait plutôt opter pour une coopération pacifique avec tous les pays européens. Par ce partenariat avec Bonn, le gouvernement français s'assure une base forte pour diriger l'Europe et ne veut donc pas du concurrent anglais dans la Communauté.

Au *Figaro*, au contraire, Massip salue la politique gouvernementale sur cette question, malgré son opposition au choix français de refuser l'entrée de la Grande-Bretagne. Ce traité consacre tout de même la réconciliation et le rapprochement des deux pays, alors que le chancelier Adenauer joue le rôle d'arbitre dans la crise, et cela permet une lueur d'espoir pour les négociations à Bruxelles.<sup>114</sup> Cette politique de rapprochement assure une bonne entente entre les deux plus grands pays de la Communauté. La solidarité des Six et la cohésion communautaire ne peuvent qu'en être accentuées. Par conséquent, le journal voit ce choix

---

<sup>111</sup> Le traité d'amitié franco-allemand, dit « traité de l'Élysée », est un traité bilatéral signé le 22 janvier 1963 par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Il a pour objectif une coopération plus accrue entre la France et la République fédérale d'Allemagne dans les domaines militaire, des relations internationales et d'éducation. Le rôle des deux chefs d'État est de premier plan dans ce rapprochement « d'ennemis héréditaires » puisque l'axe Paris-Bonn revêt une importance de premier plan dans la politique européenne du président français. Ce traité est toujours d'actualité pour le rapprochement entre les deux pays.

<sup>112</sup> Yves Moreau, « De Gaulle a conclu avec Adenauer un traité d'alliance sans précédent », *L'Humanité*, 22 janvier 1963, p.1.

<sup>113</sup> Yves Moreau, « Notre peuple ne ratifiera pas », *L'Humanité*, 23 janvier 1963, p.1.

<sup>114</sup> Roger Massip, « Lueur d'espoir pour Bruxelles », *Le Figaro*, 23 janvier 1963, p.1.

comme un pas vers l'Europe, d'autant plus que les Allemands souhaitent l'adhésion britannique.

Nous pouvons donc voir que les journalistes et le gouvernement optent pour des objectifs différents. Autant de Gaulle souhaite une force de frappe indépendante pour la France, autant les journalistes de gauche s'opposent diamétralement à cette politique et désirent plutôt le désarmement et la coopération pacifique des États. Force est de constater le même phénomène pour les relations américano-européennes, où de Gaulle travaille ardemment pour une Europe complètement indépendante de Washington, alors que les journalistes souhaitent au contraire une Europe atlantiste forte. Les relations avec Washington sont importantes pour eux, car les Américains sont les défenseurs de l'Europe et celle-ci ne peut jouer un rôle de premier plan dans le monde que si elle coopère intimement avec les États-Unis. Pour la relation franco-allemande, l'opposition est moins tranchée. Bien que Moreau s'oppose farouchement au traité de l'Élysée, *Le Figaro* l'approuve puisqu'il réunit les peuples, et donne l'espoir qu'Adenauer pourra convaincre de Gaulle de la sincérité des Britanniques et de leur demande d'adhésion.

## 2.5 Conclusion

Il est clair que la relation entre le gouvernement et la presse n'est pas uniforme et fluctue selon les événements. De la demande d'adhésion britannique à la conférence de presse, les avis sont partagés. Les journaux de gauche sont pessimistes face à la politique gouvernementale française, alors que *Le Figaro* et *Le Monde* sont plus optimistes sur la question de l'élargissement. Cet optimisme prend brutalement fin à la suite de la conférence de presse, puisque de Gaulle ferme unilatéralement la porte à la Grande-Bretagne malgré l'avis contraire des Cinq. La presse s'oppose donc immédiatement à cette manœuvre qui isole la France et froisse les alliés du même coup. Les journalistes souhaitent tous que le Général change d'avis et de politique avant qu'il ne soit trop tard. Mais ce changement de vues n'ayant pas lieu, ils partagent leur déception face à la politique de leur président qui ne concorde pas avec leur vision des intérêts de la France et de l'Europe. Cette divergence de vues est



également visible dans les articles traitant du thème de la Guerre froide, où encore une fois les objectifs gouvernementaux et journalistiques ne sont pas les mêmes. Bien que le président veuille une force de frappe nationale et indépendante, les journalistes de gauche souhaitent plutôt une politique du désarmement et de la coopération pacifique. Un constat similaire est visible pour les relations entre l'Europe et les États-Unis, puisque malgré le désir ardent du gouvernement d'avoir une indépendance complète des Américains, les journalistes prônent une relation forte avec Washington. Cependant, le Traité de l'Élysée est bien vu par certains journalistes, car il donne l'espoir que les Allemands pourront convaincre le Général des méfaits de sa politique. Globalement la presse quotidienne française s'oppose à la politique d'élargissement de la France. On estime qu'elle l'isole de ses alliés et qu'elle ne défend pas les intérêts réels de l'Europe et du peuple français. Le gouvernement agissait donc sans le soutien de la presse.

## 3. Après Macmillan, le duel Wilson – de Gaulle (1967)

### 3.1 Mise en contexte de la seconde demande

Une mise en contexte de la seconde demande d'adhésion britannique, traitée dans ce chapitre, établira la base de la discussion. Elle dressera aussi un portrait des relations franco-britanniques depuis le premier veto, permettant de mieux comprendre l'état d'esprit des échanges diplomatiques.

#### 3.1.1 Mise en contexte historique

Suite à l'ajournement *sine die* des négociations en janvier 1963, le fonctionnement de la Communauté continue « normalement », c'est-à-dire avec seulement six membres. Le problème de l'élargissement n'arrive de nouveau qu'en 1967, lorsque le premier ministre travailliste Harold Wilson demande officiellement, le 2 mai, à rejoindre le Marché commun au nom du gouvernement de Sa Majesté.<sup>115</sup> Le principal reproche adressé à Wilson est sa conversion nouvelle à l'Europe, puisqu'il était un ardent opposant à l'adhésion britannique lors de la première demande.

D'ailleurs, la deuxième demande a la particularité de n'avoir jamais pu être négociée, puisque la France s'y est toujours opposée. Il s'agit là d'un des problèmes majeurs de cette demande, puisque Paris et ses partenaires ne s'entendent pas sur la définition même de l'article 237 du Traité de Rome qui traite de l'élargissement. À Paris, le gouvernement affirme que la règle de l'unanimité s'applique non seulement au fond, mais également au processus, et donc elle peut bloquer l'ouverture des négociations : le point de vue anglais est déjà connu et son économie en difficulté ne lui permet pas d'adhérer pleinement aux Communautés. Par conséquent, il est inutile d'ouvrir de laborieuses négociations. Au contraire, pour les Cinq, la France n'a pas le droit d'obstruer l'ouverture des négociations puisque l'article ne s'applique

---

<sup>115</sup> Il sera de nouveau suivi par l'Irlande, la Norvège et le Danemark.

pas au processus.<sup>116</sup> Mais cela ne l'empêche pas, le 27 novembre 1967, d'user de son « veto de velours » bloquant ainsi toute possibilité d'ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne. À la suite de quelques échanges entre les parties, la seconde demande prend officiellement fin le 19 décembre 1967.

### **3.1.2 La mésentente cordiale**

Après la Seconde Guerre mondiale, mais surtout depuis le veto de 1963, les relations entre Paris et Londres sont difficiles. Il y a un climat de tensions, entre le Quai d'Orsay et le *Foreign Office*, lié aux difficultés fonctionnelles, aux mauvais rapports humains ainsi qu'aux procès d'intentions permanents contre le président de la République. La France dénonce constamment la mauvaise foi britannique jusqu'à son point culminant, l'Affaire Soames. Elle est créée par un faux pas d'un ambassadeur britannique qui divulgue aux Cinq une discussion qu'il a eue avec de Gaulle.<sup>117</sup> Le *Foreign Office* peine à pardonner au président français le fait que, pour lui, la relation franco-britannique est moins importante que celles avec ses partenaires européens, mais aussi ce que le Londres interprète comme une quête de grandeur par la France.<sup>118</sup>

Mais ce n'est pas seulement de Gaulle qui s'oppose à l'adhésion, puisque plusieurs cadres et fonctionnaires au Quai d'Orsay, et dans sa Direction aux affaires économiques et financières, abondent dans ce sens et pour les mêmes raisons : Londres doit accepter le Traité en bloc, l'arrivée de la Grande-Bretagne changera la face de la Communauté, etc.<sup>119</sup> Ces fonctionnaires, qui ne sont pas nécessairement gaullistes mais qui défendent la même idée de la Petite Europe, mettent en place une équipe non seulement au Quai d'Orsay, mais également au ministère des Finances et à l'Élysée. Il faudra attendre l'arrivée de Pompidou pour que

---

<sup>116</sup> Françoise de La Serre, « De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes », *op. cit.*, p. 198-199.

<sup>117</sup> Laurence Badel, « Le Quai d'Orsay, la Grande-Bretagne et l'élargissement de la Communauté (1963-1969): Aspect fonctionnel et culturel », dans *Histoire de la construction européenne: cinquante ans après la déclaration Schumann*, Nantes, Ouest Éditions, 2001, p. 238-239.

<sup>118</sup> David Thomson, « President de Gaulle and the Mésentente Cordiale », *International Journal*, vol. 23, n° 2, 1 avril 1968, p. 215.

<sup>119</sup> Badel, « Le Quai d'Orsay, la Grande-Bretagne et l'élargissement de la Communauté », p. 247-248.

l'Élysée redéfinisse le problème de l'élargissement.<sup>120</sup> Ce froid diplomatique entre les deux pays, ajouté à une équipe de fonctionnaires hostiles à l'adhésion britannique, créer une situation difficile où le premier ministre britannique discute avec une France qui fait la sourde oreille. Cette situation aura un effet néfaste sur les négociations, qui seront écourtées par le veto de Paris.

## 3.2 Une France en opposition, aux négociations

Le premier thème à l'étude est l'opposition de la France à cette seconde demande d'adhésion et à l'ouverture des négociations.

### 3.2.1 Le point de vue du gouvernement

Il a été démontré que l'opposition de la France à l'adhésion britannique a commencé bien avant la seconde demande d'admission. Toutefois, l'argumentaire a évolué depuis. Des arguments différents font surface puisque de nouvelles réalités s'imposent à la Grande-Bretagne, désormais dans une situation économique et financière précaire.

Il est déjà question des mêmes arguments qu'autrefois dans le conseil des ministres du 1<sup>er</sup> février 1967, où de Gaulle croit que la Grande-Bretagne demande son adhésion pour façonner le Marché commun à son image. Bien que les Anglais reconnaissent le problème de la question agricole, ils ne reconnaissent pas celui de la livre sterling. Pour de Gaulle, il n'est pas question de s'enliser de nouveau dans de longues négociations. Londres doit comprendre « qu'il n'y a pas de solution facile, et que l'entrée pure et simple n'est ni pure ni simple ». <sup>121</sup> Ainsi, encore une fois, Paris ne veut pas détruire ce qui a été si difficile à construire avec ses partenaires. Il faut consolider le Marché commun avant de l'élargir, puisque Paris craint que les Anglais ne soient pas prêts à assumer les obligations de la Communauté et doivent se

---

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 254-255.

<sup>121</sup> Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome III: Tout le monde a besoin d'une France qui marche*, Paris, Éditions de Fallois / Fayard, 2000, p. 266-267.

concentrer à rétablir leur balance des paiements avant tout.<sup>122</sup> De Gaulle confirme son idée dans le conseil du 3 mai 1967, au lendemain de la demande d'adhésion officielle, que la Grande-Bretagne n'est toujours pas prête à faire les concessions nécessaires. Que ce soit économiquement, pour l'agriculture ou la livre sterling, ou politiquement, avec sa relation avec Washington, la Grande-Bretagne n'est pas arrivée à l'Europe. Et donc, « en l'attendant, le bon sens est l'association, quelque nom qu'on lui donne. Nous n'avons pas à renoncer du jour au lendemain à ce que nous avons bâti avec nos cinq partenaires, si laborieusement ».<sup>123</sup>

Ses thèses sur l'adhésion resteront ainsi jusqu'à la fin de la seconde demande. Encore une fois, le gouvernement ne s'en cache pas lorsqu'il en discute avec l'ambassadeur anglais, M. Reilly, le 5 octobre 1967. La France n'est pas hostile à l'adhésion, mais, « actuellement, si la Grande-Bretagne, telle qu'elle est, entrait dans le Marché commun, tel qu'il est, elle le détruirait ». C'est d'ailleurs l'avis de la Commission des Communautés européennes.<sup>124</sup> Ainsi, encore une fois, les arguments présentés par la France pour justifier son opposition à l'adhésion sont à la fois économiques et politiques. Il s'agit de la question agricole; des problèmes économiques britanniques; de la situation de la livre sterling; des divergences de vues entre la Grande-Bretagne et les Six dans le Kennedy Round; du rôle de prédominance en Europe; de l'altération de la Communauté créée par l'élargissement; et des relations avec Washington qui se compliqueront.<sup>125</sup> Donc, en grande partie les mêmes arguments que la demande précédente.

### **3.2.2 L'ouverture des négociations**

Les éditoriaux sur le dépôt de la demande officielle se font rares et ne touchent que superficiellement au sujet, expliquant ce que cela implique sur le plan des procédures. Par contre, de Gaulle donne une conférence de presse dans les jours suivant ce dépôt et elle crée de vives réactions dans la communauté journalistique. Bien que de Gaulle affirme qu'il

---

<sup>122</sup> Françoise de La Serre, « La France et l'élargissement des Communautés européennes : la candidature britannique », *op. cit.*, p. 753-755.

<sup>123</sup> Peyrefitte, *C'était de Gaulle. Tome III*, p. 269-270.

<sup>124</sup> Ministère des Affaires étrangères - Commission des archives diplomatiques, *Documents Diplomatiques Français: 1967. Tome II*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2008, vol. 2/2, p. 438.

<sup>125</sup> Yves-Henri Nouailhat, « De Gaulle, la Grande-Bretagne et la construction européenne (1958-1969) », *op. cit.*, p. 51-52.

n'applique pas de veto à cette demande, les journalistes le trouvent pessimiste et une série d'articles sur la volonté d'une ouverture des négociations s'ensuit.

Roger Massip du *Figaro* est le premier à s'interroger sur les intentions réelles du gouvernement. Il rappelle l'importance qu'a cette conférence pour l'adhésion britannique, mais rapidement, le discours du président donne l'impression que la Grande-Bretagne s'engage dans une aventure vouée à l'échec. Les difficultés à surmonter sont si grandes, qu'elle sera obligée d'exiger des sacrifices intolérables aux Six. « Faut-il en conclure que le général de Gaulle a dit une fois encore non et que la seule différence entre la conférence du 14 janvier 1963 et de celle d'avant-hier est que celle-ci prétend torpiller la demande britannique avant même que la négociation ait commencé ? » Massip veut l'ouverture de ces négociations, qui sont essentielles pour éclaircir la situation sur la capacité de la Grande-Bretagne à rejoindre l'Europe.<sup>126</sup> Un éditorial du *Monde* abonde dans le même sens. Pour Hubert Beuve-Méry, le Général met deux fers au feu : soit Wilson trouve qu'il y a trop de préalables et recule, ou alors il entre dans le Marché commun, mais aux conditions françaises. De Gaulle croit que Londres n'a guère renié ses liens avec le Commonwealth et Washington, mais, comme le rappelle l'auteur, on ne peut le savoir sans les négociations. Malheureusement, cette forte mise en garde initiale du président ne facilite pas les choses et rend les négociations plus ardues.<sup>127</sup>

Leur collègue du *Populaire* va dans le même créneau, à la suite de la grève du 17 mai et de la conférence de presse. Pour Fuzier, le constat est accablant : « parlant au nom de la France, il ignorait la France », puisque le gouvernement donne ses témoignages d'autosatisfaction alors que la population française manifeste dans la rue. Non seulement il y a ce déni de la réalité, mais le Général a de nouveau hypocritement refusé la Grande-Bretagne « en montrant un état d'esprit profondément défavorable à la demande britannique et parfaitement négatif ». L'auteur s'offusque de ses actions égoïstes qui n'aident en rien l'aboutissement du problème anglais.<sup>128</sup> Un article de Pierre Drouin, dans *Le Monde* du début de l'automne, demande également l'ouverture des négociations à l'Élysée. Il fait suite à un

---

<sup>126</sup> Roger Massip, « Pas de veto... mais », *Le Figaro*, 18 mai 1967, p.1 et 7.

<sup>127</sup> Hubert Beuve-Méry, « Y voir clair », *Le Monde*, 19 mai 1967, p.1.

<sup>128</sup> Claude Fuzier, « Le de Gaulle du 16 mai et la France du 17 mai », *Le Populaire*, 18-19 mai 1967, p.1.

document de la Commission de la CEE, qui souhaite l'ouverture des négociations avec Londres « dans les formes les plus appropriées ». Ce document, qui est prudent dans son approche, démontre bien que la Commission ne veut pas laisser entrer Londres à tout prix dans le Marché commun, mais plutôt voir si une solution peut être trouvée afin de garder la cohésion dans la CEE. Drouin souhaite lui aussi que de Gaulle ne mette pas de veto, qui au final, pourrait détruire cette même Communauté qu'il essaie de préserver dans la pureté du Traité du Rome.<sup>129</sup>

Il y a unanimité sur ce sujet, les journaux à l'étude s'opposent à la politique gouvernementale qui ruine ouvertement et intentionnellement les chances d'adhésion de la Grande-Bretagne. Pour eux, il faut ouvrir les négociations afin de voir si réellement Londres peut rejoindre le Marché commun, bien que la conférence de presse du Général vienne gêner cette possibilité. Ils craignent un retour de la politique de janvier 1963 qui a sérieusement heurté la Communauté. À la suite du veto, la Communauté a connu plusieurs crises, causées en partie par la politique française, et la dernière a pris fin en 1966. La politique unilatérale et négative du gouvernement français peut mener les Six à une nouvelle crise susceptible, cette fois-ci, de lui être fatale. Les journaux demandent, au contraire, une politique d'ouverture et de conciliation de son gouvernement et l'ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne, comme le demandent ses partenaires. Il n'est toutefois pas question d'accepter l'adhésion anglaise pour leur faire plaisir. Ils demandent simplement des négociations afin que les Six et la Grande-Bretagne puissent vérifier si l'adhésion est possible, et si les Anglais sont prêts à accepter les conditions imposées par les Six. Les problèmes monétaires de la Grande-Bretagne la forceront probablement à décliner les conditions de la Communauté. Le but recherché est de renforcer la cohésion entre les Six et d'éviter une nouvelle crise, que causerait une politique unilatérale française.

---

<sup>129</sup> Pierre Drouin, « La commission de Bruxelles souhaite l'ouverture de négociations avec Londres "dans les formes les plus appropriées" », *Le Monde*, 1-2 octobre 1967, p.1 et 16.

### 3.2.3 La participation de collaborateurs

Certains auteurs invités seront également publiés dans les journaux, afin de créer un environnement propice aux débats. C'est le cas du *Figaro* du 20-21 mai 1967, qui a publié deux articles aux opinions contraires sur la conférence de presse. Nous retrouvons tout d'abord Jacques Vendroux, le beau-frère du Général et un gaulliste convaincu, qui affirme que le problème est posé à l'envers. Ce n'est pas de Gaulle qui refuse la Grande-Bretagne, mais bien celle-ci qui rejette les conditions d'admission. Le Général ne fait que réaliser l'inutilité de la négociation avec un pays qui doit opérer des mutations indispensables à son adhésion.<sup>130</sup> À l'opposé, nous retrouvons Pierre Uri, un atlantiste et fervent européen, qui qualifie la politique gaulliste de repli sur soi et dénonce du même coup ses contradictions. Comment peut-il reprocher à la Grande-Bretagne de vouloir transformer le Marché commun en zone de libre-échange alors que la reléguer à une association, comme le souhaite de Gaulle, mène justement à cette chose qu'il répudie ? Et comment l'Europe peut-elle être l'égale des Américains, si la Grande-Bretagne peut faire peser son poids d'un côté comme de l'autre ? En somme, l'argumentaire gaulliste ne tient pas la route.<sup>131</sup>

Alfred Grosser, dans *Le Monde*, fait paraître un article sur les contradictions des arguments gaullistes à l'adhésion britannique. Pour lui, le discours gaulliste est fortement contradictoire puisque dans les faits, par exemple, la Sicile est davantage éloignée du centre communautaire que Londres ne peut l'être. Aussi, la réalité allemande est problématique. Bonn et Francfort feraient partie d'un tout homogène qui comporterait Bordeaux et Liège, mais pas Leipzig ou Berlin ? Et pourquoi critiquer le lien entre Londres et Washington alors que les Cinq sont eux-mêmes fortement atlantistes ? Les pays de la Communauté ne sont donc pas aussi similaires que le Général aimerait le faire croire, d'autant plus qu'ils ne s'entendent pas sur l'avenir de cette même Communauté, que ce soit pour son élargissement ou son indépendance. Par contre, Grosser croit lui aussi que la Grande-Bretagne a du chemin à faire avant de pouvoir intégrer la CEE, mais c'est avec les négociations qu'elle peut prouver sa bonne volonté. Pour avoir ces dites négociations, c'est Paris qui doit faire preuve de bonne volonté. Par contre, l'auteur n'y croit pas et il conclut : « si, plus tard, nous avons à déplorer

---

<sup>130</sup> Jacques Vendroux, « Ne posons pas le problème à l'envers », *Le Figaro*, 20-21 mai 1967, p.16.

<sup>131</sup> Pierre Uri, « Le nouvel hexagone », *Le Figaro*, 20-21 mai 1967, p.16



que l'Angleterre soit demeurée hors d'Europe, il nous faudra incriminer l'indifférence de mai 1967 ». <sup>132</sup>

Cette politique d'opposition aux Anglo-Saxons sera également dénoncée par un journaliste au pseudonyme de Sirius, nul autre que le fondateur et directeur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry. À ses yeux, il est contradictoire de reprocher aux Anglais qu'ils ne soient pas assez ancrés au continent, alors que refuser d'ouvrir les négociations pour en parler ne fera que les éloigner de plus belle. Il en profite pour critiquer le style qu'utilise le Général. « “Pour tout le temps qu'il est, seul, le mandataire du peuple français tout entier”, le général de Gaulle continuera d'interpréter, bien ou mal, mais trop souvent au gré de son machiavélique génie et de son insatiable volonté de puissance, “l'intérêt supérieur et permanent de la nation”. Jusqu'où ? » Il est clair qu'il n'approuve pas la politique de l'élargissement du gouvernement français, ni son style fracassant. <sup>133</sup>

Il est intéressant de voir que les analyses des collaborateurs portent essentiellement sur les contradictions de la politique gouvernementale. Ils accusent de Gaulle de mentir afin de favoriser sa vision de l'Europe. C'est d'ailleurs la politique qu'a utilisée le gouvernement lors de la dernière demande, et il est donc normal que les journalistes s'en méfient. Comme en 1962, de Gaulle affirme qu'il ne s'oppose pas à l'entrée de la Grande-Bretagne, mais que celle-ci doit faire les efforts pour venir à l'Europe. Il utilise aussi le respect scrupuleux du Traité de Rome afin de tenir Londres à l'écart, comme il l'avait fait lors de la première demande. Les collaborateurs ne veulent plus d'hypocrisie et de double jeu à l'Élysée, puisque c'est la cause des tensions entre les partenaires européens. Le refus du gouvernement d'ouvrir les négociations alors qu'il affirme ne pas s'opposer à l'adhésion de la Grande-Bretagne est une de ces hypocrisies.

Que ce soit pour l'ouverture des négociations ou la politique d'élargissement de la France, les journaux étudiés et leurs éditorialistes s'opposent en bloc à la conduite de leur gouvernement. De Gaulle, en refusant l'ouverture des négociations, bloque le processus

---

<sup>132</sup> Alfred Grosser, « L'Angleterre hors d'Europe ? », *Le Monde*, 28-29 mai 1967, p.1 et 10.

<sup>133</sup> Sirius, « Jusqu'où ? », *Le Monde*, 29 novembre 1967, p.1.

d'élargissement malgré ce que peut en penser la population ou ses partenaires européens. Il s'agit d'une mauvaise volonté qui va à l'encontre des intérêts réels de l'Europe. Ils souhaitent tous que de Gaulle change sa politique à propos du problème anglais.

### 3.3 La France dans une Europe indépendante

Un second thème très répandu dans les journaux de 1967 est celui de la Guerre froide, et conséquemment les relations entre l'Europe et le monde atlantique. La position française est la même que celle de la première demande, c'est-à-dire l'« Europe européenne » alliée, mais indépendante, des États-Unis.

#### 3.3.1 Le plan gaulliste

L'opposition de la France à l'adhésion britannique vient d'arguments économiques, tels les problèmes financiers de Londres, mais également de raisons politiques. Paris reproche, entre autres, à Londres d'avoir des liens trop étroits avec Washington, en particulier sur les questions de défense, les difficultés monétaires et les problèmes nucléaires. Les Anglais n'auraient jamais accepté les plans français du retrait de l'OTAN, de la dissuasion nationale ainsi que du bris des liens entre la livre sterling et le dollar.<sup>134</sup> Ainsi, en refusant l'accès à la Communauté aux Britanniques, de Gaulle protège son idée d'« Europe européenne » des attaques des Anglo-Saxons. Il défend également le *leadership* de la France en Europe et son rôle particulier de contrepoids à la République fédérale d'Allemagne, toutes les deux menacées si la Grande-Bretagne est admise. Une des raisons expliquant le point de vue favorable des petits pays de la Communauté à l'adhésion britannique est justement qu'ils veulent un contrepoids à la France gaulliste, même si Londres s'oppose au supranationalisme que souhaitent ces pays.<sup>135</sup>

---

<sup>134</sup> John W. Young, *Britain and European unity, 1945-1999*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>135</sup> Gérard Bossuat, « De Gaulle et la seconde candidature britannique aux Communautés européennes (1966-1969) », dans *Crises and Compromises: the European Project 1936-1967*, Baden-Baden / Bruxelles, Nomos Verlag / Bruylant, 2001, p. 526-528.

Cependant, les autres courants politiques français n'approuvent pas nécessairement le point de vue gaulliste. Par exemple, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste s'est déjà affirmée en faveur de l'adhésion britannique en juillet 1966, tant qu'elle n'entraîne pas un recul de l'affermissement des politiques communes. Certains socialistes sont favorables à l'apport démocratique que les Anglais peuvent fournir à l'Europe et qui ne nuirait pas à son union politique. D'autres, tel Mitterrand, craignent que Londres resserre ses liens avec Washington si elle se fait refuser l'entrée à la Communauté une fois encore, alors qu'elle peut lui donner une aide non négligeable pour son indépendance. Par conséquent, l'Europe ne peut être indépendante des Américains sans la Grande-Bretagne, ce qui est diamétralement opposé à la vision gaulliste.<sup>136</sup> Quant aux communistes, la situation est plus compliquée. Ils s'opposent systématiquement aux décisions gouvernementales françaises, mais, tout comme de Gaulle, ils se prononcent contre l'élargissement de la Communauté vers la Grande-Bretagne puisqu'elle est le cheval de Troie des Américains. Une fois élargie à Londres, l'Europe ne serait plus indépendante, pacifique ou avancée sur le plan du socialisme. Ils critiquent en même temps la CEE de ne pas être suffisamment ouverte à la coopération avec les pays socialistes européens et d'être plutôt un groupe économique fermé qui ne sert que l'intérêt des trusts et non celui des travailleurs.<sup>137</sup>

### **3.3.2 Le Figaro et Le Monde à la défense de Londres**

Les vues gaullistes s'éloignent également de celles des éditorialistes du *Figaro* et du *Monde*. Ils souhaitent effectivement voir la Grande-Bretagne rejoindre l'Europe, bien qu'aux conditions de la Communauté. C'est le cas de Pierre Drouin, dans *Le Monde*, qui s'interroge sur la pertinence des arguments français. Pour lui, le dossier monétaire est le meilleur que la France puisse avoir pour bloquer l'accès à la Grande-Bretagne au Marché commun. Outre celui-ci, le reste de l'argumentaire français est discutable. Aussi, à ses yeux l'adhésion ne brisera pas la cohésion si l'on renforce en même temps les institutions. Si elle amène un nouveau *Kennedy Round*, l'Europe se trouvera confortée par la présence de Londres. Paris

---

<sup>136</sup> Marie-Elisabeth de Bussy, « Les partis politiques et les Communautés européennes sous la cinquième République », *op. cit.*, p. 135-137.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 156-157.

craint également de perdre son rôle prédominant en Europe en cas d'une adhésion. Cependant, le combat n'est pas pour le *leadership* de la Communauté, mais bien pour contrebalancer l'hégémonie américaine en Europe, où l'aide de Londres est requise. Pour Drouin, il faut donc accepter la Grande-Bretagne plutôt que la repousser, afin de la convertir réellement à l'Europe.<sup>138</sup> Dans son article sur la livre et le Marché commun, son collègue Pierre Uri explique les bienfaits que pourrait avoir l'adhésion pour l'Europe monétaire. D'ailleurs, l'incertitude sur la demande d'adhésion britannique accroît la méfiance envers la livre sterling et il y a donc urgence d'agir afin d'éviter une crise majeure. Il en profite pour critiquer la politique monétaire gaulliste, qui est dangereuse pour la stabilité internationale.

Le général de Gaulle entend-il pousser plus loin sa stratégie anti-anglo-saxonne en affaiblissant à son tour le dollar, que ce soit pour atteindre le prestige de l'Amérique ou pour s'attacher à forcer une réévaluation de l'or ? Nous serions tous emportés dans la tourmente. Va-t-on laisser passer l'occasion de renforcer à la fois la cohésion de l'Europe et des chances d'expansions dans le monde ?

Pour lui, la marche à suivre est simple : la Grande-Bretagne doit rejoindre l'Europe pour la renforcer.<sup>139</sup>

D'autres prêchent que la Grande-Bretagne a fait la transformation politique nécessaire à son ascension vers l'Europe. C'est le cas de Roger Massip au *Figaro* qui, à la suite de l'entretien entre les journalistes et les responsables de la demande britannique, se dit convaincu de la sincérité de la volonté qui anime le gouvernement anglais. Il a exprimé sa volonté de devenir membre à part entière avec force et conviction. Il en ressort également, comme seconde conclusion, que Londres est maintenant apôtre de l'indépendance de l'Europe par rapport à la colonisation économique américaine du continent. D'ailleurs, un moyen efficace de contrer cette colonisation serait justement l'apport technologique que Londres peut fournir à la Communauté. L'auteur reconnaît qu'il y a des difficultés liées à l'adhésion, mais aucune n'est insurmontable. Cependant, il faut ouvrir les négociations pour y voir plus clair.

---

<sup>138</sup> Pierre Drouin, « Les Anglais et les Six ont-ils un “facteur rhésus” différent ? », *Le Monde*, 18 novembre 1967, p.1 et 20.

<sup>139</sup> Pierre Uri, « Point de vue : La Livre et le Marché commun », *Le Monde*, 25 novembre 1967, p.20.

Les Européens accusent la France de faire preuve de mauvaise volonté et Massip ne peut que leur donner raison au vu des contradictions inhérentes de Paris. Mais pour lui, il est clair que l'égalité entre l'Europe et les États-Unis n'est possible qu'avec l'apport de l'industrie de pointe et les institutions financières anglaises.<sup>140</sup>

Son confrère Jean Lecerf aborde le sujet dans une autre optique. Tout comme Massip, il croit que la Grande-Bretagne a connu une transformation profonde et qu'elle souhaite réellement rejoindre l'Europe. Certes, Paris croit qu'une adhésion n'est pas nécessaire et qu'une association suffit à unir technologiquement les pays, surtout que Londres n'est pas prête à reléguer au second rang ses intérêts séculaires que sont le Commonwealth et l'amitié américaine. Pourtant, aux yeux de l'auteur, une Europe agrandie apporterait une contribution à la paix supérieure à celle que les Six peuvent offrir. Cela l'amène à conclure que « la candidature anglaise soulève des difficultés réelles, mais certaines risquent d'être grossies à plaisir. Puissent les ministres ne pas oublier la valeur qu'une grande Europe peut avoir pour la paix ». Il appelle donc les ministres des Affaires étrangères des Six à ouvrir les négociations.<sup>141</sup>

Les journalistes s'opposent ainsi unanimement à la politique gouvernementale, car ils croient à la transformation européenne de la Grande-Bretagne. En effet, la Communauté sortirait renforcée d'un élargissement vers Londres, car une Europe des Dix aurait un plus grand impact dans les relations Est-Ouest et pourrait mieux défendre ses intérêts. C'est le cas pour leur résistance à l'hégémonie américaine où l'apport technologique et économique de Londres leur serait bénéfique. Paris cherche, au contraire, à tenir la Grande-Bretagne en dehors de l'Europe. La France ne veut pas perdre son rôle prédominant en Europe et accuse Londres d'être à la solde de Washington.

---

<sup>140</sup> Roger Massip, « Le "oui" de l'Angleterre à l'Europe doit être sans équivoque », *Le Figaro*, 14-15 octobre 1967, p.1 et 5.

<sup>141</sup> Jean Lecerf, « Les ministres des Six doivent dire s'ils sont prêts à négocier avec Londres », *Le Figaro*, 23 novembre 1967, p.3.

### 3.3.3 Une gauche moins unanime

Au *Populaire*, nous arrivons également au constat que la Grande-Bretagne doit rejoindre le Marché commun. Michel Garnier-Thenon en fera part dans son article, où il explique que les cinq partenaires sont favorables à l'adhésion. « Seule la France multiplie les objections qui deviennent de purs artifices de procédure dissimulant sa mauvaise volonté évidente dont on connaît trop bien l'inspiration et l'inspirateur. » Pour lui, les avantages d'une adhésion sont grands, puisque Londres a une forte tradition démocratique et syndicale. Elle permettrait aussi un front européen uni face aux Américains, mais le gaullisme se base sur le concept de la France de Napoléon. « L'erreur persistante et maligne du gaullisme consiste en effet en cela et on y retrouve les effets dans une attitude vis-à-vis de la Grande-Bretagne plus inspirée des mythes du passé que du réalisme du présent. » Il est évident que pour lui, la France doit réorienter sa politique d'élargissement sur les besoins du moment, qui demande l'adhésion britannique.<sup>142</sup> Un confrère socialiste ayant été maintes fois ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, rédigera un article révélateur. Pour lui, il est tout à fait contradictoire pour « la politique personnelle du général de Gaulle » d'affirmer d'un côté une nécessité d'indépendance nationale envers les Américains alors que de l'autre il s'oppose à la construction d'une Europe unie qui le permettrait. Sans l'appui de Londres, l'Europe ne peut faire face aux blocs. « À moins de vouloir systématiquement l'isolement national – et le Chef de l'État n'ose pas avouer cette intention –, il devrait apparaître évident au Pouvoir que l'indépendance française serait mieux sauvegardée dans un ensemble européen... » La France ne peut résister seule aux attaques économiques de Washington et politiques de Moscou.<sup>143</sup>

La réalité est tout autre à *L'Humanité*, qui s'oppose à la fois à l'adhésion britannique, à la politique gaulliste et au Marché commun tel qu'il est à l'époque. Yves Moreau écrit un premier article dans lequel il explique les difficultés techniques liées à l'adhésion, et où il met l'accent sur la disproportion des avantages économiques. Londres, qui est fortement lié aux Américains par des prêts bancaires et un discours similaire, a beaucoup plus à gagner que les

---

<sup>142</sup> Michel Garnier-Thenon, « Le dossier de la Grande-Bretagne est celui de l'Europe de demain », *Le Populaire*, 17-18 octobre 1967, p.4.

<sup>143</sup> Christian Pineau, « Le refus impossible », *Le Populaire*, 19-20 octobre 1967, p.1-2.

Six dans cette adhésion. D'ailleurs, elle ne la transformera qu'en Europe des Sept ou des Dix. La vraie Europe géographique restera ignorée, puisque la CEE se limite aux monopoles capitalistes, ce qui entrave les rapports économiques Est-Ouest. « Alors que, dans l'intérêt de la détente internationale et dans l'intérêt des peuples, il faudrait faire prévaloir une coopération effective entre tous les États européens – y compris la Grande-Bretagne – indépendamment de leur régime économique et social. »<sup>144</sup> Le problème n'est donc pas Londres, mais le système communautaire actuel. Il revient sur le sujet à la suite de la conférence de presse du Général qui, pour lui, démontre bien les contradictions du monde capitaliste très peu soudé. Il est peu contestable que l'adhésion britannique amène un lot de problèmes économiques et politiques, mais il s'oppose à la vision gaullienne où de Gaulle est le « Charlemagne de la petite Europe ». D'ailleurs, la France a un discours fortement contradictoire, puisqu'elle dénonce la relation entre Londres et Washington alors qu'elle reste muette sur celle entre Bonn et Washington, qui est, pour Moreau, beaucoup plus alarmante. Mais il s'oppose tout de même à l'adhésion, puisqu'avec « l'Angleterre dans le Marché Commun, ce serait toujours la division de l'Europe entre l'Est et l'Ouest ». La seule solution conforme à l'intérêt national de la France est la coopération entre tous les États européens sans discrimination.<sup>145</sup>

Les journaux de gauche défendent une idée de l'Europe qui, bien qu'elle diffère entre *L'Humanité* et *Le Populaire*, ne concorde pas avec la vision gaulliste. En effet, bien qu'ils ne réclament pas la même marche à suivre, les deux journaux demandent à l'Élysée de changer de cap. L'un souhaite une ouverture des portes de la Communauté à Londres, alors que l'autre préfère que la Communauté accepte tous les pays européens sans discrimination pour les pays de l'Est.

Pour conclure sur ce thème, l'opposition de la presse à la politique gaulliste est unanime. Que ce soit pour l'opposition de la France à l'ouverture des négociations ou de son plan pour l'Europe dans ce monde bipolaire, les journalistes s'y opposent catégoriquement. Ils souhaitent soit une adhésion saine de la Grande-Bretagne, donc à la suite d'une période de

---

<sup>144</sup> Yves Moreau, « La candidature britannique », *L'Humanité*, 4 mai 1967, p.3.

<sup>145</sup> Yves Moreau, « Et l'Europe de la géographie ? », *L'Humanité*, 18 mai 1967, p.3.

négociations qui mènera à une légère transformation anglaise, soit un refus de celle-ci dans le cadre d'une petite Europe discriminatoire aux autres pays européens.

### 3.4 Politique personnelle de la France

À la suite du veto officiel français, du 27 novembre 1967, et de la fin de la demande, le 19 décembre de la même année, la déception et la frustration des journalistes sont palpables. Cette tournure des événements, mais surtout la politique menée par le Général, vont à l'encontre des intérêts et de la volonté de la population française. Ils qualifieront souvent la politique de la France de "politique personnelle", puisqu'elle vise plus les intérêts personnels du général de Gaulle que ceux de la France. Presque tous les journaux publieront des articles, dans les derniers moments de cette demande, qui expriment leur profond mécontentement. Seul *L'Humanité* n'en publiera pas, puisqu'il a peu commenté cette seconde demande en général, Moreau étant occupé par les problèmes de la livre, du Moyen-Orient et de Chypre.<sup>146</sup>

#### 3.4.1 Le Monde

D'emblée, la conférence de presse du Général provoque de vives réactions dans *Le Monde*, comme celle d'Alfred Grosser. « Jamais peut-être tout n'avait été aussi clair, aussi net, qu'au lendemain de cette conférence de presse. Un seul but est donné à la politique extérieure : la France et son rang, la France et son prestige, fût-il celui d'un adversaire, la France et son rôle, fût-il destructeur. Tout le reste est secondaire. » Il reproche à Paris de critiquer l'Angleterre d'avoir mis du temps à se convertir à l'Europe, alors que de Gaulle vient tout juste de le faire. Il en va de même pour l'argument français selon lequel la Grande-Bretagne veut rejoindre l'Europe pour se servir d'elle, puisque l'Europe est instrumentale à la France qui l'utilise à son avantage. D'ailleurs, le Général agit comme si l'Europe était la France, quitte à froisser ses partenaires. Ses buts prédominent sur les risques qu'ils peuvent engendrer, tel l'isolement de la France en Europe. Grosser comprend que le peuple français apprécie de Gaulle puisqu'il est un politicien fort avec un « Grand Dessein » pour la France,

---

<sup>146</sup> *L'Humanité*, octobre-novembre-décembre 1967.



mais il se demande du coup si les Français acceptent réellement tout ce que sous-entend la politique gaulliste.<sup>147</sup>

Pierre Drouin le relance quelques jours plus tard. Bien que de Gaulle ait de nouveau interrompu la partie, Drouin ne croit pas qu'une crise, semblable à ce qu'avait provoqué le veto de 1963, aura lieu. Les Cinq ne prendront pas le risque de dissoudre la Communauté pour de Gaulle, mais « il n'y avait pas de manière plus diabolique de désarmer les opposants. On s'étonnera toujours de la manière d'agir d'un homme qui veut pourtant "resserrer les liens et les règles de la Communauté", mais les faits sont là. » Comme voie alternative, la France propose l'association à Londres, qui n'en veut pas. Heureusement, d'autres possibilités existent, notamment pour les questions technologiques et scientifiques. « Tous ces facteurs devraient jouer pour que les Six, lors de leur réunion du 18 décembre, regardent sérieusement derrière les "pots cassés", une fois de plus, par le général de Gaulle. Il n'y a peut-être pas que des débris... » Il espère ainsi, au moins, un prix de consolation qui unira l'Europe et la Grande-Bretagne dans une entente quelconque.<sup>148</sup> Ces deux journalistes rejettent la politique française puisqu'elle ne représente que les intérêts de de Gaulle. L'avenir de la Communauté n'est pertinent que s'il a un impact sur celui de la France. Cette décision du gouvernement va à l'encontre de la préférence du journal pour l'Europe et présente un danger sérieux pour les relations entre partenaires de la Communauté.

La déception est également perceptible dans la colonne « Libres opinions », où des collaborateurs partagent leur point de vue. C'est le cas d'Étienne Hirsch, ancien président de la Commission de l'Euratom, qui trouve dangereuse la politique du Général de recourir au chantage. Pour lui, les Cinq pourraient décider de remplacer la France par l'Angleterre, surtout si son économie commence à stagner. La sagesse doit s'opposer à la menace et la Commission de la Communauté devrait, selon lui, être mandatée pour discuter avec la Grande-Bretagne. Il conclut son article sur un message fort :

---

<sup>147</sup> Alfred Grosser, « Un seul but », *Le Monde*, 1er décembre 1967, p.1 et 6.

<sup>148</sup> Pierre Drouin, « Derrière les pots cassés... », *Le Monde*, 5 décembre 1967, p.1 et 26.

Une telle attitude, modérée, mais ferme, apporterait un soutien de poids à la majorité des Français qui veulent que s'ouvrent les portes de la Communauté européenne à cette Angleterre qui, pendant une année cruciale, a été seule à tenir tête à la ruée du nazisme, et dont les fameuses, et lourdes, balances sterling sont les séquelles de son héroïque effort de guerre.<sup>149</sup>

Le gouvernement français refuse donc à l'allié anglais le soutien du peuple français. Pierre Uri défend également la cause britannique dans son article sur la crise monétaire. Il se demande si le gouvernement mesure la conséquence de ses actes. Refuser catégoriquement la Grande-Bretagne ne fait qu'aggraver les troubles financiers, puisque cela accentue la crise de confiance. Et tout ça, lorsque l'économie française est l'une des plus vulnérables. Par intérêt et par devoir, la Communauté se doit conséquemment d'aider la Grande-Bretagne dans les troubles financiers qui l'affligent. Cela aurait été plus facile dans une période de transition suite à son adhésion, mais maintenant il est dans l'intérêt de la France qu'il y ait une action coordonnée.<sup>150</sup> Ces hommes profitent de la plateforme que leur offre le journal pour s'opposer à la politique gaulliste, laquelle tourne le dos à un allié cher de la France qui vit des moments difficiles. Il est normal que Paris fasse le nécessaire pour aider les Anglais, comme ceux-ci l'ont fait lors de la dernière guerre, surtout que la politique en vigueur met l'économie de la France en danger en accentuant une crise monétaire européenne.

Cependant, la déception n'est pas seulement dirigée vers la politique française. Dans un article d'opinion, le président du Centre d'études et d'actions européennes Hervé Lavenir se dit fortement déçu, mais de l'Europe. Les Cinq sont hypocrites d'en vouloir à de Gaulle de refuser la Grande-Bretagne dans le Marché commun, alors qu'ils le font eux-mêmes pour l'Autriche ou l'Espagne, tout aussi européennes que Londres. Il n'est pas en accord avec le style fracassant, mais il défend le Général qui, « courageusement, sait prendre, lorsqu'il le faut, des décisions pénibles et impopulaires ».<sup>151</sup>

---

<sup>149</sup> Etienne Hirsch, « Libres opinions : L'Angleterre et la force de dissuasion du général », *Le Monde*, 12 décembre 1967, p.24.

<sup>150</sup> Pierre Uri, « Libres opinions : Prévenir la Crise », *Le Monde*, 30 décembre 1967, p.20.

<sup>151</sup> Hervé Lavenir, « Libres opinions : L'Europe de la mauvaise foi », *Le Monde*, 19 décembre 1967, p.19.

### 3.4.2 Le Figaro

Au *Figaro*, c'est sous la plume de Roger Massip que la déception se fait sentir. Au lendemain du veto, il n'est pas surpris puisque cela semblait évident pour lui que de Gaulle s'opposerait aux négociations. Certains des arguments apportés par la France, tel le refus anglais de 1958, ne sont pas sérieux. Au contraire, ceux sur les difficultés économiques de l'Angleterre sont réels, bien que surmontables. Cependant, le Général a omis de parler de l'apport que pourrait fournir Londres à la Communauté en la rejoignant. Dans les affirmations arbitraires du gouvernement français, Massip voit une menace claire : la France est prête à abolir la Communauté afin que les partenaires n'insistent pas.<sup>152</sup>

Il continue, le jour de la dernière session du conseil des ministres sur l'adhésion, avec un article qui s'oppose au refus de la France d'ouvrir les négociations. Selon toute logique, le vote du conseil est primordial pour établir une ligne à Six pour les conditions d'admission, car il est inconcevable pour lui de ne pas entendre les représentants du pays qui souhaite s'associer à eux. L'adhésion implique des difficultés, les Cinq et la Commission ne le nient pas, mais cela n'empêche pas d'en discuter pour les cerner.

Il est bien possible que les Britanniques se montrent peu compréhensifs au cours de la négociation, peut-être même déraisonnables. Il est bien possible aussi qu'ils veuillent revendiquer pour leur pays une position particulière au sein de la Communauté. En ce cas, la France ne serait pas seule à refuser de les suivre dans cette voie. Mais ce n'est qu'en négociant que l'on saura à quoi s'en tenir. Il n'est pas normal qu'un des États estime pouvoir à la fois poser les questions et donner les réponses.

Le refus français fait naître des soupçons sur les intentions réelles de la France, et le veto s'expliquerait par la probable peur du général de Gaulle que les négociations réussissent, puisqu'il s'oppose principalement à la Grande-Bretagne pour des raisons politiques. Selon Massip, les enjeux sont importants, car un autre échec porterait un dur coup à la solidarité des Six et au désir anglais de rejoindre la Communauté. Humiliée et découragée, la Grande-Bretagne n'aurait d'autres choix que se tourner vers Washington,

---

<sup>152</sup> Roger Massip, « Opposition persistante », *Le Figaro*, 28 novembre 1967, p.6.

ce qui créerait une avant-garde américaine à 30 kilomètres de Calais. Les discussions en cours représentent donc l'avenir de l'unification européenne.<sup>153</sup>

La déception se confirme à la suite de l'ajournement de la demande d'adhésion. Bien qu'aucune crise ne soit en vue, un malaise pèse sur la Communauté après ce refus de la France d'ouvrir les négociations. Le refus du Benelux et de l'Italie d'inscrire dans le communiqué final la continuation normale des activités de la Commission en est un symptôme. Pour Massip, il s'agit d'une triste journée pour l'Europe et le Marché commun, qui sera frappé de stagnation en plus de troubles dans ses relations extérieures. Il ne reste que peu de chose de la vieille solidarité des premières années.<sup>154</sup> Son opposition, tout au long de la demande, est alimentée par ce qu'il considère être l'hypocrisie et l'égoïsme du gouvernement. Paris refuse d'ouvrir les négociations pour des raisons politiques cachées, alors qu'il met de l'avant des arguments économiques peu convaincants pour barrer la route aux Britanniques. De plus, cette façon unilatérale d'agir n'est bonne que pour la France gaulliste, puisqu'elle froisse les partenaires européens. En effet, l'option que défend Paris ne prend pas en compte l'opinion de ses partenaires et d'une partie de la population française. Enfin l'ouverture des négociations n'oblige en rien la France et ne débouchera pas nécessairement sur une adhésion britannique.

### **3.4.3 Le Populaire**

L'opposition la plus forte vient du journal socialiste, qui déplore la politique gouvernementale puisqu'elle ne respecte pas les intérêts de la population. Jean-Pierre Peret, par exemple, se dit fortement déçu que de Gaulle ait refusé de nouveau, bien que cette fois-ci il a le mérite d'avoir été clair, alors que les parlementaires de l'UEO demandaient l'ouverture immédiate des négociations. Par défense de son nationalisme, le Général refuse non seulement l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais également l'ouverture des négociations. Pour Peret, la mystique autour du « Guide » n'est plus et la politique gaulliste est visible pour ce qu'elle est :

---

<sup>153</sup> Roger Massip, « Aujourd'hui Bruxelles », *Le Figaro*, 18 décembre 1967, p.1 et 12.

<sup>154</sup> Roger Massip, « Les Six constatent l'impossibilité d'ouvrir les négociations avec la Grande-Bretagne », *Le Figaro*, 20 décembre 1967, p.3.

une tentative de paralyser ou détruire pour la seule gloire du « Guide », qui prétend en vain parler au nom de la France.<sup>155</sup> Cette politique de fermeture est par conséquent celle du président et non celle du peuple français.

Son collègue Claude Fuzier est tout aussi déçu par la politique personnelle du Général. Il informe ses lecteurs que les socialistes pensent déposer une motion de censure en lien avec le refus à Bruxelles.

Car le gouvernement, une fois encore, s'est comporté comme s'il n'existait pas une Assemblée, élue en mars dernier par l'ensemble des Français et disposant constitutionnellement d'un droit de contrôle sur les actes de l'Exécutif. Invité mardi à faire au moins une déclaration sur les événements de Bruxelles, le gouvernement n'a même pas accepté de donner cette satisfaction aux élus de la nation.

Pour Fuzier, la préférence du Général pour les conférences de presse plutôt que pour les déclarations en Assemblée représente un abaissement de la démocratie française.<sup>156</sup>

Le journal continue son rejet de la politique gouvernementale du Président puisque, d'après lui, elle ne défend pas les intérêts de l'Europe et de la France, seulement ceux du chef d'État. Celui-ci continue à prendre des décisions allant à l'encontre de ce que demandent ses alliés et créer ainsi des tensions dangereuses et inutiles. Les socialistes souhaitent que cesse cette politique anti-européenne et que la France accepte d'ouvrir les négociations, qui n'engagent en rien la France à approuver par la suite l'adhésion de la Grande-Bretagne. Elles ne permettraient que de meilleures relations entre les partenaires, qui ne pourraient plus accuser la France d'être de mauvaise foi.

---

<sup>155</sup> Jean-Pierre Peret, « Camouflet a de Gaulle », *Le Populaire*, 7-8 décembre 1967, p.1.

<sup>156</sup> Claude Fuzier, « Les démocrates socialistes condamnent la décision gaulliste de Bruxelles », *Le Populaire*, 21-22 décembre 1967, p.1 et 4.

### 3.5 Conclusion partielle

La politique française sur la seconde demande d'adhésion britannique entraîne, elle aussi, un flot d'articles d'opposition venant de la presse. Bien que la France soit plus transparente que lors de la première demande, un des reproches de 1963, les journaux s'opposent en bloc à cette politique qui ne défend pas les intérêts de la France et de l'Europe. Ils demandent au gouvernement d'accepter l'ouverture des négociations, pour laisser la chance à la Grande-Bretagne de prouver sa conversion à l'Europe, mais aussi pour l'aider dans ses difficultés économiques. Ils s'opposent également aux vues politiques françaises sur l'Europe, puisque Londres doit en faire partie afin que la CEE puisse se mesurer aux superpuissances. Ils critiquent d'ailleurs, encore une fois, le style tranchant du Général, qu'ils considèrent comme répondant à ses perceptions personnelles plutôt qu'aux intérêts de la France.

## 4. Pompidou à l'Élysée (1969-1973)

### 4.1 Mise contexte de la dernière demande

La troisième demande se démarque des précédentes pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la France a élu un nouveau président en juin 1969. De Gaulle n'est plus à l'Élysée lorsque la Grande-Bretagne demande à rejoindre, pour une troisième fois, l'Europe. Également, la demande est unique dans la mesure où elle a abouti à un élargissement de la Communauté vers le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, plutôt qu'à un veto. Elle demande par conséquent un survol des nouveautés dans le contexte national et international, qui ont occasionné, à Paris, un changement de politique sur l'adhésion de la Grande-Bretagne dans la Communauté.

#### 4.1.1 L'Europe et la France en changements

La situation internationale change beaucoup de 1960 à 1970. Le monde bipolaire s'assouplit et les puissances discutent plus librement entre partenaires et adversaires. Le rôle de l'Europe s'amenuise puisque le besoin d'intermédiaires diminue. Le rôle de la France en Europe diminue lui aussi, car sa voisine outre-rhin se renforce et domine économiquement la Communauté. L'Allemagne de l'Ouest profite également d'une liberté d'action, qu'elle n'avait pas au début de la décennie, conférée par les accords de Berlin de 1971, l'*Ostpolitik* et le traité entre les deux Allemagnes.<sup>157</sup> L'année 1968 est critique pour la France et marque un tournant dans sa politique extérieure, parce qu'elle ne peut plus prétendre avoir le rôle d'une grande puissance indépendante.

Sur le plan domestique, le pays est en crise puisque les grèves menacent le gouvernement. Elles affaiblissent considérablement la position et l'influence internationale de la France, et laissent une tache sur le prestige du Général. L'économie française perd son

---

<sup>157</sup> Maurice Vaïsse, « Changement et continuité dans la politique européenne de la France », dans Association Georges Pompidou (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 30.

dynamisme et les mesures sociales ne peuvent plus être subordonnées aux politiques extérieures, car les Français ne veulent plus s'en priver pour le seul prestige international de la France. Les priorités internationales cèdent le pas aux exigences domestiques.<sup>158</sup>

La crise du franc se produit également en 1968 et nuit à la situation internationale du pays. La France doit mettre de côté son orgueil et demander de l'aide financière à ceux qu'elle regardait de haut, qui s'empressent de l'assister : la Grande-Bretagne, les États-Unis et les Cinq. La République fédérale d'Allemagne refuse d'ailleurs de réévaluer le mark, démontrant ainsi que la rivalité pour la prédominance en Europe ne se joue plus uniquement entre Paris et Londres, mais également avec Bonn.<sup>159</sup> La politique pompidolienne privilégie la croissance économique : le gouvernement refuse de réévaluer le franc lors de la crise et le dévalue en 1969. Pompidou travaille également à la dévaluation du dollar, pour la bonne raison que son flottement a causé la crise, mais la France est seule dans sa résistance européenne. Il a aussi la volonté de donner à la France le rôle principal pour l'achèvement et l'élargissement de l'Europe.<sup>160</sup>

Cette Europe, la France en a besoin plus que jamais depuis la crise de Prague de la même année. L'invasion de la Tchécoslovaquie et de cinq États satellites soviétiques, dont la République démocratique allemande, par l'Armée rouge complique la politique française. Les espoirs français de détente et de libéralisation des pays satellites de Moscou s'écroulent douloureusement. Cette invasion vient des craintes soviétiques que la démocratisation, les réformes politiques et les percées de l'Occident mettent en danger la légitimité du Parti communiste et affaiblissent le contrôle de Moscou sur ses alliés du Pacte de Varsovie. Cette agressivité rehaussée de l'ennemi de l'Est arrive au moment où la puissance américaine, qui semble s'essouffler, veut diminuer son implication militaire en Europe. La France s'inquiète de cette situation et doit reconnaître qu'elle a besoin de ses alliés occidentaux, et en particulier Washington, pour atteindre ses objectifs économiques, diplomatiques et de sécurité. L'alliance atlantique est essentielle pour bloquer les intrusions stratégiques et l'influence politique de

---

<sup>158</sup> Edward A. Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou : the politics of grandeur*, *op. cit.*, p. 391-392.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 392-393.

<sup>160</sup> Paul-Marie de la Gorce, « Le président Pompidou et l'Europe », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 74-75.



l'URSS en Europe, mais également pour garder un certain contrôle sur Bonn.<sup>161</sup> Il s'agit pour Paris d'un retour au réel, telle une douche froide, sur les réalités géopolitiques de ce monde bipolaire. En tant que puissance moyenne, elle a davantage besoin des États-Unis qu'elle aurait voulu se l'avouer.

Tout cela a un impact certain sur la politique européenne de la France. Affaiblie au plan national et sous le feu constant de ses partenaires sur ses politiques extérieures, elle doit maintenant baser sa diplomatie sur des revendications légales des traités afin d'atteindre ses objectifs politiques et économiques. L'année 1968 marque donc le changement dans la relation de pouvoir entre la France et les Cinq, où elle se positionne de plus en plus sur la défensive et perd de son influence en Europe.<sup>162</sup>

#### **4.1.2 Du changement à l'Élysée, mais également au 10 Downing Street**

Lors de son arrivée à l'Élysée, Pompidou ne fait pas table rase de l'ancienne politique française. Les objectifs restent les mêmes; seules les manières d'y arriver changent. Il priorise ainsi la consolidation sur l'élargissement, comme le faisait de Gaulle, mais il est plus souple que lui sur la question. Cela lui permet plus de latitude dans ses négociations pour demander l'approfondissement avant l'élargissement, donnant satisfaction à toutes les parties. Les Six peuvent donc négocier de concert, pour la première fois, dans une question d'adhésion.<sup>163</sup>

Cependant, une continuité dans les objectifs ne signifie pas pour autant qu'il y en ait une concernant la conception de l'Europe. Pour de Gaulle, elle n'est pas une fin en soi, mais bien un moyen pour rénover l'économie française et redonner au pays un rôle international de premier plan. Au contraire, pour Pompidou l'Europe est un but à atteindre puisqu'elle offre des avantages économiques et monétaires. « L'un voulait la grandeur de la France; l'autre vise au bien-être des Français, objectifs qui ne sont ni exclusifs ni inconciliables; mais l'essentiel réside dans la priorité qu'on leur donne. »<sup>164</sup> La primauté gaullienne du couple franco-

---

<sup>161</sup> Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou*, p. 393-398.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 388-389.

<sup>163</sup> Françoise de La Serre, « La France et l'élargissement des Communautés européennes : la candidature britannique », *op. cit.*, p. 763-764.

<sup>164</sup> Vaïsse, « Changement et continuité dans la politique européenne de la France », p. 33.

allemand cède également sa place à l'arrivée du nouveau président, car la bonne entente qui existait entre le Général et Adenauer n'est plus au temps de Pompidou et Brandt. D'ailleurs, l'*Ostpolitik* exécutée par Bonn mine le rôle d'interlocuteur privilégié de Moscou qu'avait autrefois la France. Aussi, le regain en puissance économique et monétaire de l'Allemagne de l'Ouest menace la primauté française en Europe. Ce léger froid entre les voisins outre-Rhin permet un certain réchauffement des relations avec Londres. Il y a d'ailleurs une très bonne relation personnelle entre le premier ministre Edward Heath et le président Georges Pompidou, qui ont des conceptions semblables de l'Europe, au contraire de Macmillan qui représentait le cheval de Troie de Washington.<sup>165</sup>

Ce changement des conceptions de l'Europe se confirme sur la question de l'élargissement. Au contraire de son prédécesseur, qui s'est toujours opposé à l'entrée d'une Grande-Bretagne bien différente des Six, le nouveau président s'en sert à des fins de politiques internes et extérieures. À l'interne, puisqu'il utilise la construction européenne comme engagement électoral, ce qui lui permet de rallier plus de partis à sa candidature. À l'externe, car il se sert de son concept de triptyque (Achèvement, Aboutissement et Élargissement) pour relancer l'Europe, et sortir la France et la Communauté de ce moment difficile. Effectivement, la France est isolée, sa relation avec Londres est délicate, le franc est ébranlé et l'Europe a un avenir incertain. En échange de l'élargissement que ses partenaires souhaitent tant, et avec un pays aux convictions très proches des siennes sur l'Union politique et la supranationalité, il peut relancer les discussions sur l'achèvement de la CEE.<sup>166</sup> Il est aidé par Heath qui, au contraire de ses prédécesseurs, est un premier ministre très européen qui veut se distancer des Américains pour se rapprocher de l'allié français. Il évite même de mentionner le *Special Relationship* lorsqu'il parle de Washington. La position britannique est d'ailleurs plus facile à tenir, dans la mesure où les partis politiques britanniques sont maintenant en faveur de l'adhésion.<sup>167</sup>

Mais pourquoi Pompidou lève-t-il le veto sur l'adhésion ? Il est maintenant inutile de garder la Grande-Bretagne à la porte de l'Europe, puisque la politique gaulliste s'est avérée

---

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 31-33.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 34-36.

<sup>167</sup> John W. Young, *Britain and European unity, 1945-1999*, *op. cit.*, p. 100-101.

inefficace et les partenaires ont choisi un chemin différent. Londres est maintenant la clé de la réconciliation européenne et il est donc un facteur de renforcement de la place de la France en Europe et dans le monde. Les Britanniques se rapprochent des Français sur plusieurs points : la priorité des institutions nationales sur les institutions communautaires; l'expérience dans les affaires mondiales et le statut d'ancienne grande puissance; le désir de jouer un plus grand rôle en Europe et dans le monde; une vision commune sur l'Allemagne et l'*Ostpolitik*. Et la France n'a plus l'indépendance politique et économique requise pour continuer la politique de grandeur seule.<sup>168</sup>

## 4.2 Pompidou et la Conférence de La Haye

Le premier évènement important relié à la troisième demande est la conférence de La Haye de décembre 1969. Elle représente un moment significatif de relance pour l'Europe puisqu'elle met fin à une impasse qui jetait un voile d'incertitude sur l'Europe. Pompidou avait compris, avant la conférence, l'importance qu'avait l'élargissement pour ses partenaires. Pour sauver le Marché commun et réussir l'achèvement avant la fin de la période de transition, la France devait y porter plus attention. Un marchandage était inévitablement requis pour obtenir la consolidation de la PAC et la France est contrainte de donner aux Cinq ce qu'ils veulent depuis 1961.<sup>169</sup> Pompidou propose alors son triptyque comme objectif aux partenaires de la Communauté : l'achèvement de la Politique agricole commune; le renforcement des armatures communautaires; l'élargissement vers de nouveaux membres.<sup>170</sup> Les éditorialistes ont compris l'importance qu'avait cette rencontre au sommet pour l'Europe, mais également pour la politique française. Ils ont tous des réactions uniques à ce sommet, analysant la situation sous des angles différents.

---

<sup>168</sup> Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou*, p. 416-419.

<sup>169</sup> Uwe Webster Kitzinger, *Diplomatie et persuasion*, *op. cit.*, p. 95-96.

<sup>170</sup> de la Gorce, « Le président Pompidou et l'Europe », p. 65-66.

#### 4.2.1 Des collaborateurs incertains de la politique française

L'éditorialiste qui commente la conférence pour *Le Monde* n'est nul autre que son fondateur, Hubert Beuve-Méry. Le premier jour, il est déçu de son président qui avait la chance de donner à la France un *leadership* moral en Europe, puisque cette rencontre est son initiative. Mais il a manqué de souffle et son discours n'était pas assez vivant. La France n'a plus le prestige d'il y a quelques années, et son président la prestance de son prédécesseur, ce qui a permis au chancelier Brandt de prendre les rênes au premier jour face à un Pompidou timide.<sup>171</sup> Le lendemain, Beuve-Méry se dit surpris qu'un accord de cette importance ait été trouvé. Il y a quelques mois, l'Europe était ravagée par la suspicion. Même le début de la conférence, avec le décalage dans les discours, amenait un pessimisme dans certaines délégations. « Et puis s'est produit ce qui eût été sans doute difficilement concevable sous le général de Gaulle. Le président de la République, au lieu de chercher à imposer à tout prix ses vues, s'est rallié à un compromis. » Ne voulant pas mettre de date aux débuts des négociations, dans l'éventualité où les Six n'avaient pas encore de position commune, le président sortit des suggestions concrètes « auxquelles on ne saurait qu'applaudir ». Le seul reproche qu'il peut lui faire, c'est sa timidité qui lui a coûté le rôle de chef de l'Europe face à Brandt.<sup>172</sup>

Il conclut sa série d'articles sur une note positive. Malgré une première intervention qui a déçu, il s'agit du premier succès pompidolien. Beuve-Méry se dit soulagé, car la construction européenne semblait fort incertaine il y a peu de temps. Il est maintenant question d'un nouveau départ et d'une confiance retrouvée. L'Europe vient de faire un pas en avant historique, grâce à Pompidou qui a su faire des compromis.<sup>173</sup> Pour la première fois depuis plusieurs années, un éditorialiste du journal félicite le travail du gouvernement français sur la question de l'élargissement de la Communauté. Cela démontre un renversement des tendances de la presse.

Son collègue Alfred Grosser rédige d'ailleurs un article sur cet optimisme. Il se demande combien de temps il durera, car malgré l'évolution de l'attitude du gouvernement

---

<sup>171</sup> Hubert Beuve-Méry, « Un manque de souffle », *Le Monde*, 3 décembre 1969, p.1.

<sup>172</sup> Hubert Beuve-Méry, « Un compromis », *Le Monde*, 4 décembre 1969, p.1.

<sup>173</sup> Hubert Beuve-Méry, « Une "cathédrale" gothique », *Le Monde*, 5 décembre 1969, p.1.

français, il est difficile de savoir quelle Europe le président veut réellement pour la France. Il était ouvert à La Haye, mais rien ne l'empêche de sortir par la suite les contradictions françaises qui ont bloqué le progrès par le passé. Une chance s'offre à Pompidou : si de Gaulle comblait la faiblesse économique de la France par sa stature, il doit plutôt le faire par son initiative créatrice. Le Général, par ses initiatives destructrices, ne faisait que refuser, ce qui éloignait les partenaires. Il doit donc au contraire amener les Cinq vers les idées françaises.<sup>174</sup> Il ne veut pas être trop optimiste, puisqu'il ne peut se baser que sur la Conférence de La Haye, mais il espère que Pompidou saura prendre les occasions qui se présenteront à lui.

L'espoir nouveau du journal est attribuable au changement de cap du gouvernement. À ses yeux, sous de Gaulle, les journalistes n'auraient jamais vu une telle conférence et la France n'aurait pas accepté de compromis sur l'adhésion britannique. Pompidou représente donc le changement, car il connaît l'importance que revêt l'Europe pour l'avenir de la France et, malgré la timidité de son discours, comprend la pertinence des bonnes relations avec ses partenaires européens. En effet, la France est en position de faiblesse sur plusieurs demandes et doit accepter des compromis pour les voir aboutir. Sa politique est un bon présage pour l'avenir en cette période de stagnation communautaire.

#### **4.2.2 Un optimisme éclatant**

Le sommet de La Haye amène également Roger Massip à écrire une série d'articles dans *Le Figaro* où il traite de la politique gouvernementale française. À la veille de cette rencontre, il est content que l'initiative soit française et que la délégation ait fait les efforts nécessaires pour la mener à bien. Il est surpris de voir que la conférence s'ouvre dans une ambiance aussi bonne, surtout après les mois difficiles qu'a connus la Communauté. Il est curieux d'entendre le discours du nouveau président et de voir ce qu'il a gardé de l'héritage gaulliste.<sup>175</sup> Celui-ci a été un peu terne dans son ouverture de la conférence et le chancelier lui a volé la vedette. Massip est toutefois satisfait, puisque bien qu'il ne reste que dans les

---

<sup>174</sup> Alfred Grosser, «Une chance », *Le Monde*, 9 décembre 1969, p.3.

<sup>175</sup> Roger Massip, « Intervention la plus attendue : celle du président Pompidou », *Le Figaro*, 1er décembre 1969, p.5.

généralités pour ne pas montrer d'emblée son jeu, le langage était conciliant envers les partenaires. La bonne ambiance continue donc lors de cette première journée.<sup>176</sup>

C'est avec un optimisme qu'il clôt sa série, attendu qu'il est très satisfait de ce qui a été fait. Un climat sain remplace la suspicion réciproque qui sévit depuis quelques mois. Malgré un début incertain, causé par des différences de vues franco-allemandes, les partenaires dialoguent maintenant sur la même longueur d'onde. Ils ont réussi à s'entendre sur l'achèvement et le renforcement, et la France a accepté un compromis sur l'élargissement. Les résultats du sommet sont modestes, mais appréciables, puisque l'Europe revenait de loin. Une volonté s'est manifestée et il est possible qu'une détermination animera désormais les dirigeants européens.<sup>177</sup> L'initiative du nouveau président français et sa volonté de la mener à bien, tout comme son aptitude à faire des compromis avec les partenaires européens, ont permis un renouveau pour l'Europe. Celui-ci amène Massip à être très optimiste, non seulement pour l'avenir, mais également sur le gouvernement français.

Comme pour *Le Monde*, *Le Figaro* est ravi du changement d'attitude de la France, mais surtout du changement d'atmosphère dans la Communauté. Quelques semaines auparavant, l'Europe des Six avait perdu son dynamisme et son avenir était fort incertain. Elle avait besoin d'une sérieuse relance et c'est sous l'initiative du gouvernement français qu'elle se fera. Le journal se réjouit de voir son président agir pour le bien de l'Europe plutôt que pour le seul bien de la France, comme pouvait le faire de Gaulle. Bien qu'il ait été timide lors de ces discours, Pompidou a su faire les bons choix pour relancer réellement l'Europe des Six. Son compromis permet de rouvrir la question de l'élargissement dans une ambiance saine, du jamais vu, et de finaliser celle de la consolidation de la Communauté. Le gouvernement semble donc travailler en accord avec ses partenaires et les crises communautaires sont maintenant choses du passé.

---

<sup>176</sup> Roger Massip, « M. Pompidou étant resté hier sur la réserve c'est le discours de M. Willy Brandt qui a dominé la première séance », *Le Figaro*, 2 décembre 1969, p.3.

<sup>177</sup> Roger Massip, « Un nouveau départ », *Le Figaro*, 3 décembre 1969, p.1 et 7.

#### **4.2.3 Une déception complète des débuts pompidoliens**

L'optimisme et la satisfaction ne sont pas partagés par les journalistes de *L'Humanité*. Yves Moreau est déçu que le président n'ait pas donné les raisons de ce changement d'attitude soudain sur l'élargissement. Il accuse Bonn, qui a d'ailleurs dominé la conférence, d'avoir fait pression sur Paris. Il se demande également pourquoi Pompidou prêche pour l'Union économique et monétaire alors qu'elle avantage la République fédérale d'Allemagne. La politique française va donc à l'encontre des intérêts de la France et des travailleurs. En effet, elle cristallise la division du continent et s'oppose au réel développement de la coopération Est-Ouest.<sup>178</sup>

Il surenchérit le lendemain, affirmant que Pompidou a raté son entrée de chef d'État étant donné qu'il n'a atteint aucun de ses principaux objectifs. Une date est fixée pour les négociations et la PAC n'est plus le préalable de l'adhésion, mais l'inverse. Pompidou a ainsi plié sous les pressions des Cinq et des ultras de l'atlantisme français. C'est l'Allemagne qui profitera le plus des nouveaux acquis, alors que l'élargissement met la France dans une position impossible : elle se retrouve face aux deux alliés privilégiés de Washington et les deux économies les plus fortes. La France a, par conséquent, tout à perdre avec la politique pompidolienne, alors que la coopération Est-Ouest garantirait la paix.<sup>179</sup> Serge Leyrac abonde dans le même sens. Pompidou a cédé sous la pression des partenaires à tous les plans : sur l'élargissement, l'achèvement, mais aussi l'approfondissement. La question agricole n'est pas réglée que déjà nous savons que la France accepte le principe de l'adhésion. Le sommet est donc une victoire des atlantistes.<sup>180</sup>

Le rejet de la politique gouvernementale n'est pas une nouveauté pour le journal, et ses journalistes continuent leur opposition au gouvernement. Leur animosité vient cette fois-ci d'une trop grande ouverture de la France vers les partenaires, ce qui laisse présager que Paris cède aux pressions des Cinq. Le journal préconise plutôt une politique qui ouvre les portes de

---

<sup>178</sup> Yves Moreau, « Divergences à La Haye sur les problèmes de la « PETITE EUROPE », *L'Humanité*, 2 décembre 1969, p.1.

<sup>179</sup> Yves Moreau, « Les concessions du président », *L'Humanité*, 3 décembre 1969, p.1.

<sup>180</sup> Serge Leyrac, « Accord de principe pour l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne », *L'Humanité*, 3 décembre 1969, p.3.

la Communauté aux pays de l'Europe de l'Est, ignorés par cette « Petite Europe » des Six. Le nouveau président doit donc réorienter sa politique vers les intérêts réels de la France.

Cette rencontre au sommet a suscité beaucoup de commentaires de la part de la presse française. Bien que les journaux à l'étude aient un point de vue unique, nous pouvons constater une nouveauté dans les articles de certains journaux sur la conférence : un retour de l'optimisme et l'approbation de la politique française. *Le Monde* est plus prudent que *Le Figaro* sur la question, mais les deux sont toutefois satisfaits du nouveau président et ce qu'il a accompli à La Haye. Seul *L'Humanité* s'y oppose farouchement, puisqu'il a ignoré les pays de l'Est et est tombé dans le jeu de Bonn.

### **4.3 Une France nouvelle dans ce monde divisé**

Avec un nouveau dirigeant à la barre de la France, le thème de la Guerre froide reste un sujet central pour cette troisième demande. La nouveauté peut mener à l'optimisme autant que la déception. Les journalistes analysent donc les discours de Pompidou pour y cerner ses intentions.

#### **4.3.1 Changements en politiques extérieures**

Malgré une vision gaullienne de la politique extérieure, Pompidou n'a pas les mêmes conceptions du monde que de Gaulle. Comme son prédécesseur, il défend toujours l'indépendance française et s'oppose à l'intégration, qu'elle soit européenne ou atlantique. Cependant, il ne s'oppose pas à de meilleures relations avec les Américains, car la cohésion militaire et économique de l'Ouest est une priorité et il se méfie des visées géopolitiques soviétiques. Washington doit alors rester en Europe et l'Allemagne doit demeurer divisée pour protéger l'équilibre Est-Ouest, préférable à une entente américano-soviétique ou germano-



soviétique sur l'Europe, qui serait contraire aux intérêts français.<sup>181</sup> Les changements ne viennent pas seulement de Paris, puisque Heath réoriente également ses priorités de la relation spéciale avec les Américains vers une meilleure entente avec le continent. Brandt fait de même avec son *Ostpolitik*, où il change sa priorité de l'Ouest vers l'Est, amenant du même coup la France à réorienter la sienne de Bonn vers Londres. La Grande-Bretagne devient donc un choix sensé comme contrepoids à l'Allemagne de l'Ouest, autrefois un partenaire privilégié.<sup>182</sup>

Pour la question militaire, suite au coup de Prague la France réalise qu'elle a besoin de l'allié américain, et le changement politique à l'égard de Washington s'enclenche. Elle renoue sa loyauté envers le monde atlantique et, bien qu'elle cherche toujours l'indépendance pour sa défense, elle s'assure que les Américains soient en Europe comme élément dissuasif contre Moscou.<sup>183</sup> La force de frappe diminue du même coup en importance, puisqu'elle ne peut pas efficacement remplacer l'armement américain. Elle reste importante pour le statut de la France comme puissance régionale en Europe, lui donnant une meilleure position pour les négociations sur l'avenir du Vieux Continent. La dissuasion nucléaire française joue également un rôle de premier plan dans la place qu'occupe la France parmi les Quatre Grands, et ainsi comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.<sup>184</sup>

Pompidou souhaite conséquemment maximiser l'engagement militaire américain à défendre l'Europe, tout en diminuant le coût économique et politique qu'il entraînerait. L'adhésion de la Grande-Bretagne est une façon d'y arriver, car elle a un lien traditionnel et linguistique avec Washington. Cela offre donc une assurance que les Américains resteront et que l'Europe aura une certaine flexibilité quant à sa politique. Les désaccords récurrents entre de Gaulle et Washington n'ayant rien apporté à la France hormis l'opposition des Américains, alors Pompidou opte plutôt pour une politique conciliante. Mieux vaut travailler avec

---

<sup>181</sup> Georges-Henri Soutou, « The linkage between European integration and détente: The contrasting approaches of de Gaulle and Pompidou, 1965 to 1974 », dans *European Integration and the Cold War: Ostpolitik-Westpolitik, 1965-1973*, London / New York, Routledge, 2007, p. 23.

<sup>182</sup> William Wallace, « Foreign Policy: The Management of Distinctive Interests », dans *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot; UK / Brookfield; USA, Gower Publishing Company, 1986, p. 211-212.

<sup>183</sup> Kolodziej, *French international policy under De Gaulle and Pompidou*, p. 144-145.

<sup>184</sup> *Ibid.*, p. 152.

l'influence américaine qu'y aller à contre-courant.<sup>185</sup> Les journaux, en particulier *L'Humanité* qui a rédigé une majorité des articles utilisés pour ce thème, analysent ces changements dans la politique française. L'absence du *Figaro* est intéressante puisqu'elle démontre qu'il axe ses analyses sur la construction de l'Europe plutôt que sa situation mondiale.

#### **4.3.2 La place de l'Europe dans le monde**

La place de l'Europe dans le monde et de la France dans la Communauté est un sujet de prédilection pour les journalistes. Serge Leyrac de *L'Humanité*, avant même la relance de La Haye, a fait une série d'articles, « Europe : dépendance ou coopération », où il se questionne sur cette réalité. Les Européens s'interrogent sur la Communauté, qu'il faut relancer afin de la sortir de l'impasse. Pompidou propose son triptyque pour achever les accords avant la fin de la période de transition, renforcer les institutions et transformer le « non » de l'élargissement en « oui, mais ». Pour le gouvernement français, il s'agit de la seule façon d'avoir une certaine indépendance face aux deux superpuissances et combler le retard technologique. Leyrac se demande si, effectivement, l'Europe des Sept serait un réel garant de l'indépendance du continent et non une simple illusion de celle-ci.<sup>186</sup>

D'après Leyrac, l'Europe dont parlent les partisans de la Communauté n'est que la « Petite Europe », seule barrière valable à l'intrusion des entreprises américaines à leurs yeux. Le dilemme « Europe ou américanisation » n'est qu'une escroquerie, car en réalité il s'agit plutôt de l'« Europe de la dépendance et de l'américanisation ». Il rappelle que, contrairement à ce qui est annoncé aux Européens, le Marché commun est en fait un préalable favorable aux investissements américains, comme le prouvent les annexions dans l'industrie nucléaire ou celle de la compagnie française Bull par la *General Electric*.<sup>187</sup> La Communauté n'est donc pas un bon rempart contre Washington, et ne le serait pas non plus contre la puissance allemande. Les communistes se sont toujours opposés au Marché commun, en grande partie car il sert de tremplin à l'impérialisme ouest-allemand, et la création de la monnaie commune

---

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 422-423.

<sup>186</sup> Serge Leyrac, « Europe : dépendance ou coopération. I – Le triptyque », *L'Humanité*, 27 novembre 1969, p.4.

<sup>187</sup> Serge Leyrac, « Europe : dépendance ou coopération. II – La porte ouverte aux Américains », *L'Humanité*, 28 novembre 1969, p.8.

n'y changera rien. Le renforcement de la Communauté ne servirait qu'à celui de la bourgeoisie et va ainsi à l'encontre de la volonté populaire. « Telle est l'«Europe» capitaliste. Loin d'empêcher la mainmise américaine, elle la favorise. Loin de mettre fin aux rivalités entre impérialismes, elle les exacerbe. Loin d'améliorer la condition des travailleurs, elle les asservit. Elle est l'Europe de la dépendance, celle dont on va débattre à La Haye. » Il propose plutôt une Europe de la coopération, sans barrière ni discrimination d'Ouest en Est, seule garant de la sécurité et du progrès économique européen.<sup>188</sup>

Le journal communiste s'oppose avec ardeur à cette image de l'Europe que défendent la France et la Communauté. Il est impensable d'utiliser le terme « d'Europe » pour décrire un regroupement n'incluant que certains pays capitalistes. La Communauté ne sera européenne, à ses yeux, que lorsqu'elle comprendra l'entièreté de l'Europe géographique, et non seulement les pays de l'alliance atlantique. Pompidou doit donc réorienter sa politique européenne vers cet objectif, qui garantirait la paix en Europe.

En face de tout ce pessimisme, nous retrouvons un article plutôt optimiste, bien qu'écrit beaucoup plus tard, de Pierre Drouin dans *Le Monde*. Il explique que les commentaires fusent de toutes parts sur la question de l'élargissement, bons comme mauvais. Tout est possible pour l'instant, le meilleur comme le pire, et il faut donc balayer les procès d'intentions et viser une idiosyncrasie à Dix<sup>189</sup>, tout comme ils l'avaient fait à Six. L'Europe connaîtra plusieurs transformations avec ces nouveaux membres : un changement sur le plan du commerce international avec l'arrivée de pays maritimes; une complexification du jeu institutionnel; un renforcement de l'esprit communautaire avec une coopération monétaire; ainsi qu'une amplification des sentiments de souveraineté et de liberté, et en particulier envers les Américains. L'Europe se dirige vers cette nouvelle frontière qui s'annonce prometteuse, si

---

<sup>188</sup> Serge Leyrac, « Europe : dépendance ou coopération. III – La fausse monnaie communautaire », *L'Humanité*, 29 novembre 1969, p.2.

<sup>189</sup> Les Six avec le Royaume-Uni, la Norvège, l'Irlande et le Danemark.

les gouvernements se préoccupent de mieux associer les peuples européens au mouvement qui se dessine.<sup>190</sup>

Cet avenir pour l'Europe en construction contraste avec l'avis de Leyrac qui demande une nouvelle voie pour la Communauté, mais les priorités du *Monde* sont tout autres, ce qui explique que sa position soit diamétralement opposée. Le journal est optimiste sur l'avenir de l'Europe communautaire, lequel s'annonce prometteur. En effet, l'adhésion de la Grande-Bretagne et la consolidation de la Communauté permettront une plus grande cohésion entre les pays européens. Le journal félicite donc le président français qui a su travailler activement sur cet objectif.

#### **4.3.3 Les relations avec Washington**

Les relations euro-américaines soulèvent des questionnements, puisqu'elles sont vitales à l'avenir de l'Europe. Encore une fois, les articles à ce sujet vont à l'encontre de la politique gouvernementale.

Dans *L'Humanité*, Serge Leyrac rejette la politique gouvernementale qui ouvre la porte au cheval de Troie des Américains. La Grande-Bretagne s'est fait refuser à deux reprises son adhésion, car elle était trop liée à Washington, sa monnaie trop instable et son industrie trop puissante. Pourquoi cela change-t-il ? Il croit que c'est en partie la peur de se retrouver en tête à tête avec la République fédérale, maintenant plus puissante, ainsi que le besoin de trouver un nouveau marché pour les monopoles transnationaux. Mais l'essentiel a été gardé sous silence, c'est-à-dire la relation spéciale anglo-américaine. Les Américains sont bien évidemment favorables à l'adhésion, car ils colonisent déjà l'économie britannique et cela leur ouvrira la porte de l'Europe et de l'impérialisme français. L'adhésion ne fera qu'accentuer un aspect négatif important du Marché commun : la mainmise américaine. Il est donc clair que l'intérêt des monopoles passe avant l'intérêt national et des travailleurs, et ce, des deux côtés de la Manche.<sup>191</sup> La Communauté élargie, Yves Moreau confirme son opposition. La CEE reste celle de la Petite Europe car les deux tiers des pays européens y sont absents. Aucun des

---

<sup>190</sup> Pierre Drouin, « L'Europe vers sa "nouvelle frontière" », *Le Monde*, 24 juin 1971, p.1 et 3.

<sup>191</sup> Serge Leyrac, « La porte s'ouvre devant le cheval de Troie des Américains », *L'Humanité*, 24 juin 1971, p.3.

problèmes n'a été réglé et ils s'aggraveront : la Grande-Bretagne est la principale base des investissements américains. Et l'Union politique ne ferait qu'empirer les choses, étant donné que certains pays veulent un rapprochement avec Washington, sonnait du coup le glas de la souveraineté de la France.<sup>192</sup> La position du journal n'innove guère par rapport à ce qui a été dit par le passé. Il s'oppose toujours à une politique qui laisse entrer dans le Marché commun le « cheval de Troie » de la puissance américaine. Qui plus est, la forme de la CEE n'est guère apte à défendre efficacement ses membres contre les assauts américains.

Un auteur invité, l'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney, écrit également sur ce sujet dans une rubrique « Point de vue » du journal *Le Monde*. La position du gouvernement est connue : il est en faveur de l'adhésion tant que Londres accepte les dispositions du Traité de Rome. Mais, selon lui, l'arrivée des Britanniques n'améliorera pas réellement le sort de la France et de l'Europe. Les fervents d'une « Europe européenne » doivent alors s'opposer à l'adhésion pour trois raisons. Premièrement, les pays tiers, en particulier les Américains, tolèrent mal le protectionnisme à Six et ne pourront pas tolérer celui à Dix. Ils exerceront alors des pressions sur la Communauté pour qu'elle ne devienne qu'une zone de libre-échange. Cela augmentera la dépendance de l'Europe, puisque les entreprises américaines, plus puissantes que les européennes, pourraient mieux rivaliser sur le marché. Deuxièmement, les intérêts européens et américains divergent souvent et rien ne dit qu'une fois admise, Londres abandonnera sa relation spéciale avec Washington. Cela créerait une dépendance diplomatique et militaire de l'Europe envers les Américains. Finalement, l'adhésion ferait de l'anglais la langue politique, commerciale et scientifique officielle. Le choix est simple : soit la France s'intègre dans un vaste conglomérat atlantique où la direction lui échappera et la civilisation européenne se dissout; soit les Six refusent la Grande-Bretagne et renforcent leurs liens entre eux.<sup>193</sup> Avec ces promesses apocalyptiques, l'auteur défend la politique qui a été celle de son gouvernement lors de la présidence de de Gaulle. Il s'oppose donc au changement de cap opéré par la France et le gouvernement pompidolien.

---

<sup>192</sup> Yves Moreau, « Un bloc économique », *L'Humanité*, 24 janvier 1972, p.3.

<sup>193</sup> Jean-Marcel Jeanneney, « Point de vue : Trois raisons contre l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE », *Le Monde*, 5 mai 1971, p.5.

Hormis l'article de Pierre Drouin, tous les articles portant sur ce thème ont une vision négative de la politique française. Cependant, ils viennent en très grande partie d'un même journal, *L'Humanité*, qui s'oppose *a priori* aux politiques gouvernementales. Les journalistes du *Monde* et du *Figaro* se concentrent plus sur l'Europe qui se construit que sur le rôle qu'elle aura dans un monde bipolaire.

#### 4.4 La France et une Europe nouvelle en construction

Le thème de la construction européenne est nouveau pour la question de l'élargissement. Lors des premières demandes d'adhésion, ce thème a été complètement devancé par celui de l'opposition de la France. Les articles ne discutaient que de l'opposition du général de Gaulle à l'adhésion et de l'espoir des auteurs que le président change de politique. La construction de l'Europe prenait donc un rôle de second plan face à la mauvaise foi française qui devenait le sujet de tous les propos.

##### 4.4.1 Des négociations ardues pour un objectif prometteur

Les négociations pour l'adhésion arrivent à un moment peu opportun. L'Europe connaît une grave crise monétaire au début de la décennie 1970, bien que cela ne détourne pas les journalistes de la question. À la suite de l'ouverture des négociations au Luxembourg, Pierre Drouin du *Monde* se rappelle qu'en octobre 1961 des discours similaires avaient été tenus. Cependant, la situation est différente en 1970 puisqu'il y a un nouveau président à l'Élysée et les vetos ne sont plus que de mauvais souvenirs. Pompidou a tourné la page sur ceux-ci lors de la Relance de La Haye, revenant sur des conceptions plus traditionnelles de l'Europe. Il recherche à Londres le contrepoids de la politique allemande, mais également de la supranationalité, qui semblent des problèmes plus préoccupants que la dissolution du Marché commun en simple zone de libre-échange. Plusieurs éléments sont à considérer pour ces négociations et leur réussite. À Londres, les choses ont également changé avec l'arrivée d'Edward Heath, plus européen que ne pouvait l'être son prédécesseur. Il gouverne une population britannique qui accepte maintenant en grande majorité l'idée d'adhésion. Les Six ont aussi une meilleure cohésion que lors des deux dernières demandes. En contrepartie, les

problèmes agricoles s'annoncent explosifs puisque la PAC a été bouclée avant le début des négociations et Londres doit donc l'accepter en bloc. Souhaitant la construction d'une Europe forte, le journaliste est optimiste :

Ceux qui se réunissent autour du tapis vert se sentent "condamnés à réussir". Mais réussir quoi ? Si pour en finir l'Europe devait se laisser dériver vers un atlantisme "bon teint" où l'on ne parle plus sérieusement que de marchés, où serait la victoire ? La mission essentielle dévolue aux Six dans cette affaire sera de veiller à ce que les travaux d'experts et les accommodements de circonstance n'étouffent pas l'esprit de leur entreprise. Il s'agit, comme l'a dit M. Jean Rey, de "bâtir un continent".<sup>194</sup>

Suite à plusieurs mois de négociations, Drouin est moins confiant sur leur issue. Bien que les négociations stagnent depuis un moment, les Européens croient qu'une fin heureuse est à portée de main. Il en doute, puisque ce dossier est ouvert depuis 10 ans et les acteurs importants sont sensiblement les mêmes qu'en 1961. Pour se sortir de cette stagnation, il faut de la volonté de la part de Paris et Londres. Il anticipe avec joie « l'acte historique que serait l'élargissement du Marché commun ». Pour les problèmes économiques, rien n'est insurmontable, car il s'agit de détails techniques. La seule vraie question est de savoir qui bougera le premier pour les régler, et la France semble encline à l'être. Les vrais problèmes sont « les dessins dans le tapis », donc les questions politiques moins visibles et plus compliquées. Certains accusent encore Londres de vouloir torpiller la Communauté de l'intérieur, alors que Heath a apporté plusieurs changements internes pour adapter son pays aux règles des Six. D'autres craignent que Washington n'accepte pas une Europe élargie et demande ainsi un nouveau *Kennedy Round*, mais une Europe à Dix sera mieux adaptée qu'une à Six pour y faire face. « Le temps de la rétraction, des sceptiques, des tatillons, des "chipoteurs" est dépassé. Quand cesserons-nous de nous placer toujours sur la défensive ? Quand verrons-nous dans le tapis d'une négociation autre chose que le dessin de nos infortunes ? Quand un gouvernement de la V<sup>e</sup> République se servira-t-il du levier de l'Europe

---

<sup>194</sup> Pierre Drouin, « Petite Europe deviendra grande, pourvu que... », *Le Monde*, 2 juillet 1970, p.1 et 6.

pour entraîner les citoyens ? »<sup>195</sup> L'adhésion est alors accessible, pour la première fois en dix ans, mais le gouvernement français doit prendre les devants et mener ces négociations à bien. L'Élysée le fait et Drouin se montre fort satisfait du résultat.<sup>196</sup>

Pierre Drouin se trouve devant une situation nouvelle, une France qui participe activement à la construction européenne, et cela explique sa perplexité. Il ne peut que se méfier de la politique française qui a autrefois joué ce même double jeu. Lors de la première demande, de Gaulle semblait défendre la Communauté, bien qu'au dernier moment il se contentera de bloquer Londres. Rien ne dit que la situation ne se reproduira pas. Il espère toutefois que le gouvernement français fasse les bons choix. Lorsque les négociations finiront avec l'aide de la France, il félicitera le président qui a su mener à bien cette adhésion qui traîne depuis tant d'années.

#### **4.4.2 Une nouvelle foi européenne à l'Élysée**

Une des nouveautés de ces négociations est le changement de politique de la France. Sa nouvelle foi européenne joue un rôle clé dans la réussite des négociations puisque Paris brise la stagnation et relance la dynamique.

À la suite de La Haye, Pompidou est vu comme l'homme de l'ouverture européenne. Roger Massip du *Figaro* ne peut pas infirmer ce jugement, bien que les actions du président soient très prudentes. Ses discours de Strasbourg et de La Haye manquaient de conviction. D'ailleurs, il défend les mêmes conceptions que le Général sur l'indépendance des nations. Il ne faut donc s'attendre qu'à une Europe des États, puisqu'il veut donner la priorité aux intérêts nationaux. Cependant, pour l'auteur, une Europe fédérale ne leur causerait pas de tort, tout comme l'individualité corse n'empêche pas la France d'être elle-même. L'auteur est déçu du président pour les questions européennes, car l'attrait tire plus des vertus de l'enthousiasme que de la raison.<sup>197</sup>

---

<sup>195</sup> Pierre Drouin, « L'élargissement du Marché Commun : Le dessin dans le tapis », *Le Monde*, 8 mai 1971, p.1 et 4.

<sup>196</sup> Article analysé dans la section « 4.3.2 La place de l'Europe dans le monde ».

<sup>197</sup> Roger Massip, « La prudence sans la foi », *Le Figaro*, 29 juin 1970, p.1 et 4.



Cette déception à l'égard du président, causée par le manque d'actions concrètes pour l'Europe, se dissipe l'année suivante puisqu'il joue un rôle de premier plan pour l'élargissement. Pompidou est alors dépeint comme un réaliste, en opposition aux pessimistes qui croient que Londres veut torpiller la CEE, dès l'instant où il comprend la nécessité d'accueillir la Grande-Bretagne en Europe. La rencontre Pompidou-Heath de mai 1971 est encourageante, car elle permet de dissiper d'anciens malentendus.<sup>198</sup> Quelques jours plus tard, Massip publie un article qui analyse le long et ardu parcours qu'a entrepris la Grande-Bretagne pour rejoindre la CEE. Sa conclusion illustre bien sa vision du président : « C'est là le mérite de M. Georges Pompidou d'avoir renoué les fils rompus. Dans une atmosphère toute nouvelle, la Grande-Bretagne a repris sa marche vers l'Europe. »<sup>199</sup> Cette vision positive se concrétise à la suite de la réussite des négociations. Une page historique a été tournée puisque la Grande-Bretagne insulaire accepte de lier son destin aux continentaux, et ceux-ci de l'accueillir. Et par-dessus tout, ce sont les attitudes de la France et de son président qui ont été déterminantes dans cette histoire. Autant, en 1963 le gouvernement français avait éloigné Londres, qu'aujourd'hui il a la volonté de mener le dialogue à terme.<sup>200</sup>

Massip est donc très satisfait de son président qui, après un moment de timidité, a su mener la France dans le droit chemin. Bien qu'il doutait de Pompidou à ses débuts, le journaliste réalise lors des négociations que le nouveau président est l'homme de l'Europe. Sa personnalité et ses objectifs européens ont joué un rôle essentiel dans la réussite de la troisième demande. Cela fait changement de de Gaulle, l'homme de la France, qui a isolé son pays de ses partenaires. Le journaliste ne peut donc qu'être satisfait de voir la nouvelle direction choisie par l'Élysée.

La volonté seule de la France ne peut mener à bien cette aventure. Il faut, en face d'elle, un partenaire animé de la même volonté de réussite. Le duo Pompidou-Heath a pu mettre de côté les malentendus et se diriger vers une Europe à Dix. Les deux dirigeants le font dans une rencontre où ils règlent les principaux problèmes de l'adhésion. À la différence des

---

<sup>198</sup> Roger Massip, « La France devant l'Europe », *Le Figaro*, 10 mai 1971, p.1.

<sup>199</sup> Roger Massip, « Le cap sur l'Europe », *Le Figaro*, 19 mai 1971, p.5.

<sup>200</sup> Roger Massip, « La page tournée », *Le Figaro*, 24 juin 1971, p.1.

rencontres de Champs et de Rambouillet, le président est favorable à l'adhésion. En effet, l'allié allemand n'est plus aussi proche de la France qu'il ne l'a été et l'Europe n'a pas le poids espéré dans le monde. Les deux hommes veulent ainsi construire une Europe cohérente et puissante.<sup>201</sup> Au lendemain de la rencontre, Massip est ravi de voir que Pompidou est convaincu par les bonnes volontés britanniques, et ne croit pas que Londres veuille torpiller le Marché commun. C'est pourquoi il n'opte pas pour le veto. Le malentendu qui a si longtemps hypothéqué l'adhésion est maintenant une chose du passé. Il s'agit d'une date historique puisque maintenant, il y a, pour la première fois, des perspectives d'un succès des négociations. Ils peuvent alors construire ensemble une Europe capable de se mesurer aux Grands, tout en préservant, dans l'unité politique, le patrimoine européen.<sup>202</sup> Massip est donc très satisfait de la politique gouvernementale, mais également du duo franco-britannique qui a permis cette réussite.

#### 4.5 Conclusion partielle

La dernière demande d'adhésion britannique, qui se solde par un élargissement de la Communauté vers le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, amène un revirement dans l'opinion de la presse. Celle-ci, autrefois en complète opposition avec la politique gouvernementale, se caractérise désormais par des perspectives plus diversifiées. Le journal communiste persévère dans son désaccord le plus complet, refusant en bloc la politique gouvernementale qu'il juge à la fois trop atlantiste et trop allemande. Pour les deux autres journaux, la situation est bien différente. La Relance de La Haye amène son lot d'articles positifs et optimistes, vu qu'il s'agit du renouveau de la Communauté, alors en stagnation. Ce nouveau dynamisme s'essouffle et crée une certaine déception chez les journalistes, car les images du passé refont surface avec l'enlisement des négociations. Cependant, le mois de mai 1971 amène sa part d'optimisme et d'approbation sur la politique française. Plutôt que provoquer un échec, Paris joue un rôle de premier plan dans la réussite de l'adhésion britannique.

---

<sup>201</sup> Roger Massip, « Volonté d'en finir avec les malentendus », *Le Figaro*, 21 mai 1971, p.1.

<sup>202</sup> Roger Massip, « Un succès historique », *Le Figaro*, 22 mai 1971, p.1 et 2.

## 5. Conclusion

Le présent mémoire permet d'analyser l'opinion de quatre quotidiens français importants sur la politique d'élargissement communautaire de la France et de vérifier si le gouvernement français avait le soutien de la presse lorsqu'il a pris les décisions qui ont façonné l'histoire de la CEE. Celles-ci avaient en effet la plus haute importance, car la règle de l'unanimité octroyait à la France un pouvoir de veto. Puisque les Cinq souhaitaient l'adhésion, l'avenir de la Grande-Bretagne en Europe reposait entièrement entre ses mains.

Ce mémoire se distingue par sa concentration sur l'analyse de l'opinion de la presse sur la politique d'élargissement communautaire française dans le long terme. Les trois demandes britanniques y sont étudiées en bloc, au contraire d'autres recherches du même genre qui ne se limitent qu'à une seule demande ou à une seule présidence. Le contraste entre les deux gouvernements est important parce qu'un changement s'opère avec la conférence de La Haye dans deux journaux. L'opposition complète se transforme en un optimisme méfiant, que l'on n'avait pas retrouvé depuis 1962. Il est surprenant de constater comment la presse reste dans un état de doute alors que le président français semble enfin davantage aller dans son sens. Également, voir les journaux abandonner rapidement l'enthousiasme créé par La Haye pour de la méfiance est étonnant. Et ce, lorsque le gouvernement défend les idées d'une Europe atlantiste et ouverte à Londres, que trois des quotidiens souhaitent.

### 5.1 L'opinion de la presse

Il est de mise de faire un bilan afin de clarifier la position des quotidiens dans le temps et simplifier nos découvertes. Tout d'abord, les journaux de gauche s'opposent ou se méfient de la politique gouvernementale. *L'Humanité* proteste contre les conceptions gaulliennes qui rejettent l'adhésion de la Grande-Bretagne et priorisent l'amitié franco-allemande et la Petite Europe. Le revirement pompidolien, qui met fin au refus de l'admission et à la priorité de l'axe Paris-Bonn, n'y change rien. Le choix de la Petite Europe par la France n'est pas conforme aux

intérêts de la population. Son homologue socialiste, aux positions similaires, s'oppose aux politiques gouvernementales puisqu'elles empêchent la naissance de leur idée de l'Europe. *Le Populaire* veut en effet une Europe, atlantiste et supranationale, qui comprend Londres. Trois projets que de Gaulle n'accepte pas.

Pour ce qui est des journaux du centre droit, leurs positions varient selon l'époque. *Le Monde* était optimiste quant à la politique gouvernementale sur l'élargissement, car il souhaitait que de Gaulle accepte le point de vue communautaire. Le quotidien est déçu par le premier veto, qui entame une période d'opposition du journal aux conceptions gaulliennes. L'optimisme ne revient qu'avec le nouveau président, bien qu'il reste prudent et se méfie de la politique de Pompidou, qu'il peine à cerner. Une réelle approbation ne vient que lorsque la France prend les devants et mène à bien les négociations. *Le Figaro* connaît le même parcours pour les deux premières demandes et, une fois la Relance de La Haye annoncée, il abandonne son opposition à la politique française pour un optimisme nouveau. Celui-ci cède la place à une certaine morosité lors de la stagnation des négociations, mais se transforme à son tour en approbation quand Pompidou promet de régler les obstacles qu'il reste à franchir.

Il y a donc deux conclusions à notre problématique. Tout d'abord, les gouvernements français n'avaient pas le soutien de la presse de gauche lors des prises de décisions importantes. Elle s'opposera à tous les aspects de la politique européenne française. Ensuite, le gouvernement a néanmoins eu brièvement le soutien des journaux de centre droit avant le premier veto et à l'arrivée de Pompidou à l'Élysée. Le soutien des premières années est dû à une ignorance des objectifs français réels, alors que l'approbation des années pompidoliennes vient du changement de cap en politique internationale. Le gouvernement n'a donc eu qu'un appui partiel et momentané de la presse pour ses décisions sur l'élargissement de la Communauté, l'opinion des quotidiens étant défavorable la majorité du temps.

## 5.2 Pouvoir d'influence de la presse

Les conclusions à notre problématique sont significatives. Puisque le soutien n'est que partiel et temporaire, les gouvernements de de Gaulle et de Pompidou décidaient sans l'approbation de la presse. Certains journalistes leur ont d'ailleurs reproché de ne pas prendre en compte l'avis de l'opinion publique, qu'ils pensent personnifier en tant que membres des médias. Ils critiquent le pouvoir, l'implorent de changer de cap ou lui proposent des chemins à privilégier pour l'avenir, mais leurs demandes sont ignorées et l'Élysée continue à mener sa politique comme il le souhaite. Le gouvernement prend d'ailleurs des décisions allant ouvertement à l'encontre des préférences de la presse. Ainsi, comment expliquer le changement de cap de l'Élysée vers une position que demandaient les quotidiens du centre droit depuis 1961 ? Il s'agit d'une prise de conscience des nouvelles réalités géopolitiques par les dirigeants français et le hasard a voulu que l'opinion de la presse concorde avec celle-ci.

L'implication pour notre sujet, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, est que le gouvernement est intervenu selon ses convictions propres. S'il y a eu influences, elles ne venaient pas de la presse qui, au début de la Ve République, a peu d'influence sur les hommes politiques. Cette réalité se comprend mieux à la lumière des statistiques. Une grande majorité des Français, entre 72 % et 80 %, est favorable à l'idée européenne. Cependant, les troubles socio-économiques et les relations Est-Ouest sont plus préoccupants que les problématiques européennes.<sup>203</sup> Les Français sont d'ailleurs très mal informés sur la CEE et n'ont que des connaissances vagues des réalités européennes.<sup>204</sup> Aussi, la population serait favorable à l'élargissement, dans la mesure où elle n'affaiblit pas la Communauté. Les Français acceptent donc la politique du Général, car elle priorise le renforcement sur l'adhésion britannique.<sup>205</sup> Il y a donc une divergence de vues entre l'opinion publique traditionnelle et l'opinion dite organisée. Le gouvernement fait d'ailleurs un choix clair pour la première avec son penchant pour l'audiovisuel, qui offre un lien plus direct avec la population.

---

<sup>203</sup> Henri Isaïa, « L'opinion publique française et les communautés européennes », dans *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 288-289.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 292-293.

<sup>205</sup> *Ibid.*, p. 330-332.

### 5.3 Opposition partisane au gouvernement ?

Au-delà des questions d'influence et de pertinence de la presse, il faut comprendre la nature de son opposition et ce qu'elle signifie. Qu'est-ce qui pousse un journal à être en désaccord avec la politique française ? L'opposition de *L'Humanité* est partisane. Le journal résiste systématiquement à chaque nouvelle politique du gouvernement, adoptant parfois des positions contraires à celles prises antérieurement ou à leurs idéaux. Sous de Gaulle, il s'oppose à un refus de la Grande-Bretagne qui contrarie les partenaires de la Communauté. Sous Pompidou, il est en désaccord avec une politique qui accepte la Grande-Bretagne de concert avec les Cinq. Un journal communiste devrait se réjouir de voir son gouvernement refuser un pays atlantiste, qui plus est le « Cheval de Troie des Américains », dans la Communauté. Si son opposition n'était pas partisane, il aurait applaudi la politique d'élargissement du Général, tout en s'opposant vivement à sa politique franco-allemande. Or, ce n'est pas le cas.

La situation change pour les autres journaux. *Le Populaire*, bien qu'il s'oppose au général de Gaulle sur la plupart des sujets, n'approuve pas la politique européenne gouvernementale pour des raisons de principes. Les journalistes de ce quotidien socialiste favorisent une Europe supranationale, aux valeurs éminemment atlantistes et comprenant la Grande-Bretagne. Cela contraste avec la conception européenne de de Gaulle, qui s'oppose totalement à ces trois caractéristiques. Il souhaite au contraire une « Europe des Patries », indépendante et au cœur franco-allemand. Il est donc normal que le journal demande au président de changer sa politique et d'adopter des positions semblables aux siennes.

On peut faire le même constat pour *Le Figaro* également. Son opposition à la politique gouvernementale n'apparaît que lorsque le Général appose son veto, au grand dam de ses partenaires. Le journal souhaite l'entrée de la Grande-Bretagne, mais aux conditions de la Communauté. En effet, il n'est pas question que Londres ait un passe-droit, puisque c'est le renforcement de l'Europe qui en sera atteint. Mais la façon brutale par laquelle le président a imposé ses objectifs à ses partenaires a soulevé l'opposition du journal. L'avenir de la Communauté est maintenant incertain, les alliés évoquent des représailles et il est envisageable que la PAC ne voit jamais le jour. Le quotidien ne recommence à être optimiste qu'avec la conférence de La Haye, puisqu'elle représente une relance de l'Europe. Par l'action

du gouvernement français, les Six sortent d'une impasse créée par les deux vetos français. Cet optimisme se transforme en approbation complète lorsque Pompidou affirme qu'il veut régler les problèmes qui bloquent l'adhésion de la Grande-Bretagne. Ces décisions françaises jouent un rôle clé dans l'élargissement et le renforcement de l'Europe, deux objectifs que souhaite le journal. Son homologue *Le Monde* suit également ce modèle d'approbation-opposition envers les politiques gouvernementales, bien qu'il soit plus lent à reprendre confiance en son président. Celle-ci ne revient qu'une fois le problème de l'adhésion britannique réglé.

Par ailleurs, aucune influence patronale, évidente ou sous-entendue, n'a pu être trouvée dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Les arguments économiques sont absents des articles, lesquels analysent en priorité les arguments politiques et personnels. Par exemple, l'état de l'industrie française et sa capacité à survivre à l'adhésion britannique ne sont jamais mentionnés. Au contraire, plusieurs articles analysent les rapports diplomatiques franco-britanniques ou la personnalité du président de la République. Leur position sur l'Europe ne semble donc pas influencée par les acteurs économiques français.

On comprend mieux la place et l'importance qu'a l'Europe en construction dans la presse française. La CEE n'est qu'un jeune regroupement en 1963, mais cela n'empêche pas trois des journaux de critiquer le gouvernement qui la met en péril par son veto. La Communauté est donc déjà un acquis pour eux. Le gouvernement français peut faire la politique de son choix, tant qu'elle ne va pas à l'encontre de la construction européenne ou de ses partenaires européens. L'élément central de l'analyse des trois journaux n'est pas la Grande-Bretagne mais bien l'Europe. Ils ne s'opposent pas à des négociations serrées avec Londres afin qu'elle n'entre dans la Communauté que débarrassée du Commonwealth, de l'AELE et du système agricole britannique du *deficiency payments*, à l'instar des Six lors de la création de la CEE. Si elle en était incapable, elle n'aurait pas fait le chemin suffisant pour rejoindre l'Europe. Le problème est donc l'opposition unilatérale de la France qui empêche l'élargissement et nuit au bon fonctionnement communautaire. Ce constat est particulièrement intéressant pour des journaux de droite et centre droit, puisqu'il démontre que leur fidélité à l'Europe prime leur appui au président.

## 5.4 Ouverture

La presse ne joue pas de rôle décisif dans l'élaboration des politiques gouvernementales sur l'élargissement. Quels acteurs ont pu influencer le gouvernement sur l'adhésion de la Grande-Bretagne ? Des acteurs économiques importants ont-ils exercé des pressions sur les deux présidents pour leur demander d'accepter ou de refuser Londres dans la CEE ? Était-ce l'opinion publique française qui, par divers moyens, aurait pesé sur les choix faits par Paris ? Ou bien s'agissait-il, comme beaucoup semblent le penser, de l'idée d'un seul homme, Charles de Gaulle, qui aurait façonné la politique européenne et communautaire ? Pour répondre à ses questions, des recherches dans les archives sont nécessaires. Il est également pertinent de regarder du côté des grands regroupements de pressions, telles les associations patronales, d'agriculteurs, d'homme d'affaires ou d'anciens combattants.

Un apport de ces connaissances nouvelles à ce que nous savons déjà des candidatures britanniques à la CEE pourrait lever le voile sur les causes profondes des refus et de l'acceptation. La concentration sur le général de Gaulle cesserait et une page importante de l'histoire de la Communauté, son premier élargissement, serait tournée.



## Bibliographie

### *1- Sources et journaux*

AMAE - Archives du Ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)

- Fonds Cabinet du Ministre

- Fonds DECE – Direction des affaires économiques et financières, service de coopération économique

Ministère des Affaires étrangères - Commission des archives diplomatiques. *Documents Diplomatiques Français : 1967, Tome II*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2008, vol. 2/2, 900 p.

*Le Monde - Le Figaro - L'Humanité*

Juillet-août 1961; juin 1962; janvier-février 1963

Mai-juin 1967; octobre-novembre-décembre 1967

Décembre 1969; juin-juillet 1970; mai-juin 1971

*Le Populaire*

Juillet-août 1961; juin 1962; janvier-février 1963

Mai-juin 1967; octobre-novembre-décembre 1967

## **2- Témoignages**

De Gaulle, Charles. *Lettres, Notes et Carnets : Janvier 1961-Décembre 1963*, Paris, Plon, 1986, 470 p.

Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle. Tome III : Tout le monde a besoin d'une France qui marche*, Paris, Éditions de Fallois / Fayard, 2000, 681 p.

Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle. Tome I : La France redevient la France*, Paris, Éditions de Fallois / Fayard, 1994, 599 p.

## **3- Ouvrages généraux**

Bellanger, Claude *et al.* Histoire générale de la presse française. Tome V : De 1958 à nos jours, Paris, Presses universitaires de France, 1976, 550 p.

Boegner, Jean-Marc. *Le marché commun de six à neuf*, Paris, Colin, 1974, 253 p.

Bossuat, Gérard. *Faire l'Europe sans défaire la France : 60 ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, P.I.E.-P. Lang, 2005, 630 p.

Derieux, Emmanuel. *La presse quotidienne française*, Paris, Librairie Armand Colin, 1974, 312 p.

Warlouzet, Laurent. *Le choix de la CEE par la France : l'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2011, 569 p.

#### **4- Monographies**

Beloff, Nora. *The General Says No*, Harmondsworth, Penguin Books, 1963, 180 p.

Camps, Miriam. *Britain and the European Community, 1955-1963*, Princeton N.J, Princeton University Press, 1964, 547 p.

Camps, Miriam. *European Unification in the Sixties : From the Veto to the Crisis*, Toronto, McGraw-Hill, 1966, 273 p.

Gladwyn, Hubert M.G.J. *De Gaulle's Europe, or Why the General Says No*, London, Secker and Warburg, 1969, 168 p.

Kitzinger, Uwe Webster. *Diplomatie et persuasion*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1974, 645 p.

Kolodziej, Edward A. *French International Policy under De Gaulle and Pompidou: The Politics of Grandeur*, Ithaca, Cornelle University Press, 1974, 618 p

Ludlow, N. Piers. *Dealing with Britain : The Six and the First UK Application to the EEC*, Cambridge UK / New York, Cambridge University Press, 1997, 282 p

Vaïsse, Maurice. *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, 726 p.

Young, John W. *Britain and European Unity, 1945-1999*, 2<sup>e</sup> éd. Basingstoke, Macmillan Press, 2000 (1993), 237 p.

## 5- *Ouvrages collectifs*

- Badel, Laurence. « Le Quai d'Orsay, la Grande-Bretagne et l'élargissement de la Communauté (1063-1969) : Aspects fonctionnel et culturel », dans Michel Catala, dir., *Histoire de la construction européenne : cinquante ans après la déclaration Schuman*, Nantes, Ouest éditions, 2001, p.235-260.
- Boegner, Jean-Marc. « Les principes de la politique européenne du général de Gaulle » dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle : 5 – l'Europe*, Paris, Plon, 1992, p.66-71.
- Bossuat, Gérard. « De Gaulle et la seconde candidature britannique aux Communautés européennes (1966-1969) » dans Wilfried Loth, dir., *Crises and Compromises : the European Project 1963-1969*, Baden-Baden / Bruxelles, Nomos Verlag / Bruyant, 2001, p.511-538.
- Charon Jean-Marie. « 1958-1968, divorce avec la presse ? », dans Alain Plantey, dir., *De Gaulle et les médias*, Paris, Plon, 1994, p.162-168.
- De Bussy, Marie-Elisabeth. « Les partis politiques et les Communautés européennes sous la cinquième République », dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.101-161.
- De Carmoy, Guy. « Defence and Unity of Western Europe since 1958 » dans Neville Waites, dir., *Troubled Neighbours : Franco-British Relations in the Twentieth Century*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1971, p.344-374.
- De la Gorce, Paul-Marie. « Le président Pompidou et l'Europe » dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.63-76.
- De la Serre, Françoise. « De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes », dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle : Tome 5 - L'Europe*, Paris, Plon, 1992, p.192-202.

- De la Serre, Françoise. « La France et l'élargissement des Communautés européennes : la candidature britannique » dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.743-775.
- Ferro, Maurice. « La presse, la radio et la télévision », dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.253-279.
- Fontaine, André. « Le Monde et l'Europe », dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.281-284.
- Hibbert, Reginald. « Britain in Search of a Role, 1957-73; A Role in Europe, European Integration and Britain: A Witness Account » dans Brian Brivati et Harriet Jones, dir., *From Reconstruction to Integration : Britain and Europe since 1945*, Leicester / New York, Leicester University Press / St. Martin's Press, 1993, p.114-122.
- Isaïa, Henri. « L'opinion publique française et les communautés européennes », dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.287-346.
- Jouvre, Edmond. « Le général de Gaulle et l'Europe » dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.49-63.
- Massip, Roger. « Le Figaro et l'Europe », dans Joël Rideau, dir., *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.285-286.
- Nouailhat, Yves-Henri. « De Gaulle, la Grande-Bretagne et la construction européenne (1958-1969) » dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle et l'Europe*, Paris, Institut Charles de Gaulle, 1992, p.47-53.

Soutou, Georges-Henri. « The linkage between European integration and détente: The contrasting approaches of de Gaulle and Pompidou, 1965 to 1974 » dans N. Piers Ludlow, dir., *European Integration and the Cold War: Ostpolitik-Westpolitik, 1965-1973*, London / New York, Routledge, 2007, p.11-35.

Vaïsse, Maurice. « Changement et continuité dans la politique européenne de la France » dans Association Georges Pompidou, *Georges Pompidou et l'Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p.29-44.

Vaïsse, Maurice. « De Gaulle and the British « application » to join the Common Market » dans George Wilkes, dir., *Britain's Failure to enter the European Community, 1961-1963: the enlargement negotiations and crisis in European, Atlantic and Commonwealth relations*, London / Portland, Frank Cass, 1997, p.51-69.

Vaïsse, Maurice. « De Gaulle et l'élargissement du Marché Commun, 1961-1963 » dans Anne Deighton et Alan Milward, dir., *Widening, Deepening and Acceleration: the European Economic Community 1957-1963*, Baden-Baden, Nomos, 1999, p.199-210.

Wallace, William. « Foreign Policy: the Management of Distinctive Interests » dans Roger Morgan and Caroline Bray, dir., *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Hants / Brookfield, Vermont, Gower Publishing, 1986, p.205-224.

Wallace, William. « Defence: the Defence of Sovereignty, or the Defence of Germany? » dans Roger Morgan and Caroline Bray, dir., *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Hants / Brookfield, Vermont, Gower Publishing, 1986, p.225-244.

## **6- Articles de périodiques**

Burke, Lee H. « Britain and the EEC », *World Affairs*, volume 130 n° 3, octobre 1967, p. 163-176.

Franck, Christian. « Évolution des relations inter-atlantiques: Europe - États-Unis », *Études internationales*, volume 7 n° 4, 1976, p. 572-598.

Rudnick, D. « An Assessment of the Reasons for the Removal of the French Veto To U.K. Membership of the European Economic Community », *International Relations*, volume 4 n°6, décembre 1972, p.658-672.

Soutou, Georges-Henri. « Les présidents Charles de Gaulle et Georges Pompidou et les débuts de la coopération politique européenne : du Plan Fouchet au Plan Fouchet light », *Relations internationales*, volume 4 n°140, 2009, p.3-17.

Thomson, David. « President de Gaulle and the Mésentente Cordiale », *International Journal*, volume 23 n°2, Avril 1968, p.211-220.

## **7- Mémoires**

Bianki, Patrick. « La politique européenne du président de Gaulle dans la première moitié de sa présidence : perception de trois journaux français 1958-1964 », mémoire de M.A., Université de Montréal, Département d'histoire, 2006, 125 p.

Jacquetin, Jean-Sébastien. « Georges Pompidou et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté Européenne : les déterminants d'une nouvelle politique étrangère », mémoire de M.A., Université de Montréal, Département de science politique, 1996, 116 p.